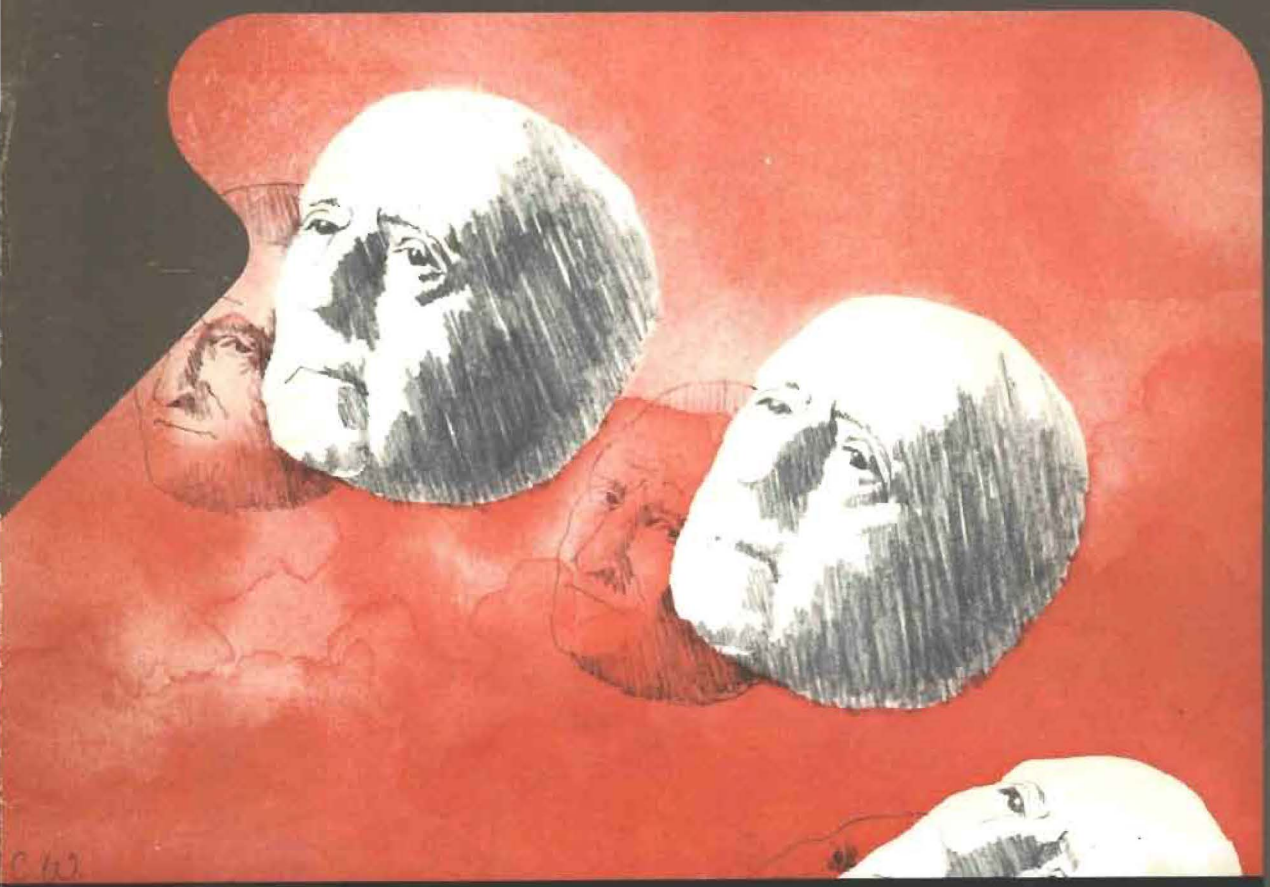
faire

2

APRES SALAZAR
FRANCO



novembre 75

mensuel 10 F

L'équipe de faire

Comité d'orientation :

André Acquier, Jean-Paul Bachy, Robert Chapuis, Jean-Pierre Cot, Roger Dosse, Claude Estier, Gilles Ferry, Gérard Fuchs, Jacques-Antoine Gau, Claude Germon, Henry Hermand, André Jeanson, Charles Josselin, Lionel Jospin, Jean-François Kessler, Henri Laborit, Catherine Lalumière, Jean Legarrec, Guy Le Neouannic, Louis Le Pensec, Jean Maire, Gilles Martinet, Maïté Mathieu, Jean Monnier, Daniel Mothé, Jean Pronteau, Jean Rey, Michel Rocard, André Salomon, Evelyne Sullerot, Dominique Taddei, Yves Tavernier, Alain Touraine, Claude Vieira

Comité de rédaction :

Martine Buron, Paul Chaslin, Stéphane Coquard, Pierre Dupuis, Patrice Finel, Jacques Gallus, Henri Guillaume, Marc Osouf, Bernard Pingaud, Jean-Louis Pontich, Alain Richard, Lucien Rioux, Gérard Sandoz, Jean-Pierre Worms

Rédacteur en chef :

Patrick Viveret

Maquette :

Bernard Thomas

Photo :

Chantal Géron

Directeur de la publication :

Gilles Martinet

« faire » est édité
par la société des éditions
du Coq Héron
48, rue Sainte-Anne
Paris-2e
742-84-05

Composé par :

Département Offset Presse Lito
4 ter, rue du Bouloi, Paris-1er

Imprimerie :

Soulas, Paris-15e

N°2 SOMMAIRE

actualité

Vraies et fausses leçons de Chatellerault 3

Qui est Georg Leber ? 6

Paris : pourquoi un maire ? 8

Franco : ceux qu'il a tués 12

changer la vie

Les terrains d'aventures 13



Les équipements intégrés 16

Un « restau 68 » 20

Les technologies douces 22

où en sont aujourd'hui...

La gauche italienne 24



Le syndicat de la magistrature 27

recherches et débats

Portugal : en France que ferions-nous ? 31

Débat : Où va le P.S.P. ? 36

Emploi et nouvelle croissance 42

interviews

Santiago Carillo 45

Quel avenir pour l'Espagne
Point de vue de la convergence socialiste de Catalogne 49

notes et critiques

L'indésirable 51

L'échec scolaire

L'information dans la cité

La France inégale...

dossiers

Etat-entreprises : qui dirige l'économie ? 55



faire

APRES Salazar, Franco. Après le Portugal voici l'Espagne confrontée à ces deux questions décisives : comment en finir avec le fascisme ? Que construire sur ses ruines ?

La réponse à cette double question dépend à l'évidence des caractéristiques particulières de l'Espagne et l'on souhaiterait, qu'avant tout débat passionné sur les stratégies adoptées par les différentes tendances de la gauche espagnole, on ne commence pas à rajouter à ses problèmes déjà lourds, les conflits que la gauche et l'extrême-gauche françaises ont pris l'habitude de régler par Portugal interposé.

L'interview de Santiago Carillo, les réactions et les lettres des camarades socialistes espagnols que nous publions dans ce numéro, ont donc d'abord pour nous valeur de témoignage, sur l'avenir de l'Espagne après Franco.

LES leçons que nous avons à tirer de l'Espagne, du Portugal, de l'Italie relèvent d'une autre série de problèmes : quelles sont les caractéristiques générales des forces politiques et sociales en Europe du Sud ? Quelles sont les contradictions inévitables que tout processus révolutionnaire devra affronter indépendamment des conditions particulières de chaque pays... Ce débat-là est nécessaire et la gauche française ne doit pas l'éviter, sauf à connaître de graves difficultés lorsqu'il s'agira pour elle non plus seulement d'obtenir une victoire électorale, mais d'affronter réellement l'épreuve du pouvoir.

Tel est le sens de la discussion contradictoire que nous publions sur le Parti Socialiste Portugais, de l'article de Gilles Martinet qui s'interroge sur ce que nous ferions en France en cas de victoire de la gauche et de celui de Claude Estier sur la situation de la gauche en Italie.
Parmi les problèmes que nous aurions alors à affronter il y aura celui du rapport entre l'Etat et les principales entreprises auquel nous consacrons notre dossier du mois. Il n'est pas indifférent en effet de savoir si nous sommes ou non comme le pense le Parti Communiste dans la phase du « Capitalisme monopoliste d'Etat ». La stratégie économique, mais aussi politique de la gauche au pouvoir n'est en effet pas forcément la même suivant que l'adversaire se résume à « une poignée de milliardaires » ou qu'il se présente au contraire sous un aspect beaucoup plus complexe et diversifié, notamment par le jeu des firmes multinationales.

AUTRE problème, beaucoup plus neuf celui-là mais non moins redoutable pour la gauche : la technologie est-elle neutre comme l'ont pensé avant nous des générations de militants socialistes et communistes ? Suffit-il simplement de briser les « entraves » au développement des forces productives, ou ne doit-on pas aussi s'interroger sur la nature des techniques utilisées pour en assurer le développement ? Ce débat que Lénine avait clos en son temps en adoptant les méthodes du taylorisme il nous faut le rouvrir aujourd'hui. Deux articles, l'un de Jean-Pierre Worms sur les « technologies douces », l'autre de Daniel Mothé sur les rapports entre technologie et emploi contribuent à illustrer ce troisième grand volet d'un numéro qui comporte par ailleurs de nombreux autres articles sur le syndicat de la magistrature, le statut de Paris, les terrains d'aventure, les équipements intégrés, etc... qui vous donneront, nous l'espérons, envie de vous abonner à « Faire »... si ce n'est déjà fait.

Patrick VIVERET.

ACTUALITÉS

Vraies et fausses leçons de Chatellerault

Test national, l'élection de Chatellerault l'a été en partie. Encore faut-il, comme le montre Gérard Grunberg, se montrer prudent dans l'analyse électorale et politique de ses résultats.

Que l'élection

législative partielle de Chatellerault ait suscité un tel flot de déclarations et de commentaires, cela est dans l'ordre des choses.

Dans un système politique où le sort du régime se joue autant aux élections législatives qu'aux élections présidentielles, dans une conjoncture politique où un déplacement de 1 % des suffrages exprimés de la droite vers la gauche peut suffire à amener celle-ci au pouvoir, il est normal que chacun guette le moindre signe d'évolution du corps électoral et que la signification politique d'une simple élection partielle dépasse largement l'enjeu que constitue pour un parti le gain ou la perte d'un siège.



François Mitterrand et Edith Cresson.

Dans ces conditions, la tentation de tirer d'une telle consultation des enseignements de portée générale est légitime. Encore faut-il éviter certaines projections abusives qui ratent leur objet à force de vouloir trop prouver : non, il n'y a pas en France 493 Chatellerault. Non, la perte de 8 points enregistrée au premier tour par Pierre Abelin ne peut être appliquée de manière mécanique à l'ensemble de la France.

En juin dernier, au Havre, le candidat de l'UDR n'a perdu que deux points par rapport à son prédécesseur élu en 1973. Il en est de même pour le recul du Parti Communiste : au Havre, le candidat communiste, bénéficiant de sa fonction de maire-adjoint de la ville a progressé, en juin, autant que la candidate socialiste. Enfin, là où le parti socialiste est dans ses bastions, dans le Nord ou le Pas-de-Calais par exemple, la percée de Valéry Giscard d'Estaing à l'élection présidentielle de 1974, par rapport aux scores obtenus en 1973 par les candidats de la majorité incite à éviter les généralisations hâtives : les prochaines élections législatives générales trancheront la question de savoir si, dans leurs bastions, les députés socialistes retrouveront la partie de leur électorat qui paraît avoir boudé F. Mitterrand en 1974. Elles permettraient de savoir s'il faut ou non compléter la proposition de J. Osouf (1) « le centre-gauche décidément préfère la gauche », par son symétrique : le centre-droit, décidément préfère la droite !

Comment

apprécier la poussée socialiste ? Celle-ci a suscité certains commentaires tendant à en limiter la portée. Selon Pierre Abelin, réélu au second tour, la gauche est en recul par rapport à son score présidentiel dans la circonscription. Pour le Parti Communiste, l'échec de la gauche est imputable au Parti Socialiste.

Recul de la gauche ? L'affirmation est osée. Abelin n'a-t-il pas perdu 8 points par rapport à l'élection législative de 1973 ? Le maire de Chatellerault préfère établir la comparaison avec l'élection présidentielle. Il est vrai qu'il obtient en 1975 un point et demi de plus que Giscard d'Estaing dans cette deuxième circonscription de la Vienne, en 1974.

On pourrait lui objecter qu'un scrutin présidentiel n'est pas de même nature qu'une élection

(1) Dans son article du 20-20-75 paru dans le *Nouvel Observateur.*

législative partielle. Plaçons-nous pourtant sur son terrain, en avançant avec plus de prudence toutefois qu'il ne le fait lui-même.

En 1973, le candidat unique de la gauche, Paul Fromonteil, obtenait 39 % des voix. F. Mitterrand en 1974 en obtenait 49 %, dans la circonscription.

Ce résultat marquait-il le reclassement d'une partie de l'électorat après le soutien apporté par Pierre Abelin à Giscard d'Estaing ? C'est à cette question que l'élection du mois dernier permet de donner un début de réponse. Depuis 1962, P. Abelin incarnait à Chatellerault le centrisme d'opposition, anti-communiste et anti-gaulliste dont l'espoir de plus en plus illusoire était de constituer un jour au niveau national une majorité de « troisième force » avec la SFIO. Maire de Chatellerault à la tête d'une coalition socialo-centriste, P. Abelin avait constitué un voile électoral qui débordait largement sur le terrain du centre-gauche.

La fonction

locale du député sortant pouvait lui laisser espérer que le choix effectué par une grande partie de son ancien électorat en faveur de François Mitterrand en 1974 n'était que provisoire et due à la nature de l'élection. N'allait-il pas pouvoir prouver que les réformateurs étaient seuls capables de mobiliser une partie du centre-gauche au profit de la majorité giscardienne ? Son score du 19 octobre, à peine supérieur à celui que Giscard d'Estaing avait réalisé dans sa circonscription l'année précédente laisse penser qu'une telle espérance est vaine. Pierre Abelin ne peut empêcher qu'une grande partie de son ancien électorat soit désormais stabilisée à gauche. Même dans la ville de Chatellerault dont il est maire depuis 1959, Edith Cresson l'a devancé comme F. Mitterrand avait devancé V. Giscard d'Estaing. Pourtant, en excluant en juillet 1974 les conseillers socialistes qui refusaient de passer dans l'opposition comme il



Le meeting « mouvementé » de Chatellerault.

les y engageait, le Parti Socialiste prenait un risque. Les résultats prouvent que son choix stratégique a été approuvé par les électeurs. Dès lors, P. Abelin pourrait bien perdre en 1977 la mairie de sa ville.

Décidément, le centrisme est bien le fusil à un coup dont parlait, dit-on Marie-France Garraud. Et s'il y a recul, c'est bien de celui de P. Abelin dont il s'agit.

Le recul enregistré par P. Abelin n'a cependant pas suffi à empêcher sa réélection. Le Parti Communiste attribue la responsabilité de cette situation au Parti Socialiste. En faisant campagne sur le thème du parti le mieux placé pour battre la majorité, le Parti Socialiste lui aurait ravi de manière déloyale la première place au sein de la gauche, provoquant le recul de son influence dans les couches moyennes. Au second tour, des électeurs communistes auraient en conséquence « refusé leur soutien à l'ambiguïté et à la volonté dominatrice du P.S. » (Michel Cardoze dans **l'Humanité**). D'où l'incapacité où aurait été le P.S. de faire le plein des voix de gauche. Selon Georges Marchais, il s'agirait là d'un avertissement dont le P.S. aurait intérêt à tenir compte.

Ces commentaires posent trois problèmes :

- Un problème de méthode pour ce qui concerne l'analyse des résultats.
- Le problème de la relation qu'un parti entretient avec ses électeurs.
- Le problème du type de déontologie nécessaire entre des formations qui entendent pratiquer la concurrence dans l'unité.

En nous fondant uniquement sur les commentaires effectués à partir de résultats détaillés, et en n'attendant qu'une analyse fine menée au niveau de l'ensemble des bureaux de vote permette d'y voir plus clair, il n'est pas inutile de souligner que certaines conclusions gagneraient à être formulées sur le mode hypothétique. Lorsque le Parti Communiste affirme que son candidat a davantage reculé dans les couches moyennes que dans la classe ouvrière, il n'apporte pas des preuves suffisantes à l'appui de cette affirmation.

Même

dans l'hypothèse où le recul communiste serait moindre dans les bureaux de vote les plus « ouvriers », on ne pourrait en déduire ipso facto que cette « consolidation » est le fait des seuls ouvriers inscrits dans ces bureaux. Une approche par sondage d'opinion ou par entretien devrait compléter la simple analyse des résultats.

Il en va de même pour l'idée avancée par le Parti Communiste selon laquelle certains électeurs communistes auraient refusé au second tour de reporter leurs voix sur la candidate socialiste. A Chatellerault, comme c'est souvent le cas lors d'une élection partielle, le taux d'abstention, très fort au premier tour (36 %) a nettement baissé au second (23 %), entraînant un gain de voix pour la gauche comme pour la majorité — la première passant d'un peu moins de 20.000 voix à près de 25.000 et P. Abelin passant de 21.000 voix à 27.000. L'une ou l'autre de ces forces peut donc stagner ou régresser d'un tour à l'autre en pourcentage par rapport aux suffrages exprimés, tout en gagnant des voix. Que la gauche, à l'inverse de P. Abelin, n'ait pas progressé en pourcentage dans certains bureaux fortement communistes n'implique donc pas forcément que cette stagnation soit due à un refus d'électeurs communistes du premier tour de se reporter sur la candidate socialiste. Elle peut provenir du fait que les deux candidats restés en lice au second tour n'ont pas bénéficié dans les mêmes proportions de la mobilisation des abstentionnistes du premier tour. On mesure ainsi la difficulté rencontrée pour mesurer un tel phénomène en s'appuyant sur des flux de voix apparents.

Le refus éventuel d'électeurs communistes de se reporter sur la candidate socialiste soulève un autre problème : ce refus est-il le fait des électeurs les plus proches du noyau militant, les plus enclins à suivre les consignes de leur parti, ou d'électeurs « périphériques », sympathisants épisodiques peu touchés par sa propagande ? S'il s'agit des premiers, le phénomène est à la fois moins grave et plus grave. Moins grave car le PCF peut, s'il s'en donne les moyens, leur faire admetre plus facilement qu'aux autres le bien fondé de sa ligne politique. Plus grave car le fait qu'une partie du noyau militant du PCF cesse d'être acquis à l'Union de la Gauche pourrait être gros de dangers à terme.

L'examen

des résultats laisse supposer que pour l'instant un tel phénomène, s'il existe, reste très limité. Dépend-il du Parti Socialiste, comme le laisse entendre le Parti Communiste dont l'avertissement sonne en fait comme une menace, qu'il s'amplifie ?

Se pose alors la question de l'opportunité d'un code de déontologie qui prévoirait les manquements aux règles de l'Union. On mesure immédiatement les difficultés que soulève une telle démarche.

D'une part, il n'est pas possible de faire porter en toutes circonstances à un parti politique la responsabilité du fait que ses électeurs n'ont pas suivi ses consignes de vote. Le contrôle qu'un parti exerce sur son électorat n'est pas absolu. Ensuite, dans la situation de concurrence entre les partis de gauche, que favorise le scrutin universel majoritaire à deux tours, il n'est pas facile de déterminer avec précision le seuil à partir duquel la nécessité pour un parti de faire valoir sa spécifité engendre un comportement déloyal à l'égard du partenaire. Le Parti Communiste estime que ce seuil est dépassé lorsque le Parti Socialiste se présente comme le mieux placé pour battre la majorité. Ses récentes déclarations montrent qu'il se battra dans l'avenir pour que le Parti Socialiste renonce à utiliser ce genre d'arguments. Mais en retour, le Parti Socialiste admettra-t-il que le Parti Communiste se présente devant les électeurs comme étant le seul parti réellement attaché à l'application du programme de la gauche, ou comme **le** parti de la classe ouvrière ?

Mais au fait, les électeurs de gauche qui ont largement respecté, semble-t-il, au Havre en juin comme à Chatellerault en octobre la vieille discipline républicaine, ne témoignent-ils pas qu'ils demeurent résolument attachés à une Union qui paraît leur poser moins de problèmes qu'aux états-majors des partis auxquels ils font confiance ? En laissant entendre qu'il pourrait en aller autrement à l'avenir, le Parti Communiste ne risque-t-il pas de jeter le trouble parmi eux ?

Gérard GRUNBERG.



L'influence qu'exerce un Parti sur son électorat n'est pas absolue.

Qui est Georg Leber ?

La Social-démocratie allemande est à l'heure des choix. Poursuivre la stratégie de droite préconisée par Helmut Schmidt ou radicaliser ses position comme le propose son aile gauche. Faute de tels choix on trouvera encore longtemps au SPD des hommes comme Georg Leber, ministre social-démocrate de la Défense, dont Gérard Sandoz dresse ici le portrait... édifiant.

A Bonn

on l'appelle « l'américain du gouvernement ». C'est Georg Leber, cinquante-quatre ans, ministre social-démocrate de la Défense, chef suprême de la Bundeswehr, de l'armée ouest-allemande : « l'Allemand le plus sympathique que j'ai rencontré », dit de lui James Schlesinger, son homologue du Pentagone.

Ces dernières semaines, il a été constamment sur la sellette et son « cas » a fait l'objet de nombreux commentaires : embarrassés du côté social-démocrate, élogieux en ce qui concerne l'opposition chrétienne-démocrate et réactionnaire. Car Georg Leber parle et agit beaucoup, et ce qu'il fait et dit mérite notre intérêt dans la mesure où il représente grosso modo, une certaine sensibilité au sein du S.P.D. dont Willy Brandt est le président.

Enumérons quelques-uns de ses faits d'armes. Au lendemain de la chute de Saïgon, Leber avait estimé que ce « désastre du monde libre » était explicable, moralement, par les attaques de la « gauche irresponsable » contre la politique américaine. Embarras de Willy Brandt qui demande à Leber d'être « plus prudent » dans ses appréciations. La gauche du S.P.D. se déchaîne et réclame sa démission.



Georg Leber.

Deuxième « affaire » : on apprend qu'un officier chilien, représentant du régime sinistre de Pinochet, suit des cours d'instruction dans la Bundeswehr. Lorsque le scandale éclate, le ministre social-démocrate de la Défense, loin d'être embarrassé, a ce mot merveilleux : « Après tout ce n'est pas mal du tout, car cet officier chilien aura ainsi l'occasion d'assimiler notre armée, les règles de la démocratie... ». Cela ne s'invente pas. Troisième « affaire » : l'inspecteur général de la Bundeswehr, le général Hillenbrandt, se rend à Madrid. Invité par les autorités franquistes à assister à la tribune d'honneur à un défilé des troupes pour commémorer la victoire du fascisme sur les républicains, il ne se dérobe pas. Le ministre Leber, tout en blâmant le général pour son « imprudence », ne le sanctionne pas ; il semble que le général « n'avait pas compris de quoi il s'agissait... ».

On pourrait

continuer à l'infini. Mentionnons encore que Georg Leber était parfaitement au courant du récent voyage entrepris en Afrique du Sud par le général allemand Gunter Rall. Sa mission : « s'intéresser aux nouvelles techniques d'enrichissement de l'uranium élaborées par l'Afrique du Sud raciste afin, probablement, de mettre au point un armement atomique. On apprend par ailleurs que des officiers sud-africains ont leurs entrées dans les installations militaires d'Allemagne. Tout cela est un peu embarrassant pour un gouvernement dirigé par un social-démocrate. Le général Rall est obligé de prendre une retraite anticipée, mais Leber, lui, conserve son poste. Le même Leber qui avait poussé à la signature d'un accord militaire avec le Brésil. Dans les deux

cas il s'agissait aussi de procurer des affaires fructueuses aux industriels allemands et ce n'est pas le gouvernement français qui le lui reprochera...

Mais qui est donc ce Georg Leber, ce social-démocrate tant aimé par les Américains et dont la presse conservatrice fait quotidiennement l'éloge ? Et en quoi son « cas » peut-il susciter de l'intérêt ? Tout d'abord parce que cet homme représente un certain prototype de la social-démocratie allemande : ancien ouvrier du bâtiment, cet autodidacte fait une « carrière » syndicale. Très rapidement il devient secrétaire général du syndicat ouvrier du bâtiment où, pendant les années turbulentes de la guerre froide, il est guidé essentiellement par deux préoccupations. La première : « barrer la route au communisme totalitaire ». La seconde : pratiquer un syndicalisme « raisonnable » basé sur une collaboration étroite avec les patrons. Son syndicat — à l'opposé de celui du syndicat ouvrier de la métallurgie — devient le bastion des éléments les plus conservateurs du mouvement ouvrier et est donné en « exemple » par le patronat.

Au sein

du S.P.D. auquel il appartient, Leber s'attire naturellement les sympathies de toute la droite du parti. C'est ainsi que s'explique sa carrière rapide qui, finalement, lui fait abandonner le syndicalisme. Aujourd'hui, le Pentagone fait l'éloge de son « patriotisme », de son anti-communisme militant. Mais avant même que les milieux militaires américains ne se soient assurés de cet homme si éminemment précieux, d'autres Américains l'avaient « découvert » : car en tant que secrétaire général du syndicat ouvrier du bâtiment, Leber avait agi en Allemagne et ailleurs en Europe en tant que représentant « officieux » du président de la confédération syndicale américaine A.F.L.-C.I.O., Georges Meany. La mission qui lui était dévolue : « détecter » et combattre les « éléments communistes » au



La chute de Saigon : « un désastre du monde libre ».

sein du syndicalisme. Tel est Georg Leber. Comme l'a dit de lui un quotidien conservateur en Allemagne, il s'agit « d'un homme d'ordre, un patriote, un social-démocrate hostile aux idées utopistes, un anti-communiste farouche, un homme qui, au fond, se sent bien dans notre société qui lui a permis d'accéder aux plus hautes responsabilités ».

Leber

ne fait rien — tout au contraire — pour corriger ce portrait. Dans une interview accordée au magazine « Der Spiegel », il a déclaré sans ambages que « jamais, dans le passé, les hommes n'ont vécu aussi librement, aussi indépendants et dans des conditions sociales aussi avantageuses qu'aujourd'hui... ». A la social-démocratie il recommande par conséquent et avec une logique de fer d'agir en tant que « médecin au chevet du capitalisme » tout en professant que la maladie du capitalisme est bénigne...

On dit, en Allemagne, que Georg Leber détesté et combattu par la gauche du S.P.D., serait assez populaire dans les milieux ouvriers. Ce n'est pas invraisemblable. Car en effet de nombreux ouvriers allemands semblent se reconnaître dans cet homme, qui, d'origine modeste, a su faire une « carrière » aussi vertigineuse : « Qu'on le veuille ou non, a dit Willy Brandt, irrité par les « escapades » de Leber, cet homme tel qu'il est, exprime d'évidence une certaine sensibilité de la social-démocratie... ».

Par exemple lorsque Leber reproche à des instituteurs contestataires soucieux de moderniser l'enseignement « de semer le désordre dans les écoles » et lorsqu'il leur cite en exemple « la vie des casernes où l'on respire un air propre... ».

Après tout

dans sa longue histoire, la social-démocratie allemande a déjà compté de tels hommes dans ses rangs : car comment ne pas évoquer ici le nom de Gustave Noske, homme d'ordre comme Leber et anti-communiste farouche comme l'actuel ministre de la Défense ? Car c'est en tant que ministre social-démocrate de la Défense que Noske au lendemain de la première guerre mondiale, avait noyé dans le sang la révolte spartakiste en collaboration étroite avec les corps francs qui, tolérés par lui, avaient assassiné Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

Cependant, Georg Leber doit compter avec la gauche du S.P.D. qui vient de lui infliger une défaite retentissante. La section de la social-démocratie de Francfort, « scandalisée » par les actions et l'attitude de cet homme « qui fait la politique des autres » a, en effet, pris une décision spectaculaire : aux élections législatives de 1976, Georg Leber ne sera plus son candidat. Cette circonscription sera représentée par Karsten Voigt, ancien secrétaire des jeunesses socialistes, et qui, lui, est sur tous les plans, l'exact contraire de l'actuel ministre de la Défense. C'est encourageant.

Gérard SANDOZ.

Paris : Pourquoi un maire ?



Qui s'intéresse à la réforme du statut de Paris ?

En dehors des spécialistes, qui s'intéresse à la réforme du statut de Paris ? Il s'agit là pourtant d'un problème hautement politique : Jean-Pierre Worms explique pourquoi.

« Encore une réforme administrative », une « affaire qui n'intéresse que les fonctionnaires et les élus », « une nouvelle ruse de Giscard pour détourner l'attention de la faillite de sa politique... ». On pourrait continuer longtemps la litanie des banalités proférées par certains militants de gauche pour justifier le mépris, donc l'ignorance (faudrait-il dire plutôt l'ignorance, donc le mépris ?) avec lesquels ils parlent du débat parlementaire sur le Statut de Paris.

Les plus sophistiqués, ou les plus prétentieux, parlent de modifications dans « l'appareil idéologique d'Etat » comme d'un mode de « gestion politique des contradictions » du « capitalisme monopoliste d'Etat » par leur « déplacement hors du champ des conflits sociaux principaux ». Mais fondamentalement le discours est le même. Il n'est pas sérieux, nous dit-on, de chercher à s'attaquer au système capitaliste par des réformes de ses institutions politiques et administratives. Pourtant le cas du Statut de Paris est un remarquable exemple du contraire, un exemple qui prouve le lien logique entre une certaine forme de développement socio-économique et un certain type d'institution politico-administrative. Par là il prouve qu'il est possible, bien que tout à fait insuffisant, de modifier la logique du développement socio-économique par des réformes institutionnelles. Encore faut-il y regarder de plus près.

L'histoire du développement urbain depuis la fin du 19e siècle est l'histoire d'un conflit qui a opposé et qui oppose encore le monde du travail défendant certaines valeurs d'usage de la ville (est-ce un hasard si l'on parle aujourd'hui « d'usagers » pour désigner les citadins ?) au monde du capital cherchant à tirer le maximum de plus-value de l'organisation de l'espace et du contrôle de la localisation des hommes, des équipements et des activités. Mais c'est également l'histoire d'un conflit qui traverse le monde du capital et oppose en son sein, d'un côté une bourgeoisie locale, faite de propriétaires fonciers et immobiliers, de petits patrons et de commerçants, et de l'autre côté, un capitalisme industriel et bancaire pour qui le contrôle politique des villes n'est qu'un des points d'appui d'une stratégie de développement dans l'espace national ou international.

La victoire de ces derniers n'est pas toujours totale. Ainsi

à Paris des recherches historiques minutieuses menées par Alain Cothereau sur la création du métro ont montré comment l'alliance des couches populaires avec la bourgeoisie locale et « l'établishment » culturel parisien a permis d'imposer un réseau dense à grande capacité et irriguant les zones d'habitations, contre le projet défendu à l'époque par les grandes compagnies de chemin de fer et qui visait à relier entre elles les gares de Paris. Paris, communauté d'habitat, avait gagné à l'époque contre les intérêts des grandes compagnies et les intérêts bancaires qu'elles représentaient. Cette victoire fut celle d'une alliance de classes sociales s'appuyant sur un conseil municipal et un conseil général de la Seine particulièrement représentatifs et attentifs (1).



La disparition des activités traditionnelles.

Aujourd'hui

où en est-on ? Visuellement les modifications accélérées du paysage urbain marquent symboliquement la domination du grand capital sur Paris. Et les statistiques confirment cette domination. C'est la disparition progressive, rue après rue, quartier après quartier, des activités dites traditionnelles (textile, confection, ameublement...) des commerces et de l'artisanat du voisinage et leur remplacement par des activités du « tertiaire supérieur » qu'abritent les immeubles de bureaux, les commerces de luxe, les grands hôtels et autres palais des congrès ; avec la modification de la loi sur les loyers anciens, c'est la libération progressive des vieux appartements populaires, leur « réhabilitation et leur occupation par des classes aisées prêtes à payer dix fois les loyers antérieurs ; c'est le quasi-arrêt de la construction d'H.L.M. et le boom des logements de « standing » ; c'est la grande misère des équipements et services collectifs, l'absence de crèche, le délabrement des hôpitaux... Mais surtout c'est l'exode vers des banlieues de plus en plus lointaines des jeunes et des travailleurs. Bref Paris s'embourgeoise. Et du coup, Paris vote à droite !

L'évolution des institutions municipales a accompagné, soutenu cette évolution sociale et politique de la capitale, cette conquête de Paris par la grande bourgeoisie industrielle et bancaire. Et cela à plusieurs niveaux. L'émasculation d'un conseil municipal qui ne maîtrise ni son esprit (le préfet de Paris), ni sa police, ni ses services (tous les cadres A sont des fonctionnaires d'Etat...) a entraîné une perte de crédibilité et une coupure croissante avec la population, alors que la mobilisation des Parisiens constituerait la seule force du conseil face au pouvoir central.

Mais le conseil de Paris n'a pas seulement vu son autorité grignotée depuis 50 ans par l'appareil d'Etat central. Ce sont également les grands investisseurs privés qui, de façon plus ou moins directe et notamment par le biais des sociétés d'économie mixte, ont pris en charge les grandes opérations d'urbanisme qui structurent le développement de la capitale. Les Hauts de Belleville, le secteur Italie, le Front de Seine, Maine-Montparnasse, la porte Maillot, les Halles, on ne sait plus où arrêter la liste des opérations de rénovation placées sous la coupe de l'investisseur privé, quel que soit le stade de l'opération auquel on la lui vende. Dans ces opérations la ville de Paris est évidemment incapable de résister à la formidable pression conjuguée des promoteurs, du gouvernement et du cabinet de l'Elysée.

Mais, non content d'affaiblir le pouvoir du Conseil de Paris, le gouvernement en supprimant le département de la Seine, qui associait dans une même structure d'agglomération la ville de Paris et sa couronne ouvrière, a réussi une double opération. Sur le plan politique tout d'abord, en coupant Paris de sa banlieue populaire, il a fait des murs de Paris un véritable cordon sanitaire garantissant pour des années à venir le

(1) Pour plus de détails sur l'aventure du métro, on se reportera aux deux articles de A. Cothereau parus dans « sociologie du travail », numéros spéciaux de Politique Urbaine.

maintien de la droite au pouvoir dans Paris, ville et département, alors que cette assurance était beaucoup plus fragile avec l'ancien conseil général du département de la Seine. Mais en même temps, il a réussi à transférer sur les communes ouvrières de la couronne une grande partie, sinon la totalité des charges afférentes au nécessaire effort d'équipement de l'agglomération. Le terrain à Paris étant trop cher et trop rare pour y construire autre chose que du « rentable » c'est en banlieue que se réalisent les équipements d'intérêt commun. Pourtant si le financement est commun, ce sont les communes de la périphérie qui doivent prendre en charge les retombées indirectes, souvent coûteuses de ces installations. Bien plus, devant l'afflux de population ces communes doivent également faire un effort d'équipement spécifique. Le résultat : les impôts locaux doublent quand on passe les murs de Paris. Si Paris commande le développement de sa banlieue, directement ou indirectement, c'est la banlieue qui paye ce dont Paris a besoin... Quand on connaît la composition sociale des populations respectives on voit toute la logique de ce système...

Quelle mouche

a donc piqué M. Poniatowski, si tout est pour le mieux, à Paris du moins, dans le meilleur des mondes capitalistes possible ? Pourquoi notre ministre de l'Intérieur va-t-il proposer une réforme du statut de Paris dont la principale caractéristique est de faire de la ville de Paris une ville comme les autres, gouvernée par un maire élu par le conseil ? Est-ce simplement, comme on l'entend dire parfois, parce qu'il faut bien faire « des réformes » pour entretenir l'illusion du « changement ». L'explication est un peu courte car cette réforme n'est pas qu'illusoire. Certes, le projet gouvernemental laisse à l'Etat central le contrôle de la police et n'organise nullement le transfert des services et des personnels administratifs sous l'autorité des élus de Paris ; certes le préfet de Paris demeure un personnage disposant de larges prérogatives. Néanmoins, le simple fait que Paris ait un maire donne à celui-ci une autorité non négligeable. Compte tenu de la personnalisation du pouvoir, on peut en effet escompter que se recrée symboliquement un lien de représentation de la population parisienne par le maire qui vienne renforcer son autorité. Alors immédiatement une autre explication vient à l'esprit. L'hypothèse de la venue de la gauche au pouvoir soit à travers des législatives, soit à travers une élection présidentielle n'est plus une hypothèse à écarter. Dès lors ne peut-on penser que Poniatowski cherche par avance à créer les conditions institutionnelles pour qu'un contre-pouvoir nécessairement de droite, vue la composition sociale de la capitale, puisse émerger à Paris, siège du gouvernement ? Ce serait en quelque sorte un verrou, placé là à tout hasard, qui pourrait le moment venu fermer la porte de certaines évolutions dont l'idée fait déjà trembler ceux qui nous gouvernent.

Mais cette explication, sans être dénuée de tout fondement, est sans doute également un peu simpliste. La réalité me semble plus inquiétante.

D'une part, il est clair que la fraction dominante de la bourgeoisie nationale et internationale a désormais suffisamment assuré son emprise sur le territoire de la capitale pour ne plus craindre l'apparition d'un pouvoir municipal qu'elle est certaine de contrôler. A cet égard, il est significatif que l'homme dont on parle le plus comme futur maire de Paris, Christian de La Malène, actuel rapporteur du budget de la ville, soit également un des hommes les plus représentatifs de ces couches sociales et des mieux introduits auprès d'elles.

D'autre part, on assiste aujourd'hui à l'apparition de nouvelles contradictions issues du développement même de Paris et qui menacent directement les avantages acquis par cette grande bourgeoisie au cours de ce développement.

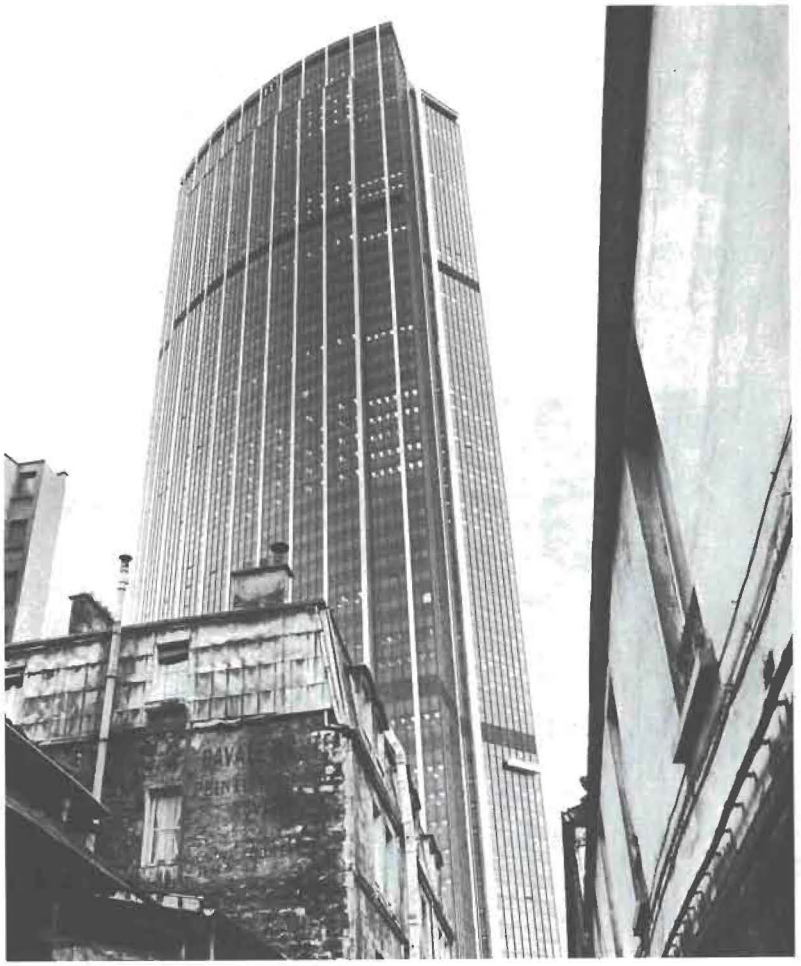
En effet, sur le plan démographique tout d'abord, non seulement Paris s'embourgeoise, ce qui ne serait pas pour faire peur à ses nouveaux maîtres, mais Paris vieillit et surtout Paris se dépeuple. A terme cette ville engorgée est menacée de dépérissement. Bien plus, l'homogénéisation sociale, l'uniformisation des modes de vie et de consommation qui accompagnent son embourgeoisement menacent directement ses possibilités de devenir une capitale internationale. En effet, ce fut une des révélations du fameux rapport conjoint de la DATAR et de la région parisienne sur l'avenir international de Paris. Beaucoup d'hommes d'affaires internationaux hésitent à s'installer à Paris, non seulement à cause du mauvais état de certains services (téléphone, transports, équipement scolaire et de santé) mais surtout à cause de la disparition de ce charme spécifique de Paris que représentaient pour eux la diversité de sa population, un certain agrément du paysage urbain et un certain « art de vivre ». Derrière ce regard nostalgique vers un folklore parisien un peu mythique apparaît en fait une vérité. Si Paris perd sa spécificité communautaire pour ne devenir que la juxtaposition anonyme de modernismes fonctionnels, Paris perd du même coup toute chance de rivaliser d'attrait auprès des hommes d'affaires internationaux par rapport à d'autres capitales du capitalisme mondial. Dès lors l'enjeu devient clair pour le pouvoir en place : Paris ne peut plus être cette nouvelle frontière ouverte à l'investissement sauvage des nouveaux maîtres de villes. Fini le western. La loi de la jungle doit être réglementée pour, comme dirait M. Jarrot, restaurer la qualité de la vie. Et pour cela il faut faire renaître un pouvoir municipal, support nécessaire d'une nouvelle spécificité parisienne.

Si tel est pour le pouvoir l'en-

jeu de la réforme du statut de Paris, la tâche de la gauche n'est pas aisée. Il va de soi qu'elle ne peut s'opposer à l'élection d'un maire à Paris. C'est depuis des années une de ses revendications. Mais elle ne peut pas d'arrêter là ; c'est le piège que lui tend Poniatowski. Il importe au contraire qu'elle pose dès aujourd'hui les jalons d'une stratégie de reconquête de Paris par tous les Parisiens, à commencer par les classes populaires qui en ont été chassées.

Ces jalons

sont, notamment, d'ordre politique et institutionnel et cela à deux niveaux. Au niveau du quartier, de la communauté de voisinage, il faut créer les supports (communes d'arrondissement, etc.) pour que se noue le type de relations sociales créatrices de solidarités communautaires pour la défense des valeurs d'usage de la ville pour ses habitants. Ce type de solidarité apparaît en effet capable de s'opposer à la mainmise d'intérêts capitalistes cosmopolites sur Paris car les alliances de classes et les clivages sociaux qui lui servent de base ne reproduisent pas exactement ceux qui président à la conquête de Paris par le grand capitalisme. Bref, la gauche doit jouer à fond sur la mobilisation sociale communautaire et cela implique la mise en place d'enjeux institutionnels supports de cette mobilisation, c'est-à-dire d'enjeux de contrôle au niveau des quartiers et des arrondissements. Mais cela ne suffit pas. Il importe également de prendre en quelque sorte ce problème par « l'autre bout » : celui des solidarités d'agglomération. C'est en effet en redonnant aux travailleurs des banlieues la possibilité de peser sur le développement urbain de l'agglomération parisienne que l'on peut espérer voir apparaître de nouveaux choix d'urbanisme. Là encore les implications institutionnelles sont évidentes : la bataille pour une



S'opposer à la mainmise des intérêts capitalistes.

structure de coordination de toute l'agglomération urbaine de Paris, dotée des moyens matériels (finances), humains (techniciens et administratifs) et politiques (représentation élective) devient une bataille primordiale. A cet égard, on ne peut se contenter des institutions de la région parisienne, rebaptisée « région Ile de France » ; car à ce niveau qui comprend tous les départements de la grande couronne, le pouvoir peut jouer des oppositions entre Paris et « sa » province pour neutraliser l'apparition d'une solidarité d'agglomération. Il le fait déjà et il compte continuer à le faire. La gauche ne peut se satisfaire d'une dénonciation de cette stratégie du « diviser pour régner ». Elle doit convaincre tous les travailleurs de la région parisienne qu'il en va de leur intérêt commun que le grand Paris retrouve unité et cohésion.

Ce ne sont là que deux des orientations politiques essentielles qui se traduisent directement en termes institutionnels. Bien entendu, de telles réformes des institutions parisiennes ne révèleront toute leur efficacité qu'après une victoire politique de la gauche qui seule, par la maîtrise du sol et de l'investissement, permettra véritablement une autre politique urbaine. Mais il faut longtemps pour changer les institutions et encore plus longtemps pour qu'autour des nouvelles institutions se réalise l'apprentissage collectif de nouveaux comportements politiques et de nouveaux processus sociaux. Il n'est pas trop tôt pour poser le problème et engager le combat.

Jean-Pierre WORMS.

Franco : Ceux qu'il a tués



Otaegui, l'une des dernières victimes de Franco.



Salvador Puig Antich exécuté au garrot.

La mort de Franco évoque d'abord pour nous la mort de ceux qu'il a fait tuer

La mort de Franco ameute l'opinion mondiale. Pour les uns, c'est le garant d'un certain ordre qui disparaît. Pour nous, si cette mort provoque une émotion profonde c'est parce qu'elle évoque la mort de ceux qu'il a tués.

Depuis les enfants, les femmes, les hommes qui eurent le malheur d'être du côté de la République jusqu'aux militants d'extrême-gauche de Catalogne et du Pays Basque en passant par le chef communiste Julian Grimau, la vie de Franco ne cessa de semer la mort.

La fin de Franco, c'est peut-être la fin d'une terrible tragédie. Non pas qu'elle nous rendra ceux qui ont disparu assassinés par les balles ou le garrot. Mais elle nous rend l'espoir qui les a fait combattre.



Julian Grimau fusillé.



Au temps de la guerre civile.



Les terrains d'aventure

Les Terrains d'Aventure : espaces de liberté pour les enfants ou méthode habile pour se débarrasser à bas prix du problème des loisirs. Patrice Garnier, nous explique en quoi consiste cette expérience et tente d'en tirer un premier bilan.

L'Aventure, où la trouver, où la vivre ? L'appartement est le domaine des parents. Tout y rangé, propre, et les nerfs des parents ne supportent pas le bruit. La rue, c'est le domaine des voitures. On peut y faire un foot ou jouer à la marelle mais c'est risqué.
La pelouse au pied de la tour n'est là que pour le décor. Le gazon français semble être le seul à ne pas résister au piétinement.
La ville n'est pas faite pour l'aventure. On a pensé aux voitures mais pas aux enfants.
L'aventure, c'est dur à programmer, çà ne rentre pas dans les ordinateurs. Et surtout, l'aventure c'est moins rentable que la spéculation. Bien sûr, il y a quelques terrains de jeux. Mais la balançoire et le toboggan ont vite livré tous leurs secrets ; on grimpe, on glisse et on recommence.
Dans ces terrains aseptisés, les adultes ont prévu tous les jeux possibles, il n'y a guère à inventer, il n'y a plus qu'à consommer.

L'aventure, elle peut commencer quand on franchit la palissade du terrain vague, quand on trouve son coin secret et caché, quand on construit sa cabane, quand on a trouvé son domaine.

Mais ce terrain est temporaire, le promoteur va construire et le terrain vague va devenir terrain à spéculer.
Le terrain pour l'aventure, c'est un peu le terrain vague institutionnalisé. Entouré d'une palissade qui le délimite, c'est le terrain des enfants de 6 à 15 ans. C'est là qu'ils pourront rêver, imaginer. Avec les matériaux et les outils fournis par les animateurs, ils pourront construire une cabane, faire du feu, construire des jeux.
Chacun peut y venir exercer en toute liberté ses capacités créatrices et imaginatives.
Rien n'est définitivement construit ou établi, tout peut être transformé. Une baraque construite en deux jours sera détruite en cinq minutes pour être reconstruite autrement et par d'autres, la semaine suivante.
Pas de programme, pas d'apprentissage de techniques, mais la possibilité donnée à tous de s'approprier un coin de terrain pour expérimenter, apprendre que la terre est

malléable, que le feu brûle, d'imaginer qu'un assemblage de vieux pneus peut être une fusée ou un radeau.
Loin des jeux gadgets qui, par leur perfection même, ne peuvent être points de départ de l'imagination, loin des jouets coûteux que l'on ose à peine toucher et qu'il est interdit de casser, les terrains d'aventure permettent de créer de ses propres mains, de s'approprier un domaine. Contrairement aux ateliers, pas de projet pédagogique dans les terrains d'aventure, pas de production à réaliser pour la fête de fin d'année, mais un espace à découvrir.

Peu connus en France, les terrains d'aventure ont cependant plus de 30 ans d'âge puisqu'ils sont nés au Danemark en 1943. L'idée de départ est de réserver un endroit où les enfants pourraient jouer avec des matériaux de récupération apportés par les animateurs ou par eux-mêmes.

Ils ont pris un développement rapide en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Rien qu'à Londres, on en compte près de trois cents. En quoi consistent ces terrains ? Bien qu'ils soient différents les uns des autres, on peut cependant citer les principaux éléments :
— un terrain de 1.500 à 6.000 m2 entouré d'une palissade, car le terrain n'est ouvert qu'en présence de l'animateur,
— une baraque avec sanitaires, qui sert de lieu de discussion et de rangement du matériel,
— un endroit pour jouer au ballon, éventuellement un coin pour le jardinage ou l'élevage des animaux,
— un endroit en herbe ou en terre battue de préférence accidenté, où les enfants jouent à cache-cache...,
— le matériel : matériaux de récupération (bois, planches, caisses, pneus), outils (pelles, marteaux, clous...). Tout ce matériel est prêté aux enfants par les animateurs sous contrôle de leur utilisation.
Les animateurs n'ont pas de rôle pédagogique ou de contrôle sur la création des enfants. Ils approvisionnent le terrain en matériel et surtout ont une présence de chaque instant aux sollicitations des enfants pour une aide ou un brin de discussion. Ils sont responsables du matériel et veillent à la sécurité.
Chacun entre et sort comme il veut sur le terrain. On ne lui demande rien. Et dans un premier temps l'approche est souvent longue. L'enfant cherche à découvrir l'ensemble du terrain, s'aventure un peu partout, commence mille choses et ne finit rien, provoque parfois



L'aventure, où la trouver ?

l'animateur pour connaître la limite de ses droits. Ce n'est que peu à peu que son projet s'élabore, qu'il décide de faire une caverne ou une cabane. Les activités sont multiples, les groupes se font ou se défont. Les bagarres éclatent, suivies de retrouvailles. Toute une vie s'élabore, s'ébauche. Jeux calmes et jeux violents alternent.
Les « besoins » des enfants sont en effet variés et contradictoires : mouvement/repos et détente ; être en sécurité/affronter le danger ; être autonome/faire partie d'un groupe ; imiter l'adutle/s'exprimer par la création ; imaginer/connaître le réel ; agir sur les choses/recevoir une grande variété d'impressions sensorielles. Tous ces « besoins » se traduisent dans des jeux changeants et multiples. Comment un espace figé, unique, intransformable par l'enfant pourrait-il répondre à tous ces besoins ?

Et les parents ?

Les parents sont parfois fort inquiets. Ils se demandent bien ce qui peut se passer dans ces terrains d'où les enfants reviennent si sales et si fatigués. L'inquiétude vient aussi de ce que les enfants n'y « apprennent » rien. La satisfaction vient parfois de ce que

les parents sont débarrassés de leurs enfants pendant un bout de temps. De plus, ayant épuisé toutes les possibilités de « bêtises » sur le terrain, les enfants reviennent plus calmes à la maison.

Certains parents participent cependant plus à la vie du terrain. Ils viennent y faire un peu de bricolage, aider les enfants ou « s'aventurer » eux-mêmes.
Ils participent également au comité qui gère le terrain.

Cette participation est tout à fait fondamentale pour que le terrain ne devienne pas un ghetto pour les enfants, un défouloir. Malgré ses palissades, le terrain n'est pas une enclave dans le quartier, il s'insère au contraire dans la vie quotidienne. Les enfants qui fréquentent le terrain habitent généralement à moins de 300 mètres et y viennent régulièrement le soir après l'école et pendant les vacances. Tout ce qui touche à la vie du quartier a donc des incidences sur le terrain. Il faut également noter que de nombreuses familles se sont connues, ont commencé à parler entre elles, à l'occasion d'une rencontre de leurs enfants sur le terrain. Dernier rôle non négligeable : les parents participent au comité de défense du terrain. Presque toujours mal vus des autorités, les terrains ont souvent une vie brève. Le blocage des crédits ou la convoitise d'un promoteur sont les principaux obstacles à la survie d'un terrain d'aventure.
La localisation de ces terrains est très diverse. L'un des plus célèbres à Londres est situé sous une autoroute. Une règle est cependant primordiale : le terrain doit être au cœur d'un quartier d'habitation. A Londres, quelques terrains sont implantés dans des parcs publics mais il leur manque ce que les animateurs appellent « l'esprit de quartier ». Selon l'urbanisation environnante, les couches sociales qui habitent le quartier, les traditions, les terrains ont des modes de fonctionnement très variés. En Grande-Bretagne, où les terrains d'aventure sont les plus développés, les animateurs organisent des sorties à la piscine, à la campagne, ou un match de foot. Le cadre et les limites du terrain d'aventure sont donc très variables. L'essentiel demeure cependant ; un terrain où les enfants peuvent à leur guise développer leurs jeux et leurs activités sans contrainte.

En France, l'un des premiers terrains d'aventure a été celui du quartier Saint-Paul à Paris, ouvert en 1972, sur 800 m2.

Son histoire est significative, car moins d'un an après, le terrain qu'il occupait a été bâti par un promoteur. Ayant occupé un terrain libre tout proche, enfants et parents en ont été chassés par l'administration. En 1974, le Fonds d'Intervention Culturelle a décidé de subventionner sept terrains d'aventure : trois à Paris (13e, 15e, 18e) et quatre en province (Nanterre, Belfort, Strasbourg, Val d'Yerres dans l'Essonne). Le financement total de ces terrains représentait 600.000 F.
D'autres terrains existent ou ont existé, fruits d'initiations diverses : Nantes, Dinan et en région parisienne, Bouffémont, Bagneux, Blagia, Courbevoie.
Le CODEJ (Comité pour le développement des espaces de jeux) a été l'initiateur en France des terrains pour l'aventure.
Par ailleurs, un certain nombre d'animateurs ont créé une association, l'ACTA (Action Terrains pour l'Aventure), qui vise à défendre les principes de base des terrains et à permettre l'échange d'expérience.

Le faible nombre des terrains français et leur précarité ne permettent guère de faire un bilan de cette expérience.

Il faut cependant éviter d'opposer ces terrains de jeux à d'autres. Les animateurs disent eux-mêmes que le terrain d'aventure peut être pour l'enfant le moyen d'acquérir une autonomie, de débloquer des capacités créatrices qui peuvent s'exercer ailleurs. Une autre question se pose : le terrain d'aventure est-il le terrain de jeux des pauvres ? On pourrait le croire au vu de leur implantation. Les beaux quartiers n'ont guère de terrains vagues. Il est possible que ces terrains soient encore plus nécessaires aux enfants qui ne trouvent pas ailleurs l'espace nécessaire à leurs découvertes.
Si le terrain d'aventure peut être le terrain de jeux le plus élémentaire, il ne doit pas condamner d'autres formes d'expression plus élaborées, ou les aménagements plus structurés. Les pédagogies non autoritaires montreraient leurs limites si elles ne pouvaient s'exercer que dans ces terrains vagues.
S'approprier l'espace, apprendre soi-même l'expérimentation, développer ses facultés créatrices et son imagination ne sont — ou ne devraient — pas être l'apanage des terrains d'aventure. Ce sont eux en tout cas qui permettent à l'enfant de se retrouver et de vivre malgré la ville construite contre eux.

Patrice GARNIER

Les équipements intégrés

La critique de l'école " coupée de la vie " est devenue une tarte à la crème de la classe politique. Mais la recherche expérimentale pour créer des " équipements intégrés ", c'est-à-dires des ensembles assurant des fonctions aussi bien dans le secteur de l'école que dans celui du sport, de la santé, du loisir etc., reste elle, encore peu connue. François Brehat ouvre dans ce numéro la première partie d'un dossier que nous consacrons à cette tentative.

En juillet 1974, pendant le Festival d'Avignon, le Secrétariat national à l'Action culturelle du Parti Socialiste organisait trois journées de débats.. En conclusion de ces journées, François Mitterand donnait une conférence de presse, et revenait sur les principaux thèmes qui avaient marqué ces rencontres et devaient par la suite donner corps au programme culturel du P.S. Il rappelait d'abord l'importance de l'école dans le développement culturel du pays : « Il s'agit de définir une action culturelle par le développement à la base, à l'école, par l'école... l'éducation nationale reste l'axe fondamental de tout développement culturel » ; il plaidait ensuite pour la multiplication des centres de décision et des centres de contrôle, afin d'éviter que les pouvoirs publics n'abusent de la possibilité que leur donne leur fonction de financiers, « d'exiger le contrôle non seulement de la dimension financière, mais aussi de la dimension culturelle », et affirmait dans sa conclusion : « Nous prétendons, quant à nous, fonder l'action culturelle sur une structure démocratique et, autant que possible, autogérée... Il nous reste à définir les conséquences pratiques de ces quelques principes ».

Comment intégrer l'école dans l'appareil culturel de la nation ?
Comment passer de la décentralisation à l'autogestion ?

Il s'agit d'en finir avec une situation que tout le monde ou presque s'accorde à déplorer : les critiques contre une école coupée de la vie, de la culture-monde clos, et d'un enseignement uniquement soucieux de préparer les futurs adultes à l'insertion dans la production. Ces critiques se rencontrent jusque dans les rapports émanant du ministère de l'Education ; les syndicats d'enseignants expriment ouvertement les mêmes inquiétudes. Il s'agit d'aller à contre-courant d'un mouvement ancien, puissant, accepté comme une sorte de fatalité, qui voudrait que les citoyens s'en remettent toujours plus à un Etat aux pouvoirs croissants, du soin d'organiser et de contrôler leur vie culturelle, tout au moins dans sa part collective.

Contre ce double danger, hypothéquant les chances d'un véritable développement culturel démocratique, certains ont cru trouver dans ce qu'on a appelé les « équipements intégrés » non pas la panacée culturelle, mais la possibilité de freiner, puis d'inverser la tendance sociale à la démission individuelle, à l'irresponsabilité, à la soumission aux machines impersonnelles de l'économie et de l'administration, qui écrasent lentement dans chaque individu sa capacité à devenir lui-même. Il apparaissait indispensable de faire un retour vers certaines formes du passé, que nul ne peut regretter, vers un certain style de relations sociales qui épargnent à l'individu le morcellement, la décomposition en pures fonctions sociales isolées les unes des autres, voire antagoniques, et restituent une conception globale de l'Homme, capable de comprendre son environnement, d'y jouer un rôle à sa mesure, de le transformer dans le sens des intérêts collectifs. Et il fallait opérer ce mouvement malgré le gigantisme des lieus de travail et de résidence.

Comme tout ou presque commence et se joue à l'école, il fallait obtenir que celle-ci s'ouvre largement « sur la vie et à la vie », selon une formule qui a fait fortune mais n'a été suivie que de bien peu d'effets.

Mais, plutôt que d'attendre que, grâce à des milliers de bonnes volontés sans cesse renouvelées, des liens suffisamment nombreux se tissent entre l'enseignement et les autres



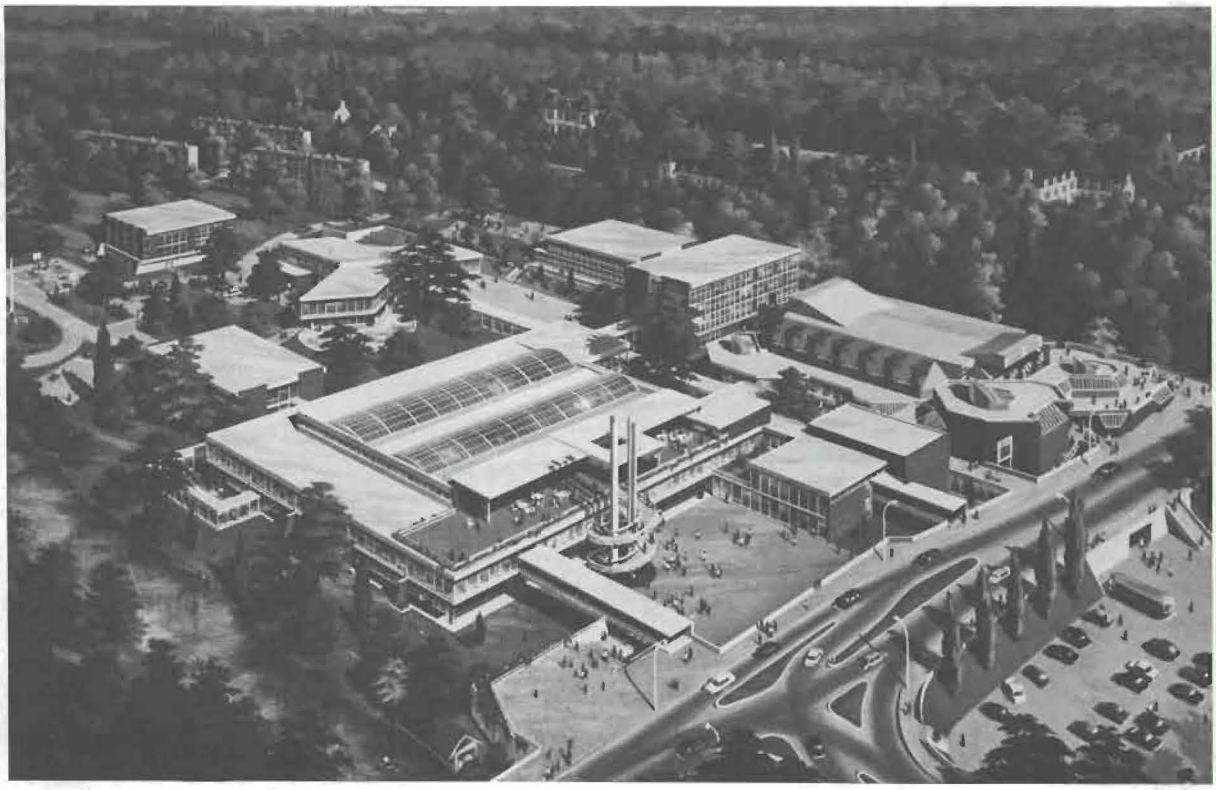
Tout commence et se joue à l'école.

activités humaines, ne vaut-il pas mieux enraciner physiquement l'école dans un milieu qu'elle puisse à la fois solliciter et enrichir, qu'elle ne puisse en tout cas pas ignorer ? Il faut donc « l'intégrer », et par priorité, aux autres établissements culturels et sociaux dont l'action précède, accompagne complète ou prolonge la sienne, inventer un nouveau type d'établissement plus complexe, plus complet, largement ouvert, un Centre éducatif et culturel dont les divers composants, école, centre sportif, maison de jeunes, etc... en mêlant leurs clientèles, en confrontant et en associant leurs actions, en comparant leurs méthodes, s'enrichissent de leurs différences et, par un effet multiplicateur évident, favorisent toutes les initiatives : de tels établissements ont donc reçu le nom d'« équipements intégrés ».
Ce vocable peut sembler ambigu. Il semble exprimer une volonté technocratique d'amalgamer de force, de nier ou de supprimer les différences. Et il est vrai que, sous un régime autoritaire, le regroupement des principaux agents culturels d'une ville, d'un district ou d'un quartier dans une administration unique pourrait faciliter une prise en mains idéologique de la population.

Mais il en est ainsi de toutes les institutions, c'est la vieille histoire de la langue d'Esope. Nous essaierons au contraire de découvrir combien de tels équipements peuvent être libérateurs, à condition que les citoyens le veuillent, bien entendu. L'intégration, il faut l'entendre au sens que ce terme a en physiologie : coordination des activités de plusieurs organes, nécessaires à un fonctionnement harmonieux.

Il se trouve que c'est dans cette même ville d'Avignon, en juillet 1964, soit très exactement dix ans avant les rencontres culturelles socialistes, qu'est née l'idée des équipements intégrés.

Jean Vilar et Michel Debeauvais, désireux d'élargir le champ d'action du festival, avaient imaginé de réunir chaque année au Palais des Papes un certain nombre d'agents du développement culturel, pour réfléchir sur les chances et les possibilités, les moyens et les limites de leur action. C'est ainsi que pendant une semaine, hommes de théâtre, et d'abord les directeurs des toutes nouvelles Maisons de la Culture et les responsables des troupes de la décentralisation, artistes, animateurs culturels, responsables d'associations, fonctionnaires sociologues, élus, s'affrontèrent sur le thème « Ecole et Développement Culturel ». La première et la plus douloureuse constatation fut l'affirmation quasi-unanime que la culture ne pouvait, hélas !, se développer qu'en dehors de l'école, dans un climat de liberté, d'invention, de créativité qui n'était plus celui de l'école, et qu'il convenait donc de créer, à côté de l'école, un autre système pour compenser les insuffisances du système scolaire et, en quelque sorte, reconstruire d'un côté ce qu'on détruisait de l'autre. Aucun argument sur l'intérêt qu'il y aurait à utiliser l'immense patrimoine immobilier de l'Education Nationale, si peu employé chaque jour et si peu de jours dans l'année, comme à associer à l'œuvre d'animation culturelle les centaines de milliers d'enseignants, n'avait pas de prise sur l'assemblée, pourtant constituée pour l'essentiel par d'anciens enseignants qui, par la voie du détachement, de la mise à la disposition ou de la démission, avaient pu « échapper » à l'univers scolaire. Si l'on ne voulait pas voir s'accélérer l'évasion hors des écoles de ceux qui, précisément, étaient susceptibles d'y apporter les désirs, les dons et le dévouement sans lesquels il n'y a pas d'animation, il fallait associer à l'école les activités diverses qui composent la vie culturelle. D'où l'idée simple, mais qui allait contre toutes les habitudes administratives françaises, d'associer une école ouverte type Freinet ou Decroly à un ensemble comme celui de la Maison pour



La maquette du Centre éducatif et culturel d'Yerres.

Tous de la rue Mouffetard : celle-ci, installée depuis le début du siècle dans les locaux d'une ancienne Université Populaire, n'a jamais dissocié ses activités sociales et culturelles, et constitue sans aucun doute le premier « équipement intégré » en France. Un certain nombre de circonstances heureuses permit, dans une très grande discrétion qui confinait à la clandestinité, de mettre sur pied un premier projet que la commune d'Yerres, dans l'Essonne, était en mesure d'accueillir.

Le CEC (Centre Educatif et Culturel) de la vallée d'Yerres, dont la construction est décidée en 1966, a eu le mérite d'ouvrir la voie, en France, tout au moins. Il a constitué en quelque sorte un laboratoire expérimental, permettant, non pas d'apporter des solutions définitives, mais au moins d'avancer dans la connaissance des problèmes posés par la rénovation de l'école, son ouverture sur la vie, et, d'une manière générale, la démocratisation du champ culturel.

Le CEC d'Yerres rassemble, sur les berges d'une rivière, au milieu des arbres, mais au centre de la cité, un CES, Collège d'Enseignement Secondaire, un Centre sportif, un Atelier d'animation artistique, un Conservatoire de musique et de danse, un Centre social et un Centre de promotion sociale, une Bibliothèque et enfin la Maison pour Tous.

Quelles sont, de l'avis des animateurs du Centre, les tendances, positives et négatives qui se dégagent après plusieurs années de fonctionnement ?

● Il est certain que l'objectif purement économique du plein emploi des installations a été atteint : CES ou gymnase, par exemple, accueillent aussi les activités du Centre de promotion sociale ou celles de l'atelier d'animation artistique (atelier qui, sans disposer d'aucun local propre, a présenté 300 spectacles en quatre ans !).

● Chacun reconnaît le grand foisonnement d'initiatives dont le CEG a été, plus que le cadre, le foyer ; l'un des enseignants du CES, Jacques-Drouet, qui porte par ailleurs un jugement critique à bien des égards, écrit dans la revue « Preuves » : « Il se passe tous les jours quelque chose au CEC : projection cinématographique, montage poétique, événement sportif, conférences, présentation d'œuvres, réunions. Au sens exact du terme, on rivalise de vitalité. Ainsi dans l'architecture, dans l'entrecroisement des établissements, dans la complexité des étages et des couloirs, dans la multiplicité des ouvertures, aussi bien que dans

le fonctionnement quotidien, il est facile de lire comment se trouve appliqué ici le principe du plein emploi et de l'osmose entre les fonctions diverses de l'éducation ».

● Si l'effet d'émulation, ou d'entraînement, fonctionne pour stimuler l'imagination et l'initiative des animateurs, il vient aussi aviver l'exigence démocratique ; aucun établissement ne peut ignorer ce qui se passe à ses portes et on ne peut sérieusement imaginer que coexistent et collaborent des établissements dont les uns auraient avec leurs usagers des rapports de pure autorité, alors que les autres entretiendraient avec leur public un dialogue et une consultation permanents. En fait, la recherche de nouvelles relations entre maîtres et élèves est confortée par la démarche de l'atelier d'animation artistique, qui développe un réseau de correspondants dans la population, ou par celle de la bibliothèque, qui tente une consultation systématique de tous ceux qui la fréquentent.

● Il faut, bien sûr, se garder de croire que l'effacement des barrières matérielles, la suppression des murs et des clôtures, entraînera la disparition des barrières idéologiques, des obstacles levés par la tradition. Il n'empêche que, si progressif que soit son effet, la suppression des signes les plus apparents de l'enfermement scolaire contribue à modifier l'image de l'Ecole dans l'esprit des parents et des enfants.

A Yerres, pas de « cour », sœur de la cour de la caserne et de celle de l'asile, enceinte de murs qui interdisent la communication dans l'un ou l'autre sens ; chacun circule comme il le veut dans le parc ouvert du CEC, élèves en « récréation » et simples promeneurs ; et pourtant, il n'y a pas plus d'absentéisme que dans un établissement fermé. Le soir, les locaux du CES sont utilisés par des adultes, dans le cadre par exemple de cours du centre de promotion sociale, ou de représentation de l'atelier d'animation : toutes ces petites transgressions, si modestes soient-elles, contribuent à effacer, lentement, la barrière entre le monde de l'école et celui du dehors, de la vie.

Mais, bien sûr, des constatations qui se dégagent de l'expérience yerroise, toutes ne sont pas positives.

Et ce qui s'impose à la réflexion, c'est que, par lui-même, le CEC ne peut que solliciter, encourager, favoriser la transformation des esprits ; il offre un ensemble d'instruments remarquables à des animateurs soucieux de changements, de démocratisation des rapports au savoir et à la culture ; mais il peut aussi être détourné de sa fonction par la résistance des esprits, ceux des hommes comme ceux des institutions.

Plongé dans les multiples réseaux d'animation du CEC, fréquenté par des gens d'âge et d'origine très différents, le CES, par exemple, peut très bien « éclater », diverger dans cet ensemble, se laisser parcourir des différents flux qui le traversent. Mais il peut aussi très bien rester replié sur lui-même, ignorer complètement l'environnement, maintenir les traits caractéristiques de l'enseignement traditionnel : mise à l'écart et hiérarchie. Cela, évidemment, dépend en large partie de l'initiative que savent déployer les enseignants et aussi de leur audace.

Plus redoutable encore est le problème de la « hiérarchisation culturelle ». La femme de l'ouvrier portugais, fait remarquer le premier responsable de l'atelier d'animation artistique, ne rentrera jamais dans telle Maison de la Culture, alors qu'elle fréquentera le CEC d'Yerres, mais ce sera d'abord pour utiliser les services sociaux qui y sont rassemblés ; le concert donné par l'Orchestre de Paris à quelques pas de là restera encore quelque temps à ses yeux d'un autre monde, réservé à un public différent ; mais déjà il n'en sera pas de même pour ses enfants et sans doute c'est eux qu'elle suivra un jour pour pénétrer dans cette salle. Alors est-il vain d'attendre que de cette coexistence, de ce rapprochement purement spatial au début, mais aussi des multiples passerelles ou jalons intermédiaires, qui remplissent tout l'espace entre les cours du soir et le concert classique, naissent un jour une osmose ?

On peut raisonnablement l'espérer, tout en sachant bien que ce sera long et progressif. Aujourd'hui le signe le plus encourageant est sans doute l'excellent résultat dans la popularisation de la musique obtenu par le biais de l'animation musicale dans les classes d'un grand nombre d'écoles de Yerres et de la région.

Après avoir connu les succès et les échecs du CEC, Jacques Drouet, enseignant au CES Guillaume-Budé, formule cette opinion très prudente, mais optimiste aussi : « Les seuls atouts dont nous pouvons tenter de munir les enfants, c'est, avec une constitution physique solide, une cervelle apte à analyser, à comprendre et à critiquer, ainsi que le sens de l'équipe et de la solidarité. Il ne s'agit plus du tout d'enseignement... c'est une tout autre histoire. Et le cadre des équipements intégrés — en vertu même des problèmes auxquels il nous confronte — me paraît plus favorable pour cette unique tâche ».

François BREHAT.

La Gamelle : Un « restau 68 »

Peut-on rêver d'abolir
les cloisons entre
la vie militante
et la vie quotidienne ?
Ils sont des milliers à l'avoir
voulu depuis 1968.
Parmi eux, ceux qui ont lancé
" La Gamelle ", un restaurant
communautaire.
Daniel Mothé les a rencontrés.

Ils sont huit, parfois dix ou plus encore qui tiennent depuis mai 1975 « La Gamelle », un restaurant rue des Trois-Frères, dans le 18e arrondissement à Paris.

Parmi eux, un seul professionnel de l'hôtellerie, Jean-Pierre, cuisinier. Il étouffait dans son boulot, il a lancé *la Gamelle* en faisant passer une petite annonce dans *Libé*. Les autres ce sont ceux qui ont répondu à la petite annonce. Certains comme Claude et Martine ont abandonné la fac, d'autres comme Catherine ont laissé tomber leur boulot de prof, Isaline — la prolo du groupe — est venue les rejoindre après avoir roulé sa bosse un peu partout. On ne sait pas d'où viennent les autres : Thérèse ne parle pas, Michel était « de passage », Kader parle surtout de ce que disent les autres.
Autour de vingt kilos de courgettes qu'ils épluchent en cercle, nous discutons des raisons qui les ont poussé dans cette entreprise. « Pour voir du monde » lance Catherine. Martine rectifie aussitôt sur un ton plus militant : « si on arrive à vivre différemment, on peut penser que les autres voudront eux aussi vivre autrement. »



Un lieu de rencontre naturel.

Au cours de l'entretien Martine affinera l'explication « Au fond, on fait ça parce qu'on ne peut pas vivre ailleurs ».
Jean-Pierre, lui, veut que le restaurant soit un lieu de rencontre naturel différent de ceux qui sont institutionnalisés comme les MJC par exemple. Il voudrait que le restaurant favorise les rencontres et les discussions des gens entre eux et avec eux.
Philippe en donne un exemple : « Le plus beau jour a été celui, où servant, à table les clients m'ont invité ; j'ai fini par m'asseoir avec eux et on a longuement discuté ».

Eclater les fonctions, éclater les rôles, être parmi les autres, sans grade sans hiérarchie, égaux, ne se différenciant que parce que l'on est Claude, Isaline, Martine, voilà ce qu'ils veulent profondément.

Le prix du repas « tout compris » est passé de 12 à 13 francs et malgré les dettes qui les écrasent et le fait qu'ils touchent juste l'argent nécessaire à payer leur loyer, ils ne veulent pas augmenter le prix pour que les travailleurs puissent venir.
En fait ,les ouvriers qui travaillent dans le quartier fréquentent « La Gamelle » surtout

le midi ; le soir ce sont essentiellement des jeunes d'un peu partout, ceux qui forment cette famille née de mai 68. Mais ces clients, mal habillés, chevelus, sont rejetés par une population intégrée, enracinée dans le quartier et dans un monde dont ils ne sont pourtant pas les bénéficiaires.
Contradiction de l'équipe qui veut soutenir la cause d'un peuple qui, lui, se méfie de leur entreprise, signe des pétitions contre le bruit, papote et les évite.

« Ne pas être une boîte. Ne pas être un restau comme les autres, vouloir rester nous-mêmes », comme dit Isaline et vouloir se mêler à la population du quartier n'est pas facile à concilier.

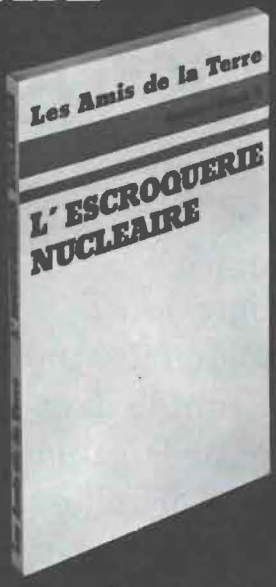
Et puis les normes continuent d'exister. Alors les autorités viennent, examinent les lieux, les installations. Les consignes pleuvent : au nom de la sécurité, il faudra changer les portes, fermer la cuisine.
« Pourtant, c'est capital pour nous que la cuisine soit ouverte, explique Isaline, on veut que les clients puissent venir nous voir et on veut que ceux qui travaillent puissent participer à la vie de la salle. »
Mais les autorités n'ont rien prévu de fonctionnel pour l'amitié, et il n'existe aucune norme pour la fusion des rôles, pour la créativité, pour l'insolite, pour la communication.

L'équipe de la gamelle doit aussi affronter une autre contradiction. Chacun travaille environ 12 heures par jour et 7 jours consécutifs.

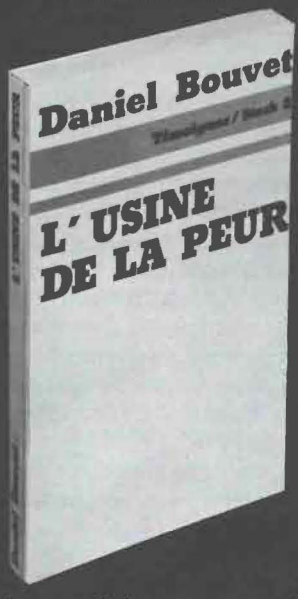
Comment alors être disponible pour l'animation ? « Il faudrait pouvoir diminuer nos heures de travail pour être plus gai, dit Isaline, pour pouvoir contacter les gens. Mais au restau on ne touche que ceux qui viennent. »
Lorsque je leur reproche d'attirer essentiellement les hippies du 16e arrondissement, ils se défendent et prétendent que leur clientèle est uniquement composée de « paumés ».
Rester un pôle d'attirance pour la grande famille de 68 tout en espérant l'être pour les travailleurs, vouloir sortir les gens du quartier de leurs habitudes tout en étant dévoré par la restauration, comprendre et aider les autres tout en restant soi-même, s'insérer dans le quartier tout en refusant de devenir un sex-shop ou une boîte à spectacle, c'est dans cette étroite marge de liberté que se débat la Gamelle.

Daniel MOTHE.

Stock 2



On a beaucoup parlé de l'énergie nucléaire.
Mais tout a-t-il été dit ?
Tous les Français devraient faire l'effort de lire ce livre parfois austère, mais qui ne leur ment pas.
collection Lutter



L'usine parfois est une prison, une machine à broyer les hommes, une fabrique de peur.
Ce livre n'est pas un roman de la série noire, c'est le témoignage d'un ouvrier et de sa femme.
collection Témoigner

Les technologies douces

"Technologie douce" : le terme est en train de faire une apparition timide dans le vocabulaire de la gauche. De quoi s'agit-il au juste ? "Faire" ouvre le débat.

« Technologie douce », « technologie légère », « technologie alternative », « technologie de rechange », « contre-technologie », « technologie libératrice », ces expressions qui sont désormais monnaie courante dans un certain nombre de mouvements plus ou moins marginaux, et particulièrement dans les mouvements écologiques, commencent à faire une timide apparition dans le langage « officiel » de la gauche. Pourtant quand on emploie ces termes hors de quelques cercles restreints, on voit apparaître dans le regard de son interlocuteur l'étonnement, la consternation, parfois un soupçon de rêve : « technologie douce », la juxtaposition de ces deux termes détonne... De quoi s'agit-il ? Cet article ne vise qu'à présenter rapidement un mouvement d'idées qui n'est pas encore un mouvement social mais qui est déjà un mouvement d'expérimentations et qui pose des questions sérieuses dont la gauche devrait débattre.

Après un siècle de développement scientifique et technique accéléré, marqué par un optimisme qui faisait de la science la clé de tous les paradis, la civilisation occidentale commence à s'interroger. Et si cette puissance considérable que la science donne à l'humanité par la maîtrise de la nature n'était prometteuse que de nouveaux esclavages et de nombreux cataclysmes plus terrifiants que tous ceux que nous avons connus antérieurement ? Depuis Hiroshima des images d'épouvante et de barbarie hantent le subconscient collectif. On parle d'apprentis sorciers et on attend que le ciel punisse ces nouveaux voleurs de feu. Plus récemment, le problème des déchets et de la pollution, la crise de l'énergie sont venus enrichir notre musée des horreurs. Bref à l'optimisme béat a succédé un pessimisme exacerbé par un climat psychologique fait d'inquiétudes et d'angoisses plus ou moins refoulées.

C'est dans un tel climat que s'est développé dans les pays anglo-saxons un mouvement de critique de la technologie occidentale.

Cela a commencé par une critique de la science elle-même, à l'intérieur des milieux scientifiques, particulièrement dans les sciences de l'atome. Très rapidement le thème central de la réflexion est devenu celui de la « responsabilité sociale des savants ». A partir de là, on est passé à une critique qui portait moins sur la science en tant que telle que sur les pratiques sociales dont elle autorisait le développement et sur les instruments de ces pratiques c'est-à-dire sur la technologie. C'est là sans doute que réside l'originalité du mouvement actuel.

Il n'est pas nouveau en effet que les savants s'interrogent sur le sens de leurs activités et de leurs découvertes. Mais en portant le débat sur la technologie, on a pu non seulement le sortir des cercles scientifiques eux-mêmes mais surtout passer de la critique de la science à la critique de la société.

Avec le mode de pensée très empirique qui caractérise les pays anglo-saxons on a commencé à examiner systématiquement les maux dont souffrent nos sociétés en se demandant dans quelle mesure ils sont le produit des techniques que nous utilisons. Et on a ainsi établi un certain nombre de correspondances entre les techniques utilisées et les effets sociaux observés : effets sur l'environnement (destruction de la nature, des ressources naturelles, pollution, etc.), effets sur le travail (destruction du travail humain, travail éclaté, production de masse, grandes unités de production...), effets sur le mode d'habitat (urbanisation, destruction des villages...), effets sur les structures sociales de base (destruction de la famille élargie, des solidarités communautaires...), effets sur le système économique (nécessité de fortes concentrations du capital....), effets sur le système culturel (uniformisation, destruction des cultures autochtones, séparation de la science et de la culture populaire), effets sur le système politique (centralisation, technocratie, massification...).

Ayant ainsi caractérisé les « techniques dures » et leurs conséquences néfastes, on est passé, avec toujours la même démarche empirique, à la définition de techniques « douces » permettant d'obtenir les effets inverses : le recyclage des matériaux et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables (solaire, géothermique, moulins à vent et à eau, etc.), la fabrication de biens de longue durée, fabriqués artisanalement, avec une spécialisation minimale, etc... Puis on es passé à la définition de modèles de sociétés fondés sur de telles technologies et on a cherché à les expérimenter. Ainsi sont nées certaines communautés que l'on voulait exemplaires tant par les technologies qu'elles utilisaient que par leur mode d'organisation sociale (débat démocratique, économie de troc localisé, réintégration du travail et de la culture, non-spécialisation des rôles sociaux, etc...). De telles communautés existent aujourd'hui, en Angleterre et aux U.S.A. évidemment, mais aussi dans d'autres pays et notamment en France.

Cette présentation certes trop rapide et très schématique ne veut être qu'un support pour ouvrir un débat qui devra se poursuivre dans la revue. Un tel mouvement soulève évidemment beaucoup d'objections, de bonnes et de mauvaises, mais il a l'avantage de poser des vraies questions.

Les objections portent d'abord sur un certain angélisme passéiste de beaucoup d'adeptes de ce mouvement. Il y a un aspect un peu bucolique dans certains retours à la nature et à la simplicité primitive des petites communautés. Peut-on résoudre les problèmes d'une société urbaine en les ignorant ou en les fuyant ?

De même on peut se demander s'il ne s'agit pas d'un mouvement très élitiste quand on voit la composition sociale et professionnelle des dites communautés.

Enfin on est en droit de s'interroger sur la valeur de telles expérimentations qui exigent non seulement une certaine mise de capitaux initiale mais surtout qui utilisent des techniques souvent coûteuses et dont certains ingrédients de base sont produits hors de la communauté et selon des procédés que l'on vise justement à remplacer...

Mais là n'est pas la critique essentielle. N'est-ce pas plutôt en fait une nouvelle forme d'optimisme technologique qui est en train de naître ? On attend de la technique la solution des problèmes humains. Le tout est de choisir la bonne technologie... Il y a d'abord la technique, après vient la société...

Il reste qu'on ne peut s'arrêter à ces objections et qu'il faut pousser plus loin la réflexion. D'abord, au-delà du vieux débat sur « science et société » qui ressemble trop souvent à celui sur l'œuf et la poule, ce mouvement pour une technologie douce à l'immense mérite de poser en termes neufs le problème d'un déterminisme spécifique non pas des structures ou de la culture mais des *instruments* qu'une société utilise. On a en effet trop souvent tendance à occulter ce niveau intermédiaire de la réalité sociale, le niveau instrumental, qu'il s'agisse d'instruments juridiques ou institutionnels ou d'instruments technologiques. Le choix des instruments est dès lors laissé aux techniciens. Le mouvement de la technologie douce nous rappelle que c'est un choix éminemment politique. Une question le montrera avec évidence : croit-on que c'est un fait politiquement neutre si la technologie des transports urbains collectifs est restée pratiquement stationnaire pendant plus de cinquante ans ?

Le mouvement des technologies douces réintroduit donc la technique dans le débat politique : il le fait d'abord en brisant l'idée d'un monisme technologique (il n'y aurait qu'une seule solution technique à un problème, ce n'est qu'une affaire de calcul...) pour introduire l'idée d'un pluralisme technologique possible.

Mais il le fait également à un autre niveau parce qu'il représente au sein du monde scientifique et chez les ingénieurs l'embryon d'une critique de *la science et de la technologie comme institutions,* comparable à bien des égards à celle qui se développe en France dans la magistrature, dans la police, dans la médecine et dans d'autres institutions de domination sociale ou de contrôle social.

En outre, nous n'avons pas parlé dans cet article d'une filiation particulièrement intéressante de ce mouvement qui mériterait à elle seule une présentation séparée, ce qui sera fait dans un prochain numéro : le mouvement pour une « technologie intermédiaire », adaptée aux exigences de développement des pays du tiers monde, utilisant leurs atouts spécifiques et permettant d'éviter la reproduction pure et simple des modèles de développement de l'occident industriel.

On voit donc l'intérêt que la gauche aurait à se familiariser avec ces questions pour intégrer une problématique instrumentale à sa problématique économique, sociale et politique.

La gauche Italienne

Espagne, Portugal, Italie, France : Quatre pays dont l'évolution dans les prochaines années sera marquée par les choix que feront les Partis socialistes et communistes de l'Europe du Sud. Claude Estier fait ici le point sur les mutations qui affectent la gauche italienne, et particulièrement le P.S.I.

Les élections de juin 1975

ont créé une situation nouvelle dont les prémisses étaient apparues lors de la victoire de la gauche sur la question du divorce.

Il suffit de passer quelques jours en Italie, de rencontrer quelques responsables politiques et syndicaux, de lire quelques journaux — et particulièrement les hebdomadaires politiques — pour comprendre que les données traditionnelles de la vie politique italienne sont en train de subir un très profond bouleversement.

L'origine immédiate s'en trouve dans les élections qui ont eu lieu le 15 juin dernier pour renouveler les « giunte » régionales, provenciales et locales. Le très net recul enregistré ce jour-là par la démocratie-chrétienne et par les petits partis du centre qui sont ses alliés, le grand succès remporté par les partis de gauche, en premier le Parti communiste, qui a recueilli dix millions de suffrages et atteint le pourcentage record de 33 %, mais aussi le Parti socialiste qui, avec trois millions et demi de voix est passé de 9 à 12 %, ont créé une situation tout à fait nouvelle dont les premisses étaient apparues l'année précédente avec la victoire remportée par la gauche laïque contre la Démocratie-Chrétienne dans la question du divorce.

Les élections du 15 juin ont eu immédiatement toute une série de conséquences qui n'ont pas fini de se faire sentir.

D'abord sur le parti démocrate-chrétien. Au pouvoir depuis trente ans, celui-ci est devenu pour des millions d'Italiens non seulement le symbole mais la cause précise de tout ce qui va mal dans ce pays : perte d'autorité de l'Etat, paralysie administrative, incapacité de surmonter la crise économique qui se traduit par une inflation galopante et une augmentation constante du chômage, corruption à tous les niveaux, etc... A cet égard, on peut dire que le vote du 15 juin a été d'abord un vote contre la D.C., un grand nombre d'électeurs de celle-ci, en particulier dans les classes populaires qui lui ont longtemps fait confiance, allant jusqu'à voter directement communiste pour manifester leur mécontentement voire leur écœurement.

La réaction a été immédiate dans la D.C. et celui qui avait été naguère son « grand homme », Amintore Fanfani, a été évincé quelques semaines plus tard du secrétariat général, rendu coupable de l'échec de son parti, échec auquel il avait, il est vrai, largement participé en menant, dès l'affaire du divorce, une politique agressive

et fort peu réaliste contre la gauche.

Le remplacement de Fanfani par un homme plus neutre, Zaccagnini, n'a nullement arrêté le processus de désagrégation du parti au pouvoir dont les différents leaders divergent de toute évidence sur la ligne à suivre pour tenter de remonter le courant. Ce débat interne ne renforce évidemment pas le gouvernement dirigé par Aldo Moro qui n'est plus assuré d'une majorité durable et semble se laisser porter au fil de l'eau en attendant on ne sait quel miracle qui pourrait se produire d'ici 1977, date normale des prochaines élections législatives.

Cinq régions gouvernées par la gauche

Plémont avec Turin, Ligurie avec Gênes, Emilie-Romagne avec Bologne, Toscane avec Florence, Ombrie avec Pérouse.

En fait, les élections du 15 juin ont été un coup très dur pour les démocrates-chrétiens non seulement parce qu'elles ont fait apparaître leur faiblesse relative par rapport aux partis de gauche mais parce que, très concrètement, elles leur ont fait perdre une grande partie de ce pouvoir régional et local qu'ils dominaient jusque-là et qui est en Italie, du fait même de la réalité de la régionalisation, une source appréciable de clientèle pour les formations politiques qui le détiennent.

Tout au long de l'été se sont constituées, en effet, des centaines de « giunte de sinistra », des conseils de gauche, sur la base d'une alliance programmatique entre communistes et socialistes à laquelle ont quelquefois participé des dissidents du petit parti social-démocrate



Le Parti Communiste : 1.700.000 membres.

— en pleine décomposition lui aussi — et même des démocrates chrétiens. Cinq régions sur quinze sont ainsi désormais gouvernées par la gauche et non des moindres puisqu'il s'agit du Piémont, avec Turin, de la Ligurie, avec Gênes, de l'Emilie-Romagne, avec Bologne, de la Toscane, avec Florence et Pise et de l'Ombrie avec Pérouse. En outre, des « giunte » ouvertes ont été constituées dans des régions comme la Lombardie où Milan est maintenant également dirigée par la gauche, la Campanie, etc... Si l'on ajoute que l'on n'a voté le 15 juin ni à Sienne où la gauche est depuis longtemps majoritaire, ni dans la ville de Rome où l'élection de l'assemblée provinciale a cependant montré que la gauche était majoritaire dans la capitale, on mesure l'étendue du déplacement politique qui s'est produit en quelques semaines.

Ce déplacement ne pouvait manquer d'avoir des conséquences sur un autre terrain qui nous intéresse au premier chef, à savoir l'orientation respective des partis communiste et socialiste et sur les rapports entre ces deux formations.

Vu de France, le Parti communiste italien apparaît souvent comme un partenaire plus facile que ne l'est pour nous le Parti communiste français. Il est vrai que certaines analyses du P.C.I. — encore ces dernières semaines à propos du Portugal — paraissent aux socialistes français plus proches des leurs que celles du P.C.F. Mais il faut se méfier de toute extrapolation. Si le style, le comportement, le langage même du Parti communiste italien sont, en de nombreux domaines, assez peu « conformistes » par rapport à ceux du mouvement communiste international en général, il ne faut pas en conclure que ses rapports avec le P.S.I. soient toujours aisés.

La thèse du « compromis historique »

a toujours provoqué une certaine méfiance de la part du P.S.I.

Le Parti communiste constitue une formidable organisation, forte de 1 700 000 membres et capable de mobiliser à tout moment — on l'a encore vu le mois dernier à l'occasion du Festival national de « l'UNITA » à Florence — des foules considérables. Il n'est pas seulement le principal parti de la classe ouvrière, il rassemble également en son sein des hommes et des femmes appartenant aux classes moyennes, à la paysannerie, y compris maintenant dans le sud où il a sérieusement progressé, aux professions libérales et intellectuelles. Il est devenu un immense rassemblement, ce qui l'oblige à beau-

coup de prudence dans sa démarche.

C'est cette prudence, qu'incarne parfaitement son secrétaire général Enrico Berlinguer, qui est à l'origine de la fameuse thèse du « compromis historique » fondée sur l'idée, souvent exprimée par les dirigeants du P.C.I., qu'il ne suffirait pas à la gauche d'obtenir 51 % des voix pour pouvoir gouverner l'Italie et qu'il convient de trouver les bases d'un accord s'étendant à la Démocratie-Chrétienne pour aboutir à un large consensus populaire, nécessaire pour résoudre les problèmes actuels du pays.

Cette idée du « compromis historique » à laquelle, jusqu'ici du moins, les dirigeants démocrates-chrétiens n'ont jamais donné suite, a toujours provoqué une certaine méfiance de la part du P.S.I. Son secrétaire général, Francesco de Martino, s'en est expliqué dans « l'Unité » du 24 octobre où l'on trouve également des précisions sur le même sujet de Berlinguer lui-même. La crainte des socialistes italiens se résume à ceci : une entente directe entre les deux « grands » que sont la D.C. et le P.C.I. ne risque-t-elle pas de « marginaliser » leur propre parti ?

Les communistes s'en défendent et insistent au contraire sur la présence indispensable dans tout accord du Parti socialiste dont ils soulignent qu'il est l'une des composantes essentielles du mouvement ouvrier italien.

En fait, le débat est ouvert entre les deux partis, il occupe depuis plusieurs semaines les couvertures des magazines romains, et il est important pour les socialistes français d'en suivre attentivement les développements. Déjà le parti socialiste italien, au lendemain même des élections du 15 juin, a jeté les bases de ce qui sera désormais sa nouvelle orientation : fin de sa participation à toute expérience de « centre-gauche » avec la Démocratie-Chrétienne, refus de revenir au gouvernement en l'absence d'un accord associant le Parti communiste à l'action de celui-ci, volonté de préciser les conditions d'une véritable « alternative » politique à partir d'un approfondissement des points en discussion avec les communistes.

Le PSI détient une position clé

Il peut contribuer à créer en Italie les conditions d'une avancée de l'ensemble des forces socialistes.

Le prochain congrès du P.S.I., convoqué en principe pour le début de février, sera à cet égard d'une importance capitale. Pour la première fois les responsables des différents courants qui coexistent dans le Parti semblent désireux de se mettre d'accord sur une plateforme commune dont de Martino a déjà proposé les bases devant le Comité central et qui permettrait d'affirmer devant l'opinion publique italienne la cohésion et la fermeté du P.S.I. Bien qu'il soit le plus petit des trois grands partis italiens, celui-ci détient en effet une position-clé car rien, désormais, ne peut se faire sans lui. Il est donc en mesure de peser de façon décisive et l'important pour nous est qu'il entend désormais peser « à gauche » et contribuer à créer en Italie les conditions d'une avancée de l'ensemble des forces socialistes.

Claude ESTIER.

LE NOUVEAU P.S.I.

Quatre tendances existent officiellement au sein du Parti Socialiste italien. On les désigne généralement par le nom de leurs leaders : Nenni, de Martino, Mancini et Lombardi (tendance de gauche). Ceux-ci appartiennent tous à la vieille génération socialiste et se trouvent à la direction du parti depuis plus de trente ans pour les uns, plus de vingt ans pour les autres.

Mais aujourd'hui intervient un double phénomène. D'une part un rapprochement s'opère entre des hommes de différentes tendances sur la base de l'élaboration d'un programme du parti nettement orienté à gauche. D'autre part des dirigeants plus jeunes prennent de l'importance. Parmi eux quatre « lombardiens » : Signorile, Cichitto Labor et Villetti, deux amis de Nenni, Graxci et Formical, deux « manciniens » : Landolfi et Balsamo et quatre partisans du secrétaire général de Martino : Manca, Giolitti, Labriola et Mosca. Ce sont ces hommes qui prendront bientôt la place des vétérans et formeront l'équipe de tête du P.S.I.

La remise en cause de l'ancienne formule du centre-gauche et la conclusion d'accords locaux avec le Parti Communiste conduit le P.S.I. comme le montre Claude Estier, à se rapprocher des positions du Parti Socialiste français. Un article de Gilles Martinet publié par le *Corriere della Sera* au lendemain des élections régionales de juin a été à l'origine d'un débat qui se poursuit encore actuellemant dans les rangs du parti comme dans les colonnes des hebdomadaires.

Le syndicat de la magistrature

L'affaire Chapron la condamnation à mort de Bruno T., l'inculpation du juge Pascal... La justice est désormais au cœur de l'actualité et du débat politique. Mais si débat il y a, c'est surtout parce qu'est apparu de l'intérieur même de la machine judiciaire, parmi les magistrats, le refus de cautionner plus longtemps une justice inféodée au pouvoir. A l'origine de cette contestation : le Syndicat de la Magistrature. Roland Kessous qui en fut le vice-président, en fait ici le bilan.

Né en 1968 le syndicat de la magistrature

a bénéficié très rapidement de l'adhésion de plus d'un quart de la profession.

Qui aurait pu prévoir il y a 10 ans les débats qui existent aujourd'hui sur la justice, sur les magistrats, sur la loi ? La justice était une des dames les plus vénérées de France. Vieillotte, certes, mais digne. Nul ne se risquait à mettre en doute sa rigueur, encore moins sa vertu. Dans les enceintes parlementaires, au moment du vote du budget, les Gardes des Sceaux rendaient hommage à la conscience professionnelle des magistrats — ce qui les dispensait d'en faire plus pour leur département ministériel.

Et les Palais de justice s'écroulaient, les dossiers s'entassaient, les prisons ne désemplissaient pas à la grande indifférence du corps social qui se satisfaisait de posséder une magistrature intègre, à l'abri de tout soupçon.

Puis vint le Syndicat de la Magistrature, en plein 1968. En gestation depuis de longs mois, il a manifestement profité du climat des événements de mai



La Justice : une dame vénérée...

1968. Tout était possible. Même de repenser la justice et la manière dont elle était rendue. Même de contester la hiérarchie, pierre angulaire de toute l'organisation administrative française, pierre tombale dans la justice. Très rapidement le mouvement a bénéficié de toutes les sympathies. Plus d'un quart de la profession adhérait, et les premiers congrès, à l'image de ce qui s'était produit en 1968 dans tout le pays, étaient l'illustration de la liberté retrouvée, de la parole reconquise, des espoirs passionnés en une nouvelle justice — qui n'a pas reconstruit le monde à cette époque !

Très rapidement la pensée syndicale ressentait la nécessité de sortir du milieu judiciaire pour rechercher quelle était la véritable légitimité du juge. Le ghetto militaire, comme nous l'avons appelé, était en grande partie responsable des maux dont la justice souffrait — secret - hiérarchie - monde clos — tout était en place pour que les juges ne puissent penser, ou tout au moins ne puissent s'exprimer. L'un d'entre eux Casamayor, était immédiatement sanctionné pour avoir écrit dans le journal « Le Monde » à propos de l'affaire Ben Barka.

Le Syndicat de la Magistrature prit donc des contacts avec des syndicats de salariés, d'éducateurs, de policiers. Peu à peu vinrent à lui les doléances du monde du travail qui ne parvenaient que rarement jusqu'aux marches du palais.

La lutte des travailleurs de Lip

fut l'occasion de mettre en évidence les conflis qui existaient entre plusieurs formes de droit.

Parallèlement à la réflexion sur la structure hiérarchique de la profession, structure profondément aliénante puisqu'elle met en place des situations de dépendance, le Syndicat s'interrogeait sur la manière dont la justice traitait les justiciables.

La lutte des travailleurs de Lip fut l'occasion de mettre en évidence les conflits qui existaient entre plusieurs formes de droit. D'un côté le droit de pro-

priété, le droit des détenteurs de l'entreprise, de l'autre les droits des salariés qui se battaient pour leur emploi. La justice, tout naturellement, comme elle l'a toujours fait, a donné la priorité au droit de propriété. Ainsi se révélait que lorsque plusieurs intérêts sont en présence, l'institution judiciaire privilégie les intérêts de la classe des possédants. Quant aux salariés, leur force de travail est assimilée aux biens de l'entreprise. Une force destinée à produire, comme une machine.

Il serait fastidieux d'énumérer tous les sujets traités par le syndicat de la magistrature. Dans chaque domaine, que ce soit l'informatique, le secret de l'instruction, le problème de travailleurs immigrés, le problème du pouvoir dans l'entreprise, le Syndicat de la Magistrature a procédé selon la même démarche — analyse critique de l'institution avec les principaux intéressés — ouverture d'un large débat sur le monde extérieur — réflexion approfondie sur le rôle de la loi et de l'institution judiciaire.

Cette démarche, on le devine, a très vite dérangé, car elle permettait d'avoir une vision globale, d'appréhender les réalités judiciaires sous tous les angles, social, économique, politique. Alors nos détracteurs ont cherché à nous faire taire en affirmant que nous faisions de la politique et que nous sortions de notre rôle de magistrats. Ils ont trouvé au sein de la profession quelques échos favorables notamment de la part de l'U.S.M., autre syndicat de magistrats, qui ne possède de syndicat que le nom, et à l'occasion de chacune des prises de position du Syndicat de la Magistrature, lancinant, revenait le thème de la politisation de notre action. Les raisons en sont simples. Le Syndicat de la Magistrature dévoile le mode de fonctionnement de la justice. Il met en évidence son rôle idéologique. Il force les citoyens à s'interroger sur la loi — toujours présentée par le pouvoir comme étant l'émanation de la volonté populaire au service de l'intérêt général. Le système pseudo-libéral dans lequel nous vivons ne peut admettre que du cœur de l'institution, des magistrats démythifient la loi, en révélant d'une part que dans son élaboration elle ne tient pas compte des intérêts du corps social, et que dans son application la justice amplifie encore les inégalités sociales.

L'affaire Chapron

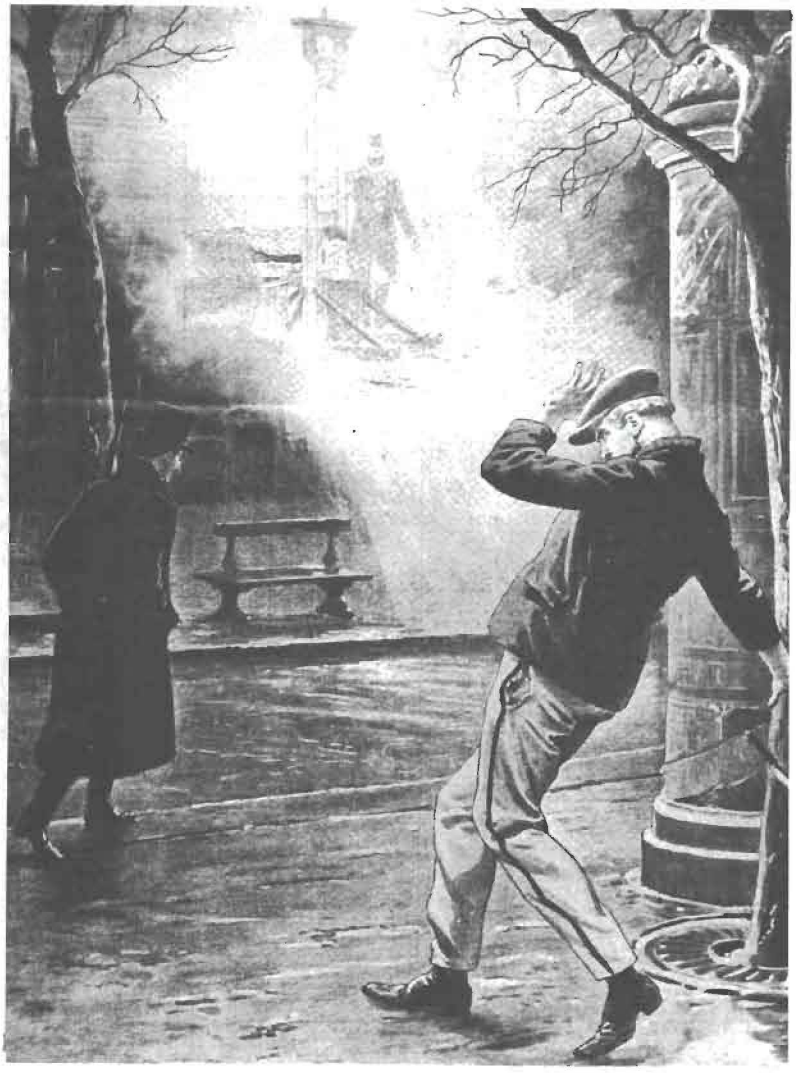
illustre comment, en matière de droit du travail, les dispositions légales sont souvent inappliquées.

Le pouvoir peut d'autant moins le tolérer que nos analyses trouvent dans le pays des échos favorables. Quand des magistrats s'expriment et expliquent pourquoi il est difficile de faire confiance à la justice — les yeux se désillent — et les esprits s'éveillent. Un exemple récent l'illustre très bien. L'affaire Chapron. Nous avons toujours dit au cours de nos congrès que la loi était appliquée de façon très inégalitaire. En matière de droit au travail, les dispositions légales concernant la production des salariés étaient souvent inappliquées. La justice, lorsqu'elle était saisie, faisait preuve d'une grande bienveillance, se montrant toujours très sensible aux arguments du patronat. Le résultat est connu. Une insécurité généralisée sur les chantiers — un accident du travail toutes les 6 secondes, plus de 15 morts par journée de travail. Des cohortes de morts, de blessés, de mutilés, sur l'autel du profit. Un juge d'instruction, dans une affaire particulièrement grave, relève des fautes lourdes commises par un directeur d'usine, directement à l'origine d'un accident mortel. Il se rend compte que le chef d'entreprise, loin d'avoir pris conscience des responsabilités qui lui incombent — il n'avait pas tenu compte des avertissements de l'inspection du travail — cherche encore à égarer la justice. N'a-t-il pas tenté, pour échapper à sa responsabilité, de modifier l'état des lieux ? Le magistrat estime alors en conscience que cet homme met gravement en danger la vie et la sécurité des travailleurs ; et qu'il existe de son fait des risques de récidive. Un accident grave s'est d'ailleurs produit 3 mois après le premier accident, faisant 5 blessés. Il s'agit là d'une atteinte à l'ordre public qui justifie selon la loi une mise en détention pour assurer la protection des tiers.



Une insécurité générale sur les chantiers.

La riposte est immédiate. Le Garde des Sceaux intervient personnellement dans le débat. Il fait siéger en catastrophe la Cour d'appel de Douai, pendant qu'une campagne de presse extraordinaire se déclenche pour



De tout temps le pouvoir s'est servi de la Justice.

dénoncer l'action du petit juge, l'inapplication de la loi, le caractère exceptionnel de la détention provisoire, le scandale d'une justice téléguidée.

Comme nous aurions aimé entendre tous ces censeurs à l'occasion des 35 000 personnes placées en détention provisoire chaque année — à l'occasion des condamnations expéditives, des petits voleurs, en flagrant délit, au petit matin — comme si la justice avait honte — à l'occasion de l'expulsion des travailleurs qui occupent leur usine pour préserver leur emploi. Mais voilà, dans un cas, un membre du patronat est atteint dans sa liberté, dans les autres cas, il s'agit des plus humbles, de tous ceux qui, en toutes circonstances, se trouvent au premier rang de ceux qui subissent.

Comment le Garde des Sceaux, membre du gouvernement peut-il justifier sa sollicitude dans un cas, et son indifférence dans les autres cas ?

Peut-il aujourd'hui, sérieusement soutenir que la justice est la même pour tous, que la loi s'applique à tous les citoyens, et qu'il est garant du bon fonctionnement des institutions ?

Avions-nous tort quand nous affirmions qu'il y avait deux poids et deux mesures ?

Il faut le savoir. Des situations semblables sont légion. Chaque jour la justice applique la loi dans un sens qui ne va pas toujours dans celui de la véritable justice.

La Justice fait partie de l'appareil d'Etat

de tout temps le pouvoir s'en est servi comme il le fait de sa police et de son armée.

Sur le plan politique, le pouvoir est obligé de reconnaître que des modifications fondamentales doivent intervenir dans l'organisation sociale pour gommer les inégalités existantes. C'est le temps des réformes. Dans la justice, les masques tombent, le Garde des Sceaux admet enfin que les juges doivent s'ouvrir sur le monde extérieur et s'informer pour mieux remplir son office. Nous n'avions pas attendu son autorisation pour le faire. Mais cette position de principe admise, il fait retraite en faisant l'apologie du juge seul, possédant la science infuse, instrument idéal pour rendre une bonne justice. Ces images d'Epinal n'ont plus cours. Elles ne trompent d'ailleurs plus personne. Le monde judiciaire s'interroge, comme le fait l'ensemble du corps social. Les avocats, les magistrats prennent conscience que la période des certitudes est révolue, et que le domaine protégé que constituait la justice, n'est plus à l'abri des conflits et des luttes qui agitent notre société. Quand les prisons se révoltent, ce n'est plus simplement une affaire de maintien de l'ordre. On se demande qui va en prison et pourquoi. Pourquoi aussi y trouvons-nous toujours les mêmes personnes ?

Quand un ouvrier meurt sur



Le juge Pascal.

Un chantier la justice ne peut plus se contenter de rechercher les responsabilités individuelles et de conclure sur la fatalité ; on s'interroge alors sur le monde du travail et les conditions dans lesquelles le droit y est appliqué. Sur la finalité du travail, sur la loi du profit et ses conséquences.

Ainsi chaque événement judiciaire est aujourd'hui l'occasion d'une réflexion et d'un débat.

Le Syndicat de la Magistrature a toujours proné qu'il devait en être ainsi.

La justice devient donc un lieu où se dévoilent les imperfections d'une société, où se révèlent ses contradictions. Elle doit, nous dit-on apaiser les conflits individuels. Elle ne doit pas pour autant nier l'existence de conflits collectifs qui éclairent sous leur véritable jour les conflits individuels. Elle ne doit pas masquer les causes profondes qui engendrent le développement de la violence et de la criminalité.

En filigranne, entre les thèses des pouvoirs publics et celles du Syndicat de la Magistrature, c'est là le véritable débat. Il est posé devant l'opinion comme nous avons choisi de le faire. On comprend mieux dès lors l'insistance des attaques qui sont portées contre le Syndicat de la Magistrature. En fait, le pouvoir a déjà perdu, car quand bien même il marquerait des points contre nous — ce qui paraît bien peu probable — il n'empêcherait pas la propagation des idées que nous avons lancées. Nous avons, comme d'autres syndicats l'ont fait dans leurs domaines respectifs d'action, refusé les définitions du pouvoir, pour en proposer d'autres au corps social, en matière de justice. Contrairement à ce qui est affirmé, nous n'avons pas choisi un camp plutôt qu'un autre.

Ou plus exactement nous refusons de nous situer dans le camp du pouvoir, où traditionnellement nous nous trouvions. Ce faisant nous innovons, tant il est vrai que la justice fait partie de l'appareil d'Etat, et que de tout temps le pouvoir s'en est servi — comme il le fait de sa police, de son armée.

La Justice n'est plus monolithique

En son sein se retrouvent tous les conflits de notre société — y compris ceux qui opposent une classe sociale à une autre.

Récemment un ancien garde des sceaux, dans un article publié dans un journal du matin, ouvrait la chasse aux sorcières, dans le plus pur style du Mac Carthisme. Rien n'y manquait — propos diffamatoires, procès d'intention, appels à la répression, pour ne pas dire à la dissolution. De manière plus subtile, le garde des sceaux dans son discours de Briey le 14 octobre, tenait le même langage. Efforts dérisoires ! Les partis politiques, les grands syndicats, savent que notre lutte rejoint la leur, et toute atteinte contre le Syndicat de la Magistrature serait ressentie comme une remise en cause de l'action syndicale — comme une grave atteinte portée à l'une des libertés essentielles.

Mais le pouvoir feint de l'ignorer. Il choisit la voie la plus détestable : celle de la répression.

La justice n'est plus monolithique.

En son sein se retrouvent tous les conflits de notre société — y compris ceux qui opposent une classe sociale à une autre. C'est une réalité, et il ne sert de rien de la nier. A travers toutes les luttes menées par le Syndicat de la Magistrature, toutes les vérités dévoilées, toutes les solidarités nouées, il apparaît d'évidence, que la justice n'a jamais été un lieu apolitique, comme le pouvoir veut encore le laisser croire.

Dès lors les solutions aux problèmes judiciaires ne peuvent venir de l'institution elle-même, mais d'une modification fondamentale des rapports sociaux.

Roland KESSOUS,
Ancien Vice-Président du Syndicat de la Magistrature.



Analyser les caractères spécifiques de la Révolution portugaise.

En France que ferions nous ?

Juger les événements au Portugal en fonction de nos propres critères est une erreur. Mais n'en tirer aucune leçon en est une autre bien plus grave. Gilles Martinet indique ici les problèmes auxquels la gauche française au pouvoir devra elle aussi s'affronter : l'Europe, les problèmes économiques, la démocratie de base.

S'il est impossible de comprendre la révolution portugaise sans en analyser les caractères spécifiques (ce qu'à fait le mois dernier Alain Touraine et que j'ai moi-même tenté de faire à propos du « populisme militaire ») il est non moins évident que cette expérience — comme hier l'expérience chilienne — fait apparaître des problèmes et révèle des contradictions que nous connaîtrions en France si la gauche venait demain au pouvoir.

Assurer une augmentation sensible des revenus réels du plus grand nombre de salariés sans provoquer de poussée inflationniste, imposer une nouvelle logique de développement sans désarticuler tout l'appareil de production ; limiter les effets de l'inévitable sabotage entrepris par les anciennes classes dirigeantes sans se condamner à l'autarcie économique et sans se résigner à la dictature ; développer les nouvelles formes

On pense à établir des priorités de consommation, mais on ne songe guère à la contre-partie.

de pouvoir qui apparaissent à la base sans créer une situation d'impuissance et d'anarchie. Tout ceci est facile à écrire sur le papier mais singulièrement plus difficile à réaliser sur le terrain. La gauche portugaise n'était pas préparée à affronter ces problèmes. Mais le sommes-nous mieux qu'elle ? Probablement puisque nous avons élaboré des programmes et pensé à leurs conditions d'application. Mais nous devons avoir conscience de l'insuffisance de nos recherches et de la faiblesse de certaines de nos propositions. Le Portugal devrait nous inciter à poursuivre un effort de réflexion qui est loin d'être parvenu à son terme.

J'ai écrit récemment que l'une des conditions du succès d'une expérience de gauche à finalité socialiste était l'application d'une politique économique rigoureuse (politique qui a fait complètement défaut au Portugal). J'ai ajouté que cette politique devait être décidée à l'avance et qu'on ne pouvait attendre que soient mis en place les mécanismes de la planification démocratique pour agir. D'où la nécessité d'un *plan intérimaire* dont le projet serait constamment mis à jour en fonction de l'évolution de la conjoncture mais aussi du développement des luttes et de la nature des revendications qui devront être prises en charge.

L'établissement d'un tel plan implique un certain nombre de choix politiques qui n'ont pas été réellement faits. L'un de ces choix concerne les priorités de consommation qu'il faudra établir. Il est sans doute facile de dresser une liste des besoins les plus urgents et d'annoncer que l'on va privilégier les consommations collectives. Mais on ne pense guère à la contrepartie, c'est-à-dire à la réduction des autres types de consommation, voire à la non-réponse à certaines demandes solvables (émanant principalement des couches les plus favorisées de la population). C'est que cette contrepartie a des incidences internationales considérables.

Le Parti Socialiste inscrit son action dans la perspective de l'unité européenne. Il a fait admettre par les communistes lors de la rédaction du Programme commun que si le cadre de la communauté européenne pouvait être modifié, il devait être accepté. A de nombreuses reprises, le parti a souligné qu'on ne pouvait échapper à la domination du capitalisme américain qu'en constituant un ensemble économique et politique à l'échelle de l'Europe occidentale. Et pourtant, lorsque les problèmes concrets sont abordés, comme par exemple lors du colloque économique de Suresnes, on voit apparaître une tendance beaucoup plus *nationale* et beaucoup moins européenne. Cela s'explique en partie par l'existence de la crise et la dislocation actuelle des mécanismes du Marché commun. Mais cela répond aussi au besoin de *protéger* une expérience qui tentera d'établir un nouveau modèle de développement.

Comment pourrait-on espérer limiter certains types de consommation si les articles, dont la production serait volontairement réduite en France, continuaient à être librement importés ? Comment assurer la maîtrise des flux financiers si la liberté de mouvement des sociétés multinationales demeurait ce qu'elle est aujourd'hui ? Comment enrayer la fuite des capitaux sans établir le contrôle des changes ? Toutes mesures qui vont à l'encontre des principes libre-échangistes du Marché commun.

Le choix « national » n'est pas seulement un choix économique. Il est également un choix militaire. Les nécessités de la Défense peuvent justifier des compromis politiques. Un pays communiste — la Yougoslavie

Le nécessaire rapprochement des pays de l'Europe du Sud.

— a pu pendant toute une période recevoir des armes américaines sans devenir pour autant un pays capitaliste. Un pays anticommuniste comme l'Egypte a été massivement aidé par l'armée soviétique sans compromettre son indépendance. Aussi ce n'est pas le principe d'un accord militaire avec les Etats-Unis ou éventuellement avec l'U.R.S.S. qui se trouve en cause mais le problème du cadre dans lequel un tel accord est susceptible d'intervenir. Compte tenu des politiques allemande et britannique, le cadre européen actuel ne permet pas d'échapper à une dépendance à l'égard des Etats-Unis. Il faut donc éviter d'en être prisonnier.

Mais l'orientation qui se dessine ainsi ne compromet-elle pas le projet socialiste lui-même qui ne saurait s'épanouir dans un contexte étroitement national ? Cela est évident ou du moins cela le serait s'il devait s'agir d'une orientation durable et non d'une phase transitoire. Et c'est à partir de là que la perspective d'un rapprochement des pays de *l'Europe du Sud* et d'une politique méditerranéenne réunissant ces pays à ceux de l'Afrique et du Proche-Orient prend tout son sens. Non seulement en fonction des potentialités révolutionnaires de ces pays (progression de la gauche en Italie, possibilités offertes par l'après-franquisme, révolution portugaise, autogestion yougoslave) mais aussi en fonction d'un certain nombre d'intérêts communs. Un rapport de forces différent pourrait être créé au sein d'une Europe où la partie décisive pour le socialisme se jouera inévitablement avec le mouvement ouvrier allemand.

Mais l'exigence d'une politique économique rigoureuse n'a pas que des incidences internationales. Elle pose un problème politique majeur qui est celui du rôle de l'Etat dans un système dont la finalité est cependant la décentralisation et le déploiement des initiatives de base.

La mise en application d'un plan intérimaire suppose que le gouvernement populaire dispose de grands pouvoirs et de moyens d'interventions particulièrement efficaces. La nationalisation des pôles de domination économique et la maîtrise du système de crédit fourniront l'essentiel de ces moyens. Encore faut-il que ces mesures soient prises dans la foulée de la victoire et qu'elles aient été minutieusement préparées. Au Portugal, la nationalisation des banques, phase principale du processus révolutionnaire, est intervenue trop tard et dans de médiocres conditions de réalisation. L'activité des établissements de crédit étrangers et de leurs succursales est venue encore compliquer une opération qui n'avait pas été mûrement réfléchie. C'est pourquoi il est indispensable que les partis de la gauche et, en premier lieu, le Parti Socialiste, constituent pour chaque entreprise concernée comme pour le secteur banques et assurances des groupes de travail qui étudient de près la stratégie des entreprises, les problèmes de leur restructuration et de leur mutation. Et c'est aussi pourquoi la nomination des administrateurs provisoires et des équipes de gestion qui les entoureront doit également être arrêtée à l'avance. Jadis, on se contentait de prévoir la répartition des postes ministériels. Aujourd'hui, si l'on veut appliquer les mesures prévues par le Programme commun (et celles qui viendront les compléter), la liste doit être singulièrement allongée. Car c'est dans les jours sinon dans les heures qui suivront la venue au pouvoir d'un gouvernement de gauche que le dispositif devra être mis en place.

Toute une partie de cette préparation implique la participa-

Il s'agit de savoir si une révolution peut ou non assurer les chances d'une nouvelle démocratie.

tion de nombreux militants politiques et syndicaux. Mais une autre partie devra être nécessairement discrète sinon secrète. Elle concerne les directions des organisations de la gauche. C'est donc une affaire d'état-major.

J'ai employé cette expression à dessein car je sais qu'elle choque ! On l'utilise presque toujours dans un sens péjoratif. Mais il faut regarder la réalité en face. Sans cette préparation, il n'y a pas de succès possible de l'expérience. Veut-on revoir les flottements du gouvernement de Léon Blum durant l'été et l'automne 1936 ? Veut-on revivre le drame d'Allende ? Est-on prêt à se satisfaire de l'impuissance des gouvernements issus du 11 mars portugais ?

Certains intellectuels de gauche aiment poser ce dilemme : « révolution ou contre-révolution ». Cela fait passer un petit frisson le long de l'échine. Souvenirs de la révolution française, souvenirs d'Octobre. Mais dans les pays européens le problème aujourd'hui ne se pose pas ainsi. Il s'agit de savoir si une révolution peut ou non assurer les chances d'une nouvelle démocratie, c'est-à-dire du socialisme. Car pour apprendre qu'une révolution peut aboutir à la dictature bureaucratique ou à la restauration de l'ordre ancien, nous n'avons plus besoin d'une démonstration : celle-ci a été faite depuis longtemps et dans un grand nombre de pays.

Or, qu'on le veuille ou non, les chances d'un socialisme démocratique sont terriblement compromises dès que les difficultés économiques gagnent en ampleur et que les améliorations obtenues par les travailleurs se trouvent remises en cause par le jeu de l'inflation, des désinvestissements et du recul de la production. Pour que l'expérience réussisse, il ne suffit pas de l'intervention des masses : il faut avoir un gouvernement énergique et compétent.

Mais ne va-t-on pas retrouver en passant par un autre chemin le processus des révolutions précédentes. Ne risque-t-on pas de voir s'affirmer sinon une nouvelle bureaucratie du moins une nouvelle technocratie ? Ce danger existe indiscutablement. Une telle évolution est parfaitement possible : elle peut cependant être évitée si dans le même temps où le nouveau pouvoir engage les grandes réformes de structure et garantit les chances de survie de l'expérience, il renonce à une partie des attributions traditionnelles de l'Etat français (au profit des régions mais aussi des entreprises socialisées), assure une décentralisation de l'information et favorise l'institutionnalisation de nouvelles formes d'organisation démocratique.

Au Portugal, après le 11 mars comme au Chili à l'époque des « cordons industriels » on a vu apparaître des comités et des conseils qui exprimaient la volonté d'auto-organisation d'une partie de la classe ouvrière mais aussi celle d'une fraction de la paysannerie et des habitants des quartiers urbains. Nul doute qu'un tel phénomène se répète dans d'autres pays si un renversement de la situation politique entraîne également une dynamique populaire (ce qui est probable mais non certain). C'est cette dynamique qui permettra de dépasser l'alternative dans laquelle on nous tient depuis si longtemps enfermés : centre-droit et centre-gauche. C'est elle qui pourra ouvrir la voie aux changements qualitatifs que nous espérons. Encore faut-il bien discerner les objectifs qui peuvent être atteints et tenus d'une manière durable.

Les « gauchistes », on le sait, pensent que les instruments autonomes de combat que la classe ouvrière crée spontanément à certains moments de sa lutte



Sans l'élection aucune démocratie n'est possible.

vont s'identifier avec le nouveau pouvoir, qu'ils sont déjà ce nouveau pouvoir. C'est une illusion que le Parti Socialiste a unanimement dénoncée lors de la convention sur l'autogestion de juin dernier.

« *L'apparition de ces instruments de combat,* lit-on dans les thèses adoptées par la convention, *témoignent d'une aspiration à changer la nature et la forme du pouvoir. Elle souligne la force du projet autogestionnaire. Mais pour que le pouvoir puisse procéder d'une simple « pyramide » (ou fédération) de comités et de conseils, il faudrait que la classe des travailleurs salariés soit parfaitement homogène, que la société à construire soit dépourvue de complexité et de contradictions, enfin qu'il n'y ait pas d'entourage extérieur hostile. Et comme ces conditions ne sont pas remplies, on risque de déboucher soit sur la dictature d'un parti unique, soit sur l'effondrement devant la contre-offensive bourgeoise.* »

Livrés à eux-mêmes, les comités perdent progressivement en représentativité ce qu'ils gagnent en combativité. C'était déjà la situation des sections parisiennes au temps de la révolution française. Les masses que l'on prétend représenter s'éloignent de réunions qui deviennent le champ clos des affrontements d'organisations et de fractions. L'expression spontanée fait place à la manipulation.

Pour éviter que l'histoire se renouvelle, il faut très vite institutionnaliser ce qui peut l'être, donner des pouvoirs réels à ce qui s'est d'abord manifesté en tant qu'éléments de mobilisation et d'agitation. Les comités d'ateliers ou de bureau peuvent remplir les tâches d'organisation du travail, les comités de quartier peuvent gérer de petits équipements collectifs. Tous peuvent collaborer à l'élaboration de la politique de l'entreprise ou de la ville. Mais pour cela une condition doit être remplie : il faut que leurs responsables soient élus et non désignés à main levée par une minorité de travailleurs ou de citoyens concernés. Sans l'élection, aucune *articulation* n'est possible entre cette démocratie de base et ce qu'on appelle communément la démocratie représentative. Comment une assemblée élue déléguerait-elle une partie de ses pouvoirs à des organismes non élus ? En revanche, pourquoi une municipalité, pour prendre cet exemple, n'admettrait-elle pas en son sein les représentants d'organismes de quartier issus eux aussi du suffrage universel ?

Certains redoutent que l'institutionnalisation fige les choses, que la force de la contestation s'émousse, que la conservatisme l'emporte sur le mouvement. C'est qu'ils ne voient pas que la transformation d'*organismes de base* en organismes de pouvoir n'efface pas le besoin d'*instruments de combat*. Les dirigeants d'une entreprise peuvent être élus : il n'y a pas lieu de supprimer pour autant les syndicats. Les comités de quartier peuvent recevoir un statut légal : cela n'empêche pas les associations d'usagers ou de locataires de développer leur propre action. Bien mieux, il faut donner à ces syndicats et à ces associations de nouveaux pouvoirs mais cette fois, des pouvoirs de *contrôle* et non des pouvoirs de *gestion*. La dialectique élection-contrôle est celle de la mutation démocratique, celle du socialisme autogestionnaire. C'est elle qui peut progressivement conduire à une transformation non pas seulement de la forme mais de la nature du pouvoir.

La lutte sociale ne se résume pas à l'affrontement bourgeoisie-prolétariat : elle ne cesse pas par miracle lorsqu'est mis fin à la propriété privée des moyens de production. Les contradictions anciennes qui subsistent et les contradictions nouvelles qui apparaissent ne doivent pas être masquées ou niées mais ouvertement assumées. Ce qui veut dire qu'il faut en finir avec une certaine conception religieuse des « masses ». Dans toute révolution l'initiative vient de minorités qu'elles se trouvent au « sommet » ou à la « base » car il n'est pas vrai que le plus grand nombre puisse aisément se débarrasser des anciennes structures mentales, des vieilles façons de voir et de sentir, de la répétition de ce que l'on connaît déjà. Et cependant il vient un moment où le grand nombre aspire à des changements ou plus simplement est prêt à les accepter. Il faut alors créer le cadre dans lequel il puisse devenir l'acteur et non plus le spectateur des transformations qui vont intervenir. C'est là sans doute une vieille aspiration du mouvement révolutionnaire. La nouveauté est qu'au prix de difficiles et décevantes expériences, nous savons aujourd'hui beaucoup mieux qu'hier à quelles conditions elle peut s'accomplir.

Gilles MARTINET.

Deux membres du Comité d'Orientation de "Faire", Roger Dosse et Dominique Taddei, ouvrent ici un débat sur les responsabilités passées et actuelles de nos camarades du P.S.P. dans le processus révolutionnaire portugais.

Débat : Où va le P.S.P. ?



Un meeting du P.S.P. au stade du 1er Mai.

Roger DOSSE : Je suis allé au Portugal sans idée préconçue. Je voulais savoir si le parti socialiste portugais était, comme certains le disaient, un parti social-démocrate ou s'il était au contraire le soutien essentiel de la révolution. J'ai eu des entretiens avec les dirigeants socialistes et je dois dire qu'ils m'ont extrêmement déçu.

Quand j'ai demandé à Mario Soares « accepteriez-vous d'être dans un gouvernement auquel le parti communiste ne participerait pas et donc de gouverner avec les partis de droite ? », il m'a répondu : « Il n'y a pas de partis de droite au Portugal. Le P.P.D. n'est pas un parti de droite. » J'en suis resté pantois.

Dominique TADDEI : Je n'ai jamais entendu Soares nier l'existence d'une droite portugaise ou s'opposer à la présence des communistes dans le gouvernement.

R. DOSSE : En fait, à cette

époque, Soares ne raisonnait qu'en fonction du problème des libertés. Lorsqu'on lui posait des questions précises sur la participation du P.S.P. à l'action des conseils de travailleurs, des commissions de moradores ou aux occupations de terre, il répondait en évoquant les problèmes de la presse et notamment l'affaire de *Republica*. *Or* il a présenté cette affaire sous un jour tout à fait inexact. Il est aujourd'hui obligé de reconnaître que les communistes portugais n'étaient pas à l'origine des événements. Et pourtant c'est sur la base de ses déclarations que toute la presse française — à commencer par le *Quotidien de Paris* — a foncé. Or *Republica* se trouve depuis mai autogéré par des gens d'extrême-gauche.

D. TADDEI : Laissons de côté la question — pourtant importante — de savoir si les ouvriers du livre doivent « autogérer » non pas seulement leurs imprimeries mais les journaux qui s'y impriment. C'est vrai que l'affaire de *Republica* a été un test pour le parti socialiste. C'est vrai que les communistes l'ont utilisée et non suscitée dans le cadre de leur stratégie qui a consisté à « coller » au M.F.A., voire à l'extrême-gauche. Mais comment peut-on oublier le contexte dans lequel a surgi le conflit ? La radio, la télévision et les principaux organes de presse étaient pratiquement contrôlés par le parti communiste. La majeure partie des municipalités désignées (et non élues) étaient dirigées par les communistes et leurs alliés. Il en était de même de nombreuses entreprises publiques et de la fameuse Intersyndicale crée par en haut d'une manière parfaitement bureaucratique. Et voilà qu'un des rares journaux qui soutenait le parti socialiste passait brutalement en d'autres mains avec la complicité du gouvernement de Vasco Goncalves. C'était tout le problème de la démocratie et pas seulement celui de la liberté de la presse qui était posé. Il était impensable que le P.S.P. ne réagisse pas. Surtout après les résultats électoraux qu'il venait d'obtenir.

R. DOSSE : Parlons donc de ces résultats. Ils ont été spectaculaires : 38 % des inscrits, 42 % des suffrages exprimés. Mais à quel prix ont-ils été obtenus ? Toute la campagne du P.S.P. a été une campagne anticommuniste. On sait bien que dans un pays comme le Portugal avec 40 % d'illetrés et plus de 40 ans de fascisme, la plupart des gens ont voté négativement. Ils n'ont pas voté pour une option socialiste : ils ont voté contre le communisme et contre l'extrême-gauche. Et qui a payé la campagne du P.S.P. sinon la social-démocratie allemande ? N'oublions pas que le parti a été fondé en Allemagne de l'Ouest dans les locaux de la fondation Friedrich Ebert...

D. TADDEI : Ne racontons pas d'histoires. Tous les partis portugais ont bénéficié de financements plus ou moins avoués. Le P.S.P. a été le plus clair sur ce plan. Il a demandé l'aide de tous les partis socialistes et pas seulement celui de la social-démocratie allemande. Il a reçu pas mal d'argent des Suédois et si l'apport matériel des socialistes français a été faible ce n'est pas de sa faute, c'est celle de notre insuffisance financière.

R. DOSSE : Il n'empêche que les objectifs que poursuit la social-démocratie allemande ne sont pas les nôtres. Mais ce qui m'a surtout frappé à travers mes contacts avec les membres du P.S.P. c'est la manière dont cette organisation fonctionne. En un an et demi elle est passée de 200 à 20.000 adhérents. Mais comment ceux-ci sont-ils recrutés ? Quelle est la vie des sections ? Quelle est l'action menée dans les entreprises ? Comment sont formés les cadres ? Sur tous ces plans le P.S.P. se

Le P.S.P. : social-démocratie ou socialisme ?

révèle autrement faible. Il n'a pas de vie réellement démocratique. De mai à août 1975 le secrétariat du parti ne s'est même pas réuni. Toutes les décisions y compris celle de quitter le gouvernement ont été prises par cinq hommes dont Mario Soares.

D. TADDEI : Je m'étonne du caractère extrêmement partial de ce jugement. J'ai assisté pendant la période évoquée à une réunion du secrétariat. Il y avait douze présents et non pas cinq ! Les méthodes de direction ne sont sans doute pas idéales en période révolutionnaire mais quand on discutait cet été avec les militants de base du P.S.P. on s'apercevait qu'il y avait une profonde identité de vues entre eux et les dirigeants du parti. Aucun secteur important du parti n'a critiqué les méthodes de direction. Il y a eu seulement des réactions individuelles comme celle de Manuel Serra qui, après avoir quitté le parti, s'est très vite aligné sur des positions crypto-communistes.

R. DOSSE : Manuel Serra a sans doute commis une erreur en quittant le parti. Mais il n'est pas le seul à avoir critiqué la ligne de Mario Soares. On peut évoquer la démission de deux secrétaires nationaux : Gutierre et Orrego. Il y a eu aussi la démission de Luis Francisco Rebelo qui est un avocat très connu au Portugal et qui a estimé publiquement que la responsabilité de ce qui arrive au Portugal et notamment de la contre-offensive de la droite incombe pour une large part au P.S.P.

D. TADDEI : Ces prises de position sont, je le répète, le fait d'éléments très minoritares et favorables aux thèses du P.C. Je ne nie pas pour autant les faiblesses et les erreurs tactiques du P.S.P. Mais il faut dire que toutes les forces politiques socialistes, communistes, gauchistes, civiles et militaires ont commis des erreurs. Et d'ailleurs sommes-nous si sûrs de ne pas avoir à en commettre si demain la gauche venait au pouvoir en France ? Le problème n'est pas cependant de renvoyer tout le monde dos à dos (comme le font trop facilement certains de nos camarades). Car indépendamment des erreurs il y a les orientations générales. Même si le P.S.P. s'est trompé en plusieurs occasions son choix stratégique a été fondamentalement juste. En tous cas, c'est de ce choix et non de tel ou tel épisode dont il faut parler. Il y a un processus révolutionnaire. Peut-il ou non se développer dans un contexte démocratique ? C'est une réponse positive qu'ont donné les électeurs portugais lorsqu'ils se sont, le 25 avril, prononcé à la fois contre le retour d'une dictature de droite et contre l'instauration d'une dictature de gauche. Et c'est aussi la réaction des masses car, ne l'oublions pas, les manifestations de rue du P.S.P. ont réuni des foules plus nombreuses que celles du P.C. ou de l'extrême-gauche.

R. DOSSE : Eh bien, moi, je pense que le P.S.P. s'est mis en travers du processus révolutionnaire lorsqu'il a démissionné du gouvernement Goncalves. Ou on soutenait ce processus qui se développait dans les entreprises comme dans l'armée, ou on contribuait à l'arrêter. Le P.S.P. était persuadé qu'il était temps de faire la NEP. Il pensait qu'on était allé trop loin et trop vite. Mais stopper le processus révolutionnaire revenait à reculer.

Et que se passe-t-il aujourd'hui ? Le P.S.P. fait continuellement appel à l'ordre et à la discipline. Je me méfie d'un parti socialiste révolutionnaire qui tient ce langage. A une question posée par Niedergang : « La normalisation a-t-elle commencé ? », Soares répond dans « Le Monde » : « Pas encore : il faut en terminer avec l'indisci-

Les objectifs que poursuit la social-démocratie allemande ne sont pas les nôtres.

pline, le désordre, s'attaquer au vrai problème, à une crise économique d'une telle gravité qu'il nous faudra des années pour remonter le courant. C'est sans doute la fin d'une époque. La force des choses s'est imposée. » Je trouve extraordinaire qu'un dirigeant socialiste fasse appel à la notion de « force des choses » pour justifier l'arrêt du processus révolutionnaire.

D. TADDEI : Lénine disait que les « fait sont têtus ». Je ne vois pas de grande différence entre cette citation et celle de Soares. Or qui peut nier la gravité de la situation économique au Portugal ? Le gouvernement de Gonçalves s'est révélé totalement impuissant devant cette situation. Si un redressement ne s'opère pas, que restera-t-il du processus révolutionnaire ? Je ne crois pas, d'autre part, que le désordre soit nécessairement révolutionnaire. Il est évident que si la décomposition des forces armées se poursuit, une grande chance sera offerte aux comploteurs réactionnaires. Mais revenons-en à l'essentiel. Comment s'est jusqu'à présent traduit le processus révolutionnaire ? Par des mesures de collectivisation qui touchent à peu près 60 % de l'économie nationale, par un début de réforme agraire, par une augmentation substantielle des salaires et par des initiatives populaires prises dans toute une série de domaines. Les mesures qu'il s'agit de prendre aujourd'hui ne s'apparentent pas à la « pause sociale » telle qu'on l'a connue dans différentes démocraties bourgeoises mais il est clair que de nouvelles augmentations de salaire sont difficilement concevables.

R. DOSSE : Les travailleurs de la sidérurgie se contentaient de demander que les promesses qui leur avaient été faites soient tenues et que les décisions prises soient respectées. Le gouvernement Azevedo ne voulait pas tenir compte de leurs revendications, puis il a dû céder devant la menace de grève. Or qu'a fait le P.S.P. dans cette affaire ? Où sont ses déclarations de soutien aux ouvriers de la sidérurgie ?

D. TADDEI : Ainsi, les promesses révolutionnaires devraient se traduire par une augmentation continue des salaires, sans tenir aucun compte des possibilités économiques ? Aucune des révolutions victorieuses de notre époque ne s'est laissée enfermer dans un tel raisonnement. Lorsque la production est désorganisée, les augmentations de salaire ne se traduisent pas par une augmentation du niveau de vie. Dans la phase actuelle, c'est sur d'autres aspects de la révolution qu'il faut mettre l'accent. Il s'agit pour les travailleurs d'obtenir satisfaction sur des revendications qualitatives qui se posent en terme de pouvoir, il s'agit d'arriver à créer effectivement des processus autogestionnaires. Or le P.S.P. est sur ce point beaucoup plus proche du P.S. français que de la social-démocratie allemande...

R. DOSSE : En ce qui concerne l'autogestion, je ne serai pas très long, parce que les positions du P.S.P. sont purement négatives. Je n'ai jamais entendu un militant du P.S.P. ou un dirigeant du P.S.P. s'exprimer véritablement sur se conception de l'autogestion, étant donné qu'il ne semble pas en avoir et qu'il prend des positions exclusivement critiques. Je n'ai pas vu un seul militant du P.S.P. intervenir au sein d'une entreprise agricole autogérée pour, d'une part, susciter, favoriser, le processus autogestionnaire et, d'autre part, pour l'établir, le consolider. La seule question concernant l'autogestion que j'ai posée à un responsable du P.S.P. avait trait à une importante entreprise de teinturerie dont le siège est à Lisbonne. Il s'était développé dans cette entreprise, un processus autogestionnaire qui semblait

Manuel Serra a sans doute commis une erreur en quittant le P.S.P.

avoir fait ses preuves, qui avait posé des problèmes comme pour toute entreprise autogérée. J'ai été étonné de voir ce responsable du P.S.P. stigmatiser uniquement les éléments négatifs qui s'étaient développés il y a trois mois dans cette entreprise pour me démontrer à moi que l'autogestion ne pouvait pas fonctionner et menait inévitablement à la catastrophe. Parler de l'autogestion avec un socialiste portugais c'est une tâche plutôt difficile...

D. TADDEI : Le P.S.P. a choisi sur le plan idéologique, très rapidement une référence autogestionnaire. A partir de ce moment là, force est de reconnaître que le P.S.P. au-delà des déclarations de principe n'est pas allé bien loin. Il faut savoir que sur le problème des comités de travailleurs, des comités de base, du processus, que l'on appelle un peu vite autogestionnaire, il y a eu trois attitudes successives. Dans un tout premier temps, les socialistes ont voulu y participer et sont allés aussi bien dans les usines que dans les quartiers faire partie de ces assemblées qui se réunissaient et qui essayaient de prendre les choses en main. Dans un deuxième temps, devant toute une série de manipulations qui se sont développées, le P.S.P. a donné le mot d'ordre, qu'il considère maintenant comme faux, de se retirer de ces commissions de façon à ne pas être utilisé, dès lors qu'il s'y développait des processus bureaucratiques. Dans un troisième temps, qui a commencé avec l'été, il s'est aperçu au contraire qu'il fallait que les actes rejoignent les paroles et justement participer à ces comités en tentant de redresser un certain nombre de pratiques qui n'ont d'autogestionnaires que le nom. Il est vital, dans la mesure où il y a maintenant un secteur public qui est devenu majoritaire dans l'économie portugaise, de voir la démocratie ouvrière, la démocratie de base se développer autrement ; faute de quoi, on aura des processus dits de capitalisme d'état et les socialistes portugais ne seront pas particulièrement à leur aise devant un tel développement de la révolution. Donc pour eux, s'ils sont conséquents, le développement autogestionnaire est la seule issue possible entre des processus bureaucratiques d'un côté et un reflux contre-révolutionnaire de l'autre. Je voudrais dire ici que l'immense difficulté qui est celle de toute l'expérience révolutionnaire portugaise vient de l'absence complète d'expérience et de pratique de la démocratie ouvrière de base dans ce pays. Cela se vérifie à travers les structures syndicales et toute une série de manipulations bureaucratiques extrêmement dangereuses parce que cela risque même d'aboutir à déconsidérer le mot d'ordre d'autogestion auprès des travailleurs. Il est absolument fondamental maintenant que la démocratie de base se fonde sur un certain nombre de règles institutionnelles pour justement éviter la bureaucratisation. Il faut un accord entre toutes les forces composantes du mouvement révolutionnaire pour convenir ensemble de la manière dont les pouvoirs de base peuvent se développer. Mais si l'on ne se met pas d'accord sur des règles de vote à bulletin secret, sur qui a le droit de voter quand on est dans une assemblée de travailleurs, sur un minimum d'institutionalisation, il est clair alors qu'il n'y aura plus que quelques groupes manipulant des assemblées et de plus en plus rejetés par la masse des travailleurs. Je crois que c'est maintenant véritablement le problème qui est à l'ordre du jour. C'est dans ce sens que je dis qu'il ne s'agit pas d'arrêter le processus révolutionnaire, mais de lui donner un approfondissement démocratique dans tout le secteur public, c'est-à-dire la moitié de l'économie portugaise.

L'impuissance du gouvernement Gonçalvès

R. DOSSE : Je crois qu'il y a une logique révolutionnaire et une logique contre-révolutionnaire. Où se trouve, où se situe actuellement le P.S.P. ?

Champion de la liberté d'expression, est-il intervenu pour protester contre l'occupation par les forces militaires des installations de radio et de télévision? Lorsque les travailleurs de la sidérurgie ont demandé à bénéficier des augmentations de salaires décrétées par le précédent gouvernement, le P.S.P. les a-t-il soutenus ? Lorsque le leader du P.P.D., Sa Carneiro, lance ses attaques déchaînées contre les communistes, Mario Soares lui donne-t-il la réplique ? Lorsque les travailleurs sont dans la rue, lorsque les militaires groupés dans le mouvement S.U.V. manifestent et proclament leur attachement à la révolution, où sont les socialistes ?

Alliance axée de plus en plus sur les forces les plus réactionnaires, ou alliance de type «front populaire» avec le P.C. et l'extrême-gauche, tant dans les partis et mouvements que dans l'armée, tel est le choix que doit faire le P.S.P. puisqu'il est, en quelque sorte, l'arbitre actuel de la situation au Portugal ?

Or, je ne nourris aucune illusion... Il y a une logique contre-révolutionnaire. Le P.S.P. va, hélas, inexorablement la suivre.

Tenons compte, également, de l'aide économique que la communauté européenne va octroyer au « bon » Portugal, de l'aide de l'Internationale Socialiste, de l' « aide » de la C.I.A. par organismes interposés. Il ne fait aucun doute que l'environnement européen et la pression américaine poussent le P.S.P. dans cette voie.

La logique de la contre-révolution passe par là. Elle passe par la protection des investissements étrangers, par le coup d'arrêt aux revendications des travailleurs, par l'austérité au niveau de la consommation des masses, par l'aide des pays capitalistes. On peut l'approuver ; on peut aussi la dénoncer. Toute la question est de savoir si on se comporte en socialiste en lui donnant un satisfecit...

D. TADDEI : Appeler contre-révolutionnaire le fait de bénéficier d'une aide de l'Internationale Socialiste, c'est une assertion que je ne reprendrai pas à mon compte. Je voudrais simplement dire : est-ce que la situation économique pouvait continuer longtemps comme cela ? Il a été très facile à Vasco Gonçalves, à partir du moment où son gouvernement allait tomber, d'essayer par quelques mesures démagogiques de s'accrocher au pouvoir. C'est une autre chose que d'assumer ensuite la situation. Personne ne nie, et pas plus l'Union Soviétique que le parti communiste portugais, la nécessité d'une aide économique extérieure. Nous avons été solidaires pour demander qu'on ne coupe pas les vivres au Portugal, que le Portugal puisse bénéficier d'une aide économique extérieure et en tout état de cause nécessaire et décisive. On ne peut à la fois demander cela et regretter de l'avoir obtenu. Mais nous n'avons pas à juger négativement ou positivement toutes les péripéties de la Révolution portugaise. Nous n'avons à nous prononcer que sur la stratégie d'ensemble parce qu'elle pose des problèmes universels qui nous concernent au premier chef. Peut-il y avoir révolution socialiste, si on ne respecte pas à toutes les étapes les principes démocratiques fondamentaux ? Peut-on parler de socialisme si les nationalisations ne s'accompagnent pas d'expériences autogestionnaires et parler d'autogestion s'il n'y a pas de démocratie ouvrière de base ?

A ce niveau seulement, le dialogue a un sens entre Portugais et Français, entre communistes et socialistes.

Daniel Mothé traite ici des conséquences de l'évolution de la technologie sur le niveau et la qualité de l'emploi ainsi que sur les rapports hiérarchiques dans l'entreprise.

Emploi et nouvelle croissance

Au-delà de la crise du capitalisme se profile la crise de croissance des sociétés industrielles qui se traduit par un gaspillage d'énergie et de matière première. Réduire la croissance actuelle ou en changer : il s'agit-là d'une réflexion qui doit servir de base à toute perspective politique.

Pour nous la question est de savoir si le socialisme est compatible avec une telle perspective ou, au contraire, si sa viabilité est indéfectiblement liée à celle d'une croissance illimitée.

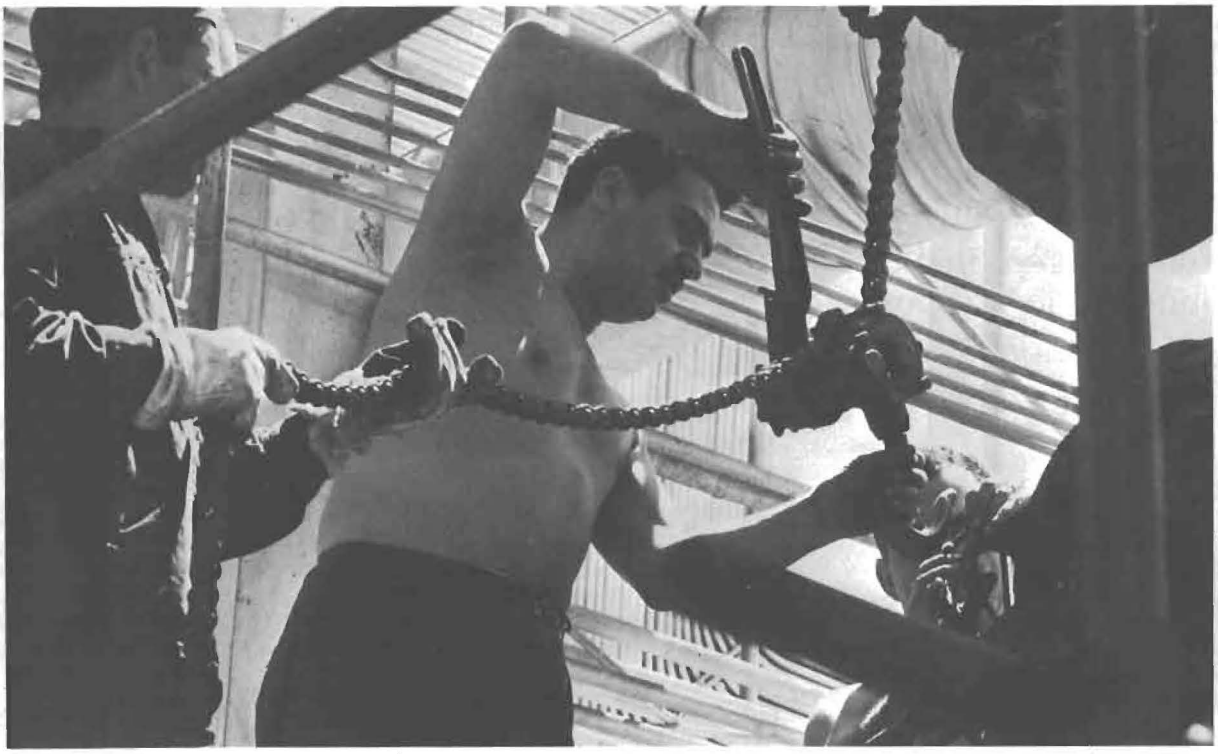
Dans le cas où nous accepterions de séparer les notions traditionnelles de croissance et de socialisme autogestionnaire, il devient nécessaire de savoir si une telle politique est toujours conciliable avec la protection et la promotion des couches les plus défavorisées. Il faut enfin savoir si l'autogestion peut s'accommoder d'une nouvelle orientation économique ou si elle est simplement un gadget pour société d'abondance.

Le fonctionnement du système productif industriel a pu se développer grâce à deux conditions qui semblent être aujourd'hui mises en cause : la profusion d'énergie et le coût modique des matières premières. Toute limitation de l'un de ces facteurs modifie le problème de la croissance tel qu'il s'est présenté depuis plus de deux siècles. On assiste alors à deux phénomènes corrolaires : la crise de la croissance et celle de l'emploi, qui sont difficilement maîtrisables par des interventions juridiques ou économiques car elles reposent sur une infrastructure technologique colossale et rigide. Le problème de l'emploi ne saurait en effet être dissocié de celui de la technologie utilisée dans la production.

Le système productif actuel consacre une partie croissante de son énergie et de sa matière première à la création et à la destruction de son propre outillage. En effet le système concurrentiel et la course éffrénée au perfectionnement d'une technologie taylorienne et productive augmente dans des proportions démentielles l'obsolescence du parc machine qui doit être détruit et renouvelé bien avant son usure.

La création technique a, jusqu'à présent, polarisé ses objectifs sur l'augmentation et la rapidité de la production en excluant d'autres réflexions de son projet tel que l'équilibre de l'emploi, les conséquences de cette accélération sur les rapports socio-professionnels, les conditions de travail, ou la longévité des produits.

Une fois conçue, la technique imprime alors au système pro-



Il n'existe pas de techniques de rechange.

ductif les tendances de ses propres manques qui ne pourraient être corrigés que par son remplacement. Or, comme en technique il n'existe pas de conception de rechange autre que celle basée sur la meilleure performance productive, on laisse l'objet technique effectuer tranquillement ses ravages en attendant qu'une autre création de remplacement accentue davantage ses effets dévastateurs.

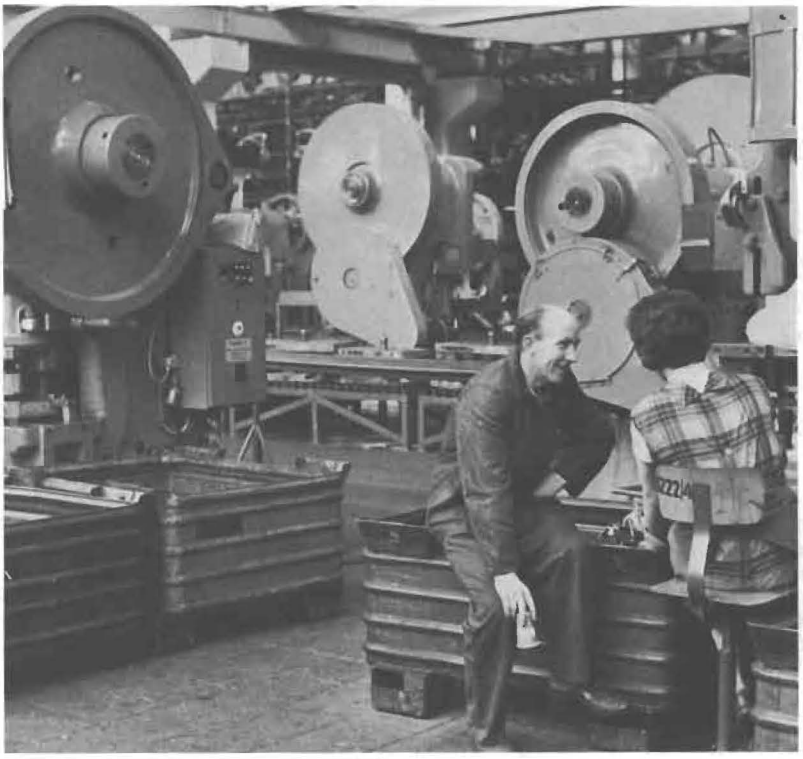
La cause du gaspillage se situe donc au niveau de ses objectifs et de sa propre dynamique interne. La technologie gaspille essentiellement parce qu'elle est conçue pour consommer de la technique.

L'autre développement du gaspillage est dû à l'obsolescence de la technique qui provoque aussi celle du produit. La découverte d'une nouvelle maniere de fabriquer crée un nouveau produit qui lui-même doit se diffuser pour permettre à la technique de se développer ; l'objectif de rentabilité du nouveau produit par des recherches de marché masque alors l'objectif primordial et fondamental de la technologie elle-même.

Le problème n'est pas d'opter entre la recherche et l'évolution technologique et une sorte de retour à l'artisinat. Le problème est politique et il porte sur le choix que l'on fait en privilégiant telle ou telle technologie. Question d'autant plus urgente que compte tenu de la technologie actuelle, toute réduction de croissance ne peut que provoquer une accélération de la crise de l'emploi.

En effet le développement d'une création technologique illimitée sur des structures sociales hiérarchiques non seulement stabilise ces structures mais elle tend même à les renforcer dans la mesure où une création technique, qui fige une relation hiérarchique, agit comme soupape de sûreté et bloque toute éventualité de bouleversement hiérarchique et de transformation sociale. La création d'une

Le problème politique est de savoir quel choix l'on fait en privilégiant telle ou telle technologie.



Comment permettre un fonctionnement autogestionnaire de l'entreprise ?

chaîne de montage par exemple, consolide la relation dirigeant-exécutant et empêche toute perspective d'un fonctionnement autogestionnaire de l'unité productive. La création d'une machine automatique donne une justification matérielle à la différence de statut entre l'ingénieur qui la maîtrise et l'O.S. qui en est le servant.

Cette rupture de statut socio-professionnel au sein même du monde des salariés est source de création et d'inflation d'emplois tertiaires tendant à assurer la liaison entre les dirigeants et les exécutants mais aussi tendant à geler un statut subalterne qui lui, est privé de tote possibilité d'évolution.

Toute solution qui, pour résorber le chômage dans le système productif, tendra à augmenter ces catégories de salariés intermédiaires, ne fera qu'accentuer les clivages socio-professionnels allant à l'opposé de toute persective autogestionnaire. Ainsi, afin de résorber le chômage dans l'entreprise, la solution qui consiste à envisager la multiplication du nombre de services destinés à assurer un meilleur fonctionnement ne fera qu'accentuer sa bureaucratisation. Le gonflement des services qui auront pour fonction d'assurer de meilleures relations sociales, service des conditions de travail, service des relations humaines, services médicaux, services de formation, services d'audio-visuel, etc... auront pour résultat de déposséder encore davantage les travailleurs subalternes de tout pouvoir sur leur travail. Les services destinés à améliorer le fonctionnement de l'entreprise par la création de services statistiques, d'innovations technologiques, de recherches de marché, de publicité, de design... augmenteront la consommation de matière grise, d'énergie et de matière première, uniquement dans le but de son propre fonctionnement. Cette dépense aura forcément des répercussions sur le salaire des

On ne résoudra pas les problèmes de mobilité professionnelle comme pendant une période de forte croissance.

travailleurs productifs qui devront en laisser une partie à ceux qui assurent ces emplois intermédiaires.

Dans le cas de la technologie actuelle, l'augmentation des postes directement productifs pourrait soulager éventuellement ceux qui subissent les plus mauvaises conditions de travail : l'afflux d'une main-d'œuvre subalterne permettant de réduire les cadences et de doubler les postes pour aboutir à une réduction appréciable du temps de travail.

Or, on s'aperçoit sur le marché du travail que même en période de chômage, les demandes des travailleurs autochtones vers les postes les plus pénibles sont peu nombreuses. Nous risquons fort de nous trouver dans une situation où conserver la technologie actuelle et augmenter le secteur tertiaire aura pour effet paradoxal de ne résoudre aucun des problèmes de la main-d'œuvre subalterne. Les travaux subalternes continuent à rebuter la population, l'embauche nécessaire pour la diminution de temps de travail et pour la diminution des cadences ne pourra s'effectuer faute de postulants pour ces emplois.

Les problèmes de mobilité professionnelle ne pourront plus être résolus comme ils l'ont été dans une période de forte croissance. Même si l'on accepte de freiner le gaspillage par un blocage de la technologie actuelle, on freinera du même coup un des principaux facteurs d'insertion sociale qui est l'espérance de promotion socio-professionnelle.

« L'avancement » professionnel est devenu en effet une sorte de norme culturelle qui a habitué le salarié à n'envisager sa vie professionnelle que sous la forme d'une ascension progressive plus ou moins rapide.

La croissance économique a impulsé une notion particulière de progrès qui est interprétée par le salarié à la fois comme une augmentation progressive de richesse et comme une amélioration du statut social et professionnel.

Or, toute stabilisation de l'économie mettra en cause non seulement cette notion de progrès « consommatoire », mais aura surtout des répercussions dans la profession, qui se traduiront par un ralentissement de la mobilité sociale et même par une stabilisation de statut, ce qui apparaîtra comme une rupture culturelle avec nos habitudes actuelles qui sont ancrées jusque dans notre culture syndicale.

La diminution de l'innovation technologique, si elle aboutit à une diminution du gaspillage, entraînera en particulier une fixation des emplois de cadre et techniciens. En effet l'innovation technologique était une grande consommatrice de ces catégories socio-professionnelles. En provoquant un développement du secteur tertiaire, l'obsolescence des techniques allait aussi de pair avec l'obsolecence des personnes détentrices de ces techniques. La fin, ou du moins l'atténuation considérable de cette orientation, fermera les robinets de la promotion professionnelle dans ces zones en fermant aussi les débouchés professionnels des jeunes qui sortent des grandes écoles ou des IUT. La fixation du fonctionnement industriel entraînerait la diminution d'un apport de matière grise qui a été pendant ces dernières années une des caractéristiques du système industriel.

Cette tendance à la stabilisation du statut socio-professionnel sera la cause d'une crise et la source de conflits considérables de la même manière que lorsqu'une file de personnes en pleine vitesse se trouve stoppée

Créer une technologie participative et non une technologie élitiste.

par l'arrêt ou le ralentissement des premiers.

La crise ne menace pas seulement les couches moyennes et supérieures des salariés, cadres et techniciens, mais aussi les couches de travailleurs subalternes. Bien avant la récession, une nouvelle cause de malaise est apparue chez les travailleurs sous la forme d'absentéisme, de turn over et d'allergie au travail qui s'est manifestée sous forme de conflits ras-le-bol traduisant une sorte. de refus des travaux idiots et pénibles. Or, dans le cadre de cette technologie et dans la perspective d'une diminution de la croissance, nous assisterons à une stabilisation socio-professionnelle de ces couches qui ne pourra plus être estompée par l'apport de main-d'œuvre étrangère. En effet, dans les pays industriels, la croissance avait permis aux subalternes nationaux de gravir les échelons hiérarchiques grâce à leur remplacement par les immigrés. Le ressentiment provoqué par cette stagnation sera d'autant plus fortement ressenti qu'il se produira sur une population de plus en plus scolarisée.

Un blocage de la mobilité professionnelle de l'entreprise ne fera qu'accentuer les conflits qui opposent aujourd'hui la promotion par les diplômes qui apparaîtront de plus en plus sous leur véritable fonction de barrage et de sélection n'ayant aucun rapport avec les exigences du travail demandé. Le décalage entre le faire et le savoir apparaîtra encore plus criant, plus absurde, plus artificiel.

Trouver des solutions à la crise de l'emploi consistera à modifier non seulement les rapports sociaux, juridiques et économiques au sein de l'entreprise mais aussi à permettre la réalisation de cette modification en agissant sur la technique qui devra répondre à certaines caractéristiques.

Permettre une intellectualisation du travail subalterne actuel, c'est-à-dire réduire l'état de subalternité et non pas le nombre de subalternes. Il s'agira de la création d'une technologie participative et non plus d'une technologie élitiste, ce qui ne manquera pas d'avoir à son tour des répercussions sur les structures professionnelles avec une disparition progressive de fonctions spécifiquement techniques, spécifiquement gestionnaires, administratives, prospectives, etc..,

Permettre une réduction de temps productif proprement dit en intégrant chez les manuels une partie des tâches gestionnaires et de contrôle, mais par ailleurs permettre une intégration des travailleurs intellectuels et des tertiaires dans les fonctions purement manuelles et productives. Le remplacement des tructures hiérarchiques par des structures horizontales devrait permettre d'autre part d'envisager la libération d'un grand nombre de fonctions inutiles et de ce fait pouvoir envisager une réduction sérieuse du temps de travail pour chacun.

L'orientation vers une autre croissance est un problème politique qui implique au départ un projet de société et une action sur l'infrastructure technologique.

La perspective autogestionnaire a jusqu'à présent élaboré un projet de société non hiérarchique, égalitaire tant au plan des fonctions que des salaires. **Il lui reste à donner corps à des orientations sur les éventuels supports technologiques qui pourront permettre ces réalisations.** L'avantage d'une telle réflexion est qu'elle se situe au plein cœur de la vie productive et qu'elle donne la parole aux techniciens créateurs de techniques et aux travailleurs qui les subissent. Il y a là une nouvelle mine de création politico-technique pour le mouvement ouvrier et pour la gauche.

Daniel MOTHE.

INTERVIEWS

Nous avons demandé à Santiago Carillo, secrétaire général du Parti Communiste Espagnol, et à l'un de ses collaborateurs, M. Melchor, membre du Bureau politique du P.C.E., de nous donner leur point de vue sur l'avenir de l'Espagne et le rôle des différentes forces de gauche. On trouvera également le point de vue des camarades de la Convergence démocratique de Catalogne sur cet interview ainsi qu'une lettre de l'Union Syndicale Ouvrière à la suite de l'article d' Antoine Blanca paru dans notre premier numéro (page 64).



S. Carillo

L'Espagne aborde la période du « post-franquisme », les structures économiques du pays ont été fondamentalement transformées depuis bien des années. On parle d'un « miracle économique ». C'est votre avis ?

La croissance économique, capitaliste, est incontestable. Mais voyons la réalité de plus près. Tout d'abord, en 1959, le niveau économique du pays n'avait pas encore celui de 1936-37. Cela a constitué vingt ans de sous-développement. Ces vingt années d'exploitation brutale des ouvriers et paysans ont permis une certaine accumulation des capitaux détruits par la guerre. La classe ouvrière, qui n'avait pas de possibilités d'auto-défense — ni de syndicats, ni de partis politiques — était effectivement surexploitée : en Espagne, les salaires étaient les plus bas de l'Europe. Quant à la croissance économique ultérieure, on l'explique généralement par trois facteurs : l'aide américaine, la rentrée de devises due à l'émigration des travailleurs, et le tourisme. Mais ce qui pour nous est décisif, ce sont ces vingt années d'accumulation brutale du capital. C'est celle-ci qui a rendu possible la croissance ultérieure.

En termes sociologiques, en termes de classe, qu'est-ce que l'Espagne aujourd'hui ? Qui dirige le pays ?

Au plan politique, il ya quelques camarillas, quelques clans qui se sont détachés de plus en plus du reste de la société, y compris des capitalistes. Au plan économique, il y a l'oligarchie économique, financière, industrielle, qui tient les rênes du pouvoir. Mais pendant les dix dernières années, et particulièrement les cinq dernières années, le divorce général entre le pouvoir politique constitué par les clans franquistes et le pays s'est accentué jusqu'à l'extrême.

Voulez-vous dire que le régime franquiste est entré en contradiction avec les éléments décisifs de la classe capitaliste ?

Certainement. Pendant la première période du franquisme, le régime a été le garant du développement capitaliste sur la base de l'exploitation la plus bru-

tale des classes laborieuses. Mais, actuellement, le régime franquiste est un obstacle à ce même développement. Le néo-capitalisme espagnol qui entre dans une nouvelle phase, a besoin de rapports plus approfondis avec le capitalisme des pays occidentaux.

Est-ce que Juan Carlos peut être considéré comme le représentant de cette classe capitaliste qui aspire à se débarrasser de Franco et d'une certaine manière, des structures franquistes ?

Nous croyons qu'il faut nuancer. La classe capitaliste espagnole recherche un pouvoir politique stable, un pouvoir politique à l'européenne, une démocratie politique, mais des pouvoirs capitalistes. Si Juan Carlos pouvait jouer ce rôle, il serait leur candidat. Le néo-capitalisme a besoin d'un autre pouvoir.

Il s'agirait d'une sorte de « démocratie limitée » ?

Concrètement, cela voudrait dire une démocratie où la classe ouvrière et ses partis — et plus particulièrement le Parti communiste — ne puisse pas jouer le rôle qui correspond à sa force dans la société espagnole. Mais cela est un rêve vain... Mais on ne saurait exclure une pareille hypothèse. Toutefois, les forces les plus dynamiques en Espagne savent que l'idée d'une « démocratie limitée » est irréelle.

Pour le proche avenir, peut-on envisager en Espagne la naissance d'un parti conservateur selon le modèle britannique, par exemple, ou bien d'un parti chrétien-démocrate selon le modèle allemand ?

Nous envisageons la naissance d'un tel parti politique, mais qui se situerait plutôt au centre gauche. Nous pensons au courant représenté par M. Jimenez qui, influencé par les courants au sein de l'Eglise, défend les conceptions de la gauche démocrate-chrétienne.

Et la gauche espagnole ? Quelle influence exerce, selon vous, le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (P.S.O.E.) et l'U.G.T., organisation syndicale proche du Parti Socialiste ?

Le Parti Socialiste est aujourd'hui mal implanté dans le pays...

Pourtant, et contrairement au Parti Socialiste Portugais, le P.S.O.E. a une longue tradition à l'intérieur du mouvement ouvrier. Il n'est pas concevable que ce parti ne joue pas, demain, un rôle important.

On ne peut pas porter un jugement pour demain avec les éléments dont nous disposons



Y aura-t-il un franquisme sans Franco ?

aujourd'hui. A notre avis, le Parti socialiste a perdu 30 ans de son existence : 30 ans où il fallait faire des efforts pour exister, pour jouer un rôle, pour s'implanter...

Voulez-vous dire que le Parti socialiste n'a pas eu d'activité réelle sous le régime de Franco ?

Une activité très limitée, ponctuelle.

Mais enfin, son existence répond bien à quelque chose, dans la société espagnole ? Un large secteur de l'opinion publique doit se reconnaître dans les conceptions du Parti socialiste ?

Nous n'allons pas parler de la guerre civile ou de la période d'avant : à présent, il y a effectivement une frange de la population qui doit se considérer comme représentée par le Parti socialiste. Quant à l'U.G.T., organisation syndicale proche des socialistes, les événements démontreront son influence réelle.

Qu'est devenu le mouvement libertaire qui a toujours exercé une très grande influence avant et pendant la guerre civile, en particulier en Catalogne et en Andalousie ?

La F.A.I. (Fédération Anarchiste Ibérique) et particulièrement la C.N.T. (Confédération Nationale du Travail, anarcho-syndicaliste) a été une grande force ouvrière. C'est un phénomène typiquement espagnol, mais qui aujourd'hui a disparu : tant par le fait même de la guerre civile qu'à cause de la contradiction éclatante entre l'idéologie anarchiste et le besoin d'une activité politique qui n'était plus anarchiste. L'idéologie anarchiste a disparu pendant la guerre : un anarchisme qui est présent au gouvernement, qui fait partie de l'armée et qui doit exercer une activité policière, ce n'est plus de l'anarchisme. Aujourd'hui, dans la nouvelle réalité espagnole, le mouvement anarcho-syndicaliste a fini par ne plus comprendre les réalités du nouveau mouvement ouvrier.

Quelle influence ont les différents groupes gauchistes, tel que le FRAP et d'autres ?

Il y a aujourd'hui en Espagne un nouveau gauchisme. Il est la maladie infantile des forces qui se détachent de la petite bourgeoisie, qui cherchent leur chemin et ne le trouvent pas enco-

re. Nous pensons au phénomène anarchiste : c'était l'apprentissage, par la classe ouvrière, de l'action révolutionnaire, c'était la tentation de la violence, de l'action directe, l'expression du désespoir des travailleurs à l'époque où ils ne disposaient pas encore d'une force organisée. De même, aujourd'hui : il y a dans les mouvements révolutionnaires beaucoup d'hommes, de jeunes, issus de la petite bourgeoisie et du mouvement universitaire et qui font leur apprentissage révolutionnaire. Il y avait aussi une réaction contre le stalinisme.

Le stalinisme : il nous semble que le P.C. espagnol a été, surtout pendant la guerre civile, un parti typiquement stalinien qui a suivi fidèlement les consignes provenant de Moscou. Et aujourd'hui ?

Il y a eu une révision. Nous avons révisé cette conception qu'on peut qualifier de stalinienne, du pouvoir monolithique. On avait, si vous voulez, une conception très militaire.

Aujourd'hui, en lisant la littérature du P.C. espagnol ou en vous écoutant, on a le sentiment d'une énorme faculté d'opportunisme : vous préconisez l'alliance avec les monarchistes, les démocrates-chrétiens, tous les « démocrates » quels qu'ils soient. On se demande ce que devient dans tout cela votre vision socialiste.

Nous sommes des marxistes-léninises, ce qui signifie être capable de faire face, chaque jour, à une situation nouvelle. Cela dit, nous n'avons pas la prétention d'être **LE** parti ouvrier, mais d'être le principal parti ouvrier.

En quoi consistent aujourd'hui les divergences entre le P.C. et le P.S.O.E. ?

Quant à la vision d'une société future en Espagne, nous pensons que les divergences devraient être assez minimes. Nous envisageons une collaboration étroite avec le Parti socialiste, et nous sommes intéressés à l'existence d'un grand Parti socialiste, parce que nous ne concevons pas la société espagnole, même dans son secteur populaire, comme quelque chose de monolithique. C'est une société hétérogène composée par des couches très diverses du milieu ouvrier. Il y a de la place pour tous.

Quant à votre vision du socialisme : c'est, en gros, des nationalisations, avec sur le plan politique, l'existence de plusieurs partis politiques ?

Nous l'avons dit dans notre programme. Nous concevons une société assez stable, une démocratie très large sur les plans politique, social et économique, avec des nationalisations très poussées dans les industries de base et de pointe, avec, toutefois, la survivance de moyennes et de petites entreprises.

Le P.C. Portugais s'est dressé contre l'existence de plusieurs organisations syndicales. Votre position, en ce qui concerne l'Espagne ?

Les travailleurs espagnols souhaitent aujourd'hui une seule organisation syndicale. Mais en aucun cas nous ne concevons l'unité syndicale comme une décision prise au « sommet », non seulement par décret, mais aussi par une décision du P.C., du P.S., ou des partis de la gauche démocrate-chrétienne. Non, cela doit être une décision des travailleurs. Nous accepterions une telle décision.

Pour vous, le socialisme, ce sont les nationalisations, ou c'est quelque chose de plus, l'autogestion, par exemple ?

Le concept de l'autogestion ne nous choque nullement. Nous croyons que l'apport le plus important que, en Europe Occidentale, nous puissions faire au socialisme, c'est l'autogestion au plan de la société, des entreprises. Il faut inventer, il faut être créateur. Il nous faut trouver une formule qui combine l'autogestion des entreprises avec l'autogestion de l'ensemble de la société, ce qui ne peut se faire qu'à l'aide de plans, de la planification de l'économie au niveau supérieur ; mais à partir de l'autogestion.

Nous voudrions ajouter un mot : jusqu'à présent les socialistes ou les sociaux-démocrates n'ont pas construit le socialisme et nous voulons le construire. Et nous souhaitons que les socialistes et les communistes, ainsi que les chrétiens de gauche socialisants et les nouvelles forces politiques qui vont apparaître, tous ensemble, construisent un socialisme dans la liberté et dans la démocratie.

Propos recueillis
par **Gérard SANDOZ.**

Contre les crimes fascistes.



Photos : Fotolib : p. 9, 11, 25, 27, 30, 36, 37, 47, 48. 49, 56, 53. Viva : p. 8 (H. Gloaguen), p. 31, 53 (Guy Lequerrec), p. 58 (Martine Franck), p. 57, 51, 44, 43 (Henri Cartier Bresson), p. 35. B. Lamoureux : p. 52, 14, 20. Snark International p. 29. Sipa-Press : p. 3, 4, 5, 7, 28. Keystone p. 12. AFP p. 12. Gamma p. 12. Action Press p. 6. Berenger p. 17.

LA NECESSAIRE UNITË

La Convergence Socialiste de Catalogne dont nous publions ici le point de vue s'est créée en 1973 à partir de l'ancien mouvement socialiste catalan. Elle est à l'origine de la tenue de la « Conférence Socialiste Ibérique », qui constitue la troisième force de l'opposition espagnole avec la « Plateforme » et la « Junte » démocratiques.

Nous sommes en accord de principe aussi bien sur l'analyse de la situation en Espagne faite ici par Carillo que sur son intention de consolider l'union des forces démocratiques en rejetant un roi qui ne ferait que marquer par l'institution monarchique un simple aménagement du franquisme. Nous nous réjouissons aussi qu'une mention ait été déjà faite par le P.C.E. de la formation d'un gouvernement provisoire non seulement à Madrid, mais aussi en Catalogne, Pays Basque et Galice. Bien entendu, c'est en Catalogne que s'est formée la première plate-forme politique avec la participation de tous les partis de l'opposition : « l'Assembléa de Catalunya ».

Avec la récente déclaration commune de la « Junta Democracia » et la « Plataforma de Convergencia Democratica » s'annonce déjà cette union au niveau national que nous avons toujours souhaitée. Cette déclaration a certainement une signification bien plus large que celle que lui ont prêté ceux qui n'y voient qu'une entente entre le parti communiste et le parti socialiste ; d'autant plus qu'il y a des socialistes dans la Plate-forme et la Junte et des socialistes qui, comme nous et la Conférence Socialiste Ibérique sont favorables à la constitution d'un organisme qui regroupera les deux formations.

Il reste que le jeu et l'espace politique qu'auront dans l'avenir immédiat les forces démocratiques ne leur sera pas donné, mais conquis par la pression et la lutte des masses. Bien entendu, l'unité de ces forces de rupture sera menacée autant par n'importe quel régime post-franquiste que par l'influence des Etats-Unis qui semblent vouloir conseiller à certains partis de jouer le jeu de la continuité.

C'est pourquoi nous croyons que seule une gauche unie et solide — c'est-à-dire, qui ne se contente pas de simples accords de principe mais développe une véritable stratégie commune — peut disposer d'une crédibilité suffisante pour convaincre le centre et la droite libérale de s'en tenir à la vraie rupture démocratique. La force et la solidité de cette union, c'est au parti communiste et à un parti socialiste élargi de la fournir : un parti socialiste qui rallie toutes les organisations, groupes et tendances non communistes qui tirent leur force des mouvements de base. Or, ce grand P.S. est à créer, et nous rejoignons là-dessus les mots de Carillo et Melchor sur les limites et le caractère ponctuel de l'action du PSOE. Seul un grand parti socialiste pourra éliminer les dangers de l'opportunisme électoraliste, du centralisme intérieur et de l'atlantisme extérieur par lequel le P.S.O.E., tel la vieille S.F.I.O., peut bien être tenté.

Quant aux thèses de Carillo et Melchor sur l'anarchisme, l'E.T.A. et le gauchisme, nous croyons qu'il faut encore les nuancer. Le gauchisme n'est pas seulement « la maladie infantile de la petite bourgeoisie » mais aussi, comme il le laisse déjà entendre, « la maladie sénile du stalinisme » caractérisé chez nous par 36 ans d'impuissance politique. Quant à l'E.T.A., elle dispose d'une implantation effective et d'une ligne qu'on peut certes contester, mais nullement ignorer ou même qualifier trop légèrement « d'alliée objective » de la réaction. Les choses sont pour le moins plus complexes.

Enfin, au risque de nuire à l'image de notre « typologie » politique habituelle, il faut reconnaître que l'anarchisme traditionnel est aujourd'hui peu enraciné chez nous. Pourtant nous ne sommes pas sûrs qu'une partie au moins de ce que l'anarchisme revendiquait en 1937 ne soit encore aujourd'hui à conquérir (il suffit de lire par exemple le texte du féminisme anarchiste catalan pour voir à quel point il est encore à l'avant-garde).

Ce qu'il faut surtout retrouver, c'est sa perception du décalage qui existe toujours entre les organisations de l'Etat (et même celles des partis progressistes) et la pluralité et l'autonomie des forces sociales réelles que d'ailleurs on a vu tout récemment proliférer. Il s'agit là de forces, de besoins et de tendances particulières que les appareils politiques risquent toujours de négliger.

Convergence Socialiste de Catalogne.

Notes et critiques

Régis Debray : l'indésirable

Le Seuil, 280 p.

L'indésirable a reçu, de plusieurs critiques parisiens, un accueil aigre-doux qui mériterait quelques commentaires. A les lire, il semble qu'on pardonne mal à l'auteur d'être Régis Debray. Ce qu'on saluerait comme un « éclatant début » de la part d'un inconnu, on ne l'accepte pas de l'ancien prisonnier de Camiri. Ou alors, il faudrait qu'il s'identifie à une autre figure de légende (passablement défraîchie d'ailleurs), celle d'André Malraux, et qu'il récrive *La condition humaine*. Mais Régis Debray n'a voulu ni pasticher Malraux, ni tirer les conclusions de sa propre expérience. Pour des raisons qui le regardent et lui seul, il a changé de terrain. Il est passé, provisoirement, de la Révolution à la littérature, et, comme il s'en est fort bien expliqué à la télévision, quand on écrit un roman, on ne fait pas un acte révolutionnaire. On fait un livre, ce qui est bien différent, et entraîne de tout autres conséquences.

Il faut donc essayer de lire *L'indésirable* comme il a été écrit : en oubliant le nom de l'auteur et l'aventure qui a fait de lui, voici quelques années, une sorte de héros national de la gauche française. *L'indésirable* est d'abord un roman qui est nourri de l'aventure de l'auteur : on n'écrit jamais qu'à partir de ce que l'on a vécu, senti. Mais on n'écrit jamais non plus ce que l'on a vécu, senti. La vieille théorie du « reflet » n'a aucun sens pour cette simple raison que l'espace de l'écriture n'est pas l'espace vécu : par définition, il relève du possible et non pas du réel. Et je suis bien convaincu qu'au moment ou Debray a entrepris ce nouveau voyage, il ne savait pas lui-même où il allait ; il écrivait pour le savoir.

J'ai lu *L'indésirable* comme un roman d'amour, dont la figure centrale est une jeune femme nommée Celia. Mais Celia étant aussi une révolutionnaire — non pas une révolutionnaire, la Révolution même, avec tout ce que cela implique de rigueur et d'apparente insensibilité — on peut dire de la même façon que *L'indésirable* est le roman de



Pas seulement Mao...

la Révolution. Amour plus Révolution, cela signifie que ce qui est en jeu dans le livre est, à travers les exigences d'une entreprise collective, l'exigence non moins vive de la relation privée. Face à Celia, l'implacable militante, Manuel, le vieil anarchiste, et Franc, le jeune intellectuel révolutionnaire rongé par le doute (qu'on se rassure : les personnages ne sont pas aussi stéréotypés que ces qualificatifs rapides semblent l'indiquer), ont en commun d'être d'abord des individus. Ce qui veut dire, pour Franc notamment, d'avoir une enfance, des affinités, des désirs, des fantasmes — un monde personnel que la Révolution ne supprime pas, mais à travers lequel, au contraire, elle est vue et vécue, et sans lequel, sans doute, il n'y aurait même pas de projet révolutionnaire. C'est ce qui fait, à mon sens, la modernité du livre de Debray : roman politique telle qu'elle apparaît en 1975, dans un univers où ne sont pas passés seulement Staline, Mao et Fidel, mais aussi Freud et Sartre. Livre désenchanté ? Debray s'en défend, même si le sacrifice final de Franc à la « cause » apparaît bien romantique et bien peu positif. Roman de la complexité en tout cas. D'une époque où les révolutionnaires ne se déplacent plus avec la même sûreté de mouvement, ne s'engagent plus avec la même confiance aveugle qu'il y a un demi-siècle. Claude Manceron, parlant de *L'indésirable*, a dit « J'ai rarement lu un livre aussi réconfortant que ce livre désespéré ». On pourrait ajouter : un livre aussi tendre que ce livre amer.

Bernard PINGAUD.

Echec scolaire et réorganisation psychologique

Robert Ballion
Thèse - Paris V

Parce que le combat des idées, comme le combat politique, s'accomode en général mal des nuances, l'apparition d'une théorie nouvelle a souvent pour effet paradoxal de figer provisoirement toute recherche critique dans le domaine considéré. Ainsi, nous savions depuis « Les Héritiers », de Pierre Bourdieu, que l'école n'était pas ce merveilleux instrument de démocratisation rêvé par la gauche de la 3e République, mais bien au contraire un instrument de reproduction de la stratification sociale établie ; à l'usine les fils d'ouvriers, dans l'enseignement supérieur les enfants de la bourgeoisie. Cette révélation était à ce point frappante que dans l'esprit de nombreux socialistes, notamment enseignants, l'école était peu à peu devenue « le » facteur de la reproduction sociale.

C'est dire qu'en s'attaquant au problème de l'échec scolaire dans les milieux favorisés, Robert Ballion heurtait de front bien des préjugés et semblait presque mettre en cause certaines réputations établies (cela expliquerait-il pour partie les réactions agressives de Pierre Bourdieu pendant la soutenance de la thèse, comportement inadmissible dont rendait compte Le Monde du 15 octobre ?). Pourtant, 40 % des enfants de familles aisées n'obtiennent pas leur baccalauréat et se trouvent donc rejetés par l'école officielle, menacés de « déclassement ». Que deviennent-ils ?

Robert Ballion suit leur cheminement à travers les sentiers des écoles privées spécialisées et notamment des « boîtes à bac ». Il nous montre comment ces écoles, à partir d'élèves traumatisés (l'échec scolaire est vécu de façon d'autant plus dramatique que le niveau est élevé) et tentés de fuir dans l'irréel, forgent des personnalités nouvelles, construites sur une volonté féroce de réussite, l'absence de toute référence morale, une relation à l'autre réduite à des critères exclusifs d'utilité. A l'idéologie fondée sur la réussite scolaire se substitue ainsi progressivement une idéologie « naturaliste » où la force constitue la valeur centrale ; l'instinct de conservation a été utilisé dans ce qu'il a de plus profond et les valeurs nouvelles qui émergent présentent d'étranges relents fascinants. Et nous découvrons qu'au bout du compte la classe dominante va réussir à récupérer la majorité de ses enfants perdus, en utisant au mieux les caractéristiques ainsi développées ; la moitié de la population des échantillons considérés se retrouvera spécialistes de relations publiques ou agent d'encadrement du personnel...

En se soumettant aux impératifs d'une authentique recherche scientifique, fondée sur l'acceptation de la totalité du réel dans sa complexité, Robert Ballion a au bout du compte mis à jour une facette inconnue des mécanismes de la reproduction sociale dans la France de 1975.



Dans l'école, point de salut ?

La démocratie locale : un préalable.

« L'INFORMATION DANS LA CITE »
de Roger Beaunez
et Francis Kohn

Les Editions Ouvrières
29,00 F.

Chacun s'accorde pour reconnaître que la démocratie de délégation dont le suffrage universel du XIXe siècle est l'accomplissement se trouve très profondément perturbée par le perfectionnement des moyens de diffusion de masse. Lors de la campagne électorale, l'électeur est soumis à la manipulation des mass media. Pendant l'exercice d'un mandat, quel qu'il soit, se posent les problèmes complexes de la communication entre l'élu et les électeurs qui l'ont délégué. Cette difficulté joue d'ailleurs dans le sens ascendant, comme dans le sens descendant. Par quelles médiations — supports matériels et personnes — l'élu qui le désire vraiment peut-il se mettre à l'écoute d'une population ? Mais aussi, comment l'élu peut-il prendre l'initiative de consultations vivantes, de comptes rendus de mandat, de retombées d'informations et d'appels permettant, à leur tour, l'initiative, la mobilisation, des citoyens, voire leur auto-organisation ?

Une volonté politique allant dans le sens d'une participation active du plus grand nombre aux responsabilités, comme une amorce vers l'autogestion par une éducation des futurs autogestionnaires, doit s'incarner dans des formes qui utilisent toutes les ressources, aujourd'hui bien connues, sinon maîtrisées, des sciences humaines et des techniques d'expression.

Les hommes politiques traditionnels, de tous bords politiques, sont de moins en moins nombreux à nier cette évidence. L'heure n'est plus aux réunions classiques dans les préaux d'école, aux comptes rendus de Conseils Municipaux et aux enquêtes légales affichés dans le coin le plus obscur des couloirs de la Mairie. Nous passons du garde-champêtre à la télévision par câble. Mais la capacité de « récupération » des hommes politique est immense. Ceux

qui « veulent faire moderne » maîtrisent parfaitement « l'information - bidon », « l'information-vaseline», le vin d'honneur propice à l'autosatisfaction, la plaquette sur papier satiné, trois mois avant le renouvellement d'un mandat, la fausse participation, la mise en place de pseudo-associations qui ne sont que la voix de leur maître...

La rétention de l'information et sa diffusion truquée sont les meilleures manières, pour les notables, de perenniser leur médiation antidémocratique. L'administration, elle aussi, a intérêt à travailler dans les sphères occultes des « technostructures » — dans lesquelles les notables ont leur entrée, pour devenir « des points de passage obligé », rendre des services, se créer une clientèle. Les technocrates, cachés derrière l'imperméable maquis réglementaire, emploient un langage ésotérique qui maintient la communication au niveau des initiés. La caricature d'instruction civique à l'école ne permet, en aucun cas, un quelconque décryptage. Une immense complicité « de classe » maintient les travailleurs dans une ignorance démobilisatrice. Il leur est très difficile d'arracher les informations qui permettraient d'alimenter solidement leurs luttes locales, ou simplement de juger objectivement des choix de leurs élus entre deux consultations électorales.

Ce sont les problèmes de ce type que se posent Roger Beaunez et Francis Kohn, au long du dernier livre de la collection «Pouvoir local », collection liée à l'ADELS et à la revue « Correspondance Municipale » et ceci dans le seul cadre de la vie communale.

Les auteurs s'attachent à multiplier les comptes rendus d'expériences positives et négatives : le cas de 41 communes, très variéese, est examiné plus ou moins longuement. Les conseils pratiques, souvent présents sous la forme de questions et de réponses, donnent à l'ouvrage une grande valeur opérationnelle : les services municipaux d'information, les bulletins municipaux, les relations avec la presse locale et départementale, le montage audio-visuel, les expositions, les techniques télévisuelles, les panneaux d'affichage municipal, les opérations « portes ouvertes », l'information relative aux séances du Conseil Municipal et particulièrement à ses choix budgétaires, « l'information-consultation », sont tour à tour passés longuement en revue, ainsi que la mode de relations entre les élus et les associations locales. Les réflexions de synthèse n'apparaissent qu'après un long et patient labourage du concret.



L'information dans la cité.

Le livre peut donc secouer les citoyens et les associations contre l'autorité solitaire du notable et der « à recréer des foyers de citoyenneté active », promotrices aujourd'hui des luttes dans le cadre de vie, et demain des structures locales de l'autogestion socialiste. Il peut être aussi un vademecum pour ceux qui sont déjà élus et qui veulent sortir des routines et des ambiguités social-démocrates. Il peut être enfin un pan important des futurs programmes de ceux qui partiront bientôt à l'assaut !

Georges GONTCHAROFF.

Jean-Pierre MOUNIER.
La définition judiciaire du politique.

Thèse Paris I, 1975, multigraphiée.

L'affaire du juge de Charette pose à nouveau le problème des rapports entre justice et politique. La thèse de Jean-Pierre Mounier vient à point nommé apporter de précieux éléments de réflexion sur ce sujet. Dans la conception classique, on oppose justice et politique : plus la justice est politisée, moins elle répond aux critères d'impartialité qui assurent le triomphe de l'équité et du droit. Et d'évoquer à un extrême les purges sanglantes des tribunaux révolutionnaires, à l'autre la sévérité du juge de paix ou de la Cour de Cassation soupesant avec soin les données de la cause.

Mounier prend le contrepied de cette vision. S'appuyant sur une théorie de la violence symbolique, il montre comment la justice exerce d'autant mieux sa fonction politique qu'elle se déclare — et se croit — détachée des contingences politique. « Quand la justice sert trop évidemment la vindicte du pouvoir, elle ne peut tout au plus qu'éliminer des opposants ; elle est incapable de disqualifier l'opposition... La justice politique fabrique des héros et des martyrs ; l'impassible justice les transforme en vauriens ou en malfaiteurs». Suit une leçon d'anatomie sur «l'impassible justice », dont la distance prise par rapport au pouvoir assure l'efficacité de la fonction symbolique.

La violence des rapports sociaux peut attirer cette belle image et conduire la justice à expliciter sa fonction politique. Mounier, étudiant les périodes de crise, montre en quoi elles opèrent comme le révélateur sur la pellicule photographique, faisant ressortir la réalité des choses, dans le discours symbolique.

Cette crise révélatrice peut être extérieure à l'appareil judiciaire, mais aussi intérieure. Une sociologie de la magistrature, expliquant l'émergence d'une magistrature progressiste, incarnée en particulier par le Syndicat de la Magistrature vient conclure l'étude. Le juge de Charette s'y reconnaîtra-t-il ?

J.-P. COT.

LA FRANCE INEGALE

Laurent FABIUS
Hachette

« On tourne un film à grand spectacle sur les guerres de l'Empire. L'armée napoléonienne est reconstituée avec force détails et moults figurants. A neuf heures du matin, le premier jour du tournage, a lieu l'appel des figurants : « Toi tu prendras un habit d'officier, toi un uniforme de caporal, toi de soldat ». A midi, c'est la pose du déjeuner. L'armée va à la cantine, chacun s'assied. Résultat de trois heures de tournage : les officiers mangent d'un côté, les non-officiers de l'autre. »

Le livre de Laurent Fabius est ponctué de telles histoires. C'est dire combien il se lit comme un roman, tant l'auteur a mis de talent à raconter l'inégalité plus qu'à la disséquer comme le font les manuels d'économie. Sur le plan de la pédagogie, de la mise à la portée de tous de phénomènes complexes, le résultat est remarquable .Mais ce n'est pas le seul qui le soit. Car Fabius ne limite pas son sujet aux seules inégalités financières. Il bro

se un tableau complet de la France inégale en évoquant par exemple l'inégalité devant la santé, devant la justice, devant l'inflation.

Sur le plan politique enfin, le livre de Fabius est un excellent ouvrage de formation. Qu'il s'agisse de la critique des thèses de Stoleru, conseiller de Giscard, sur l'impôt négatif ou des propositions du rapport Meraud sur la lutte contre les inégalités durant le VIIe Plan, Fabius pose avec rigueur et clarté les orientations socialistes. Le fondement de son argumentation est de dire que « l'inégalité est un solde ». Ce n'est pas une malformation de la société qui tombe du ciel ; c'est le solde, la conséquence finale, des rapports de pouvoir qui structurent cette société. C'est pourquoi la faiblesse radicale du « changement » giscardien c'est, écrit Fabius, « la prétention à changer le mode de relation et la situation des individus sans changer ce qui détermine ce mode et cette situation ». C'est « la croyance qu'on peut réduire l'inégalité en raisonnant toutes choses inégales par ailleurs ».

J.G.

cinéma 75

nº 203 - novembre 75

Jean-Luc Godard
Jean-Marie Straub
Brecht et le cinéma
Le cinéma Tessinois

Réflexions sur Fassbinder.

En vente partout
8 Frs.

CINEMA

LE VOYAGE DES COMEDIENS de THEO ANGELOPOULOS

Comment décrire, faire ressentir, au-delà de la reconstitution historique classique treize années d'histoires de la Grèce, treize années noires, tragiques, de la dictature fasciste de Métaxas en 1939 à celle du maréchal Papagos en 1952, avec pour principaux épisodes quatres occupations étrangères italienne, allemande, anglaise, américaine) et une guerre civile, tel a été le projet — parfaitement réussi — de Théo Angelopoulos, l'auteur de **Reconstitution** et de **Jours de 36.**

Inspiré, sans aucun doute, par Jancso, le réalisateur grec va encore plus loin que lui dans la construction d'un récit historique, anti-épique, anti-sentimental, se refusant à l'identification entre personnages et spectateurs, maniant continuellement l'élipse, et surtout le retour en arrière ou l'allée en avant à l'intérieur d'un même plan. La vérité d'une image, explique Angelopoulos, n'a rien à voir avec la vraisemblance ou le naturalisme. « Je mets en scène des idées, pas des comportements psychologiques, ou des images rassurantes pour la petite bourgeoisie. Je crois plus fort de montrer par une absence la présence. »

C'est ainsi que l'occupation anglaise est indiquée — très rapidement — par la présence d'un Ecossais à kilt et cornemuse qui traverse une place au milieu de laquelle gisent deux cadavres qui viennent d'être abattus par les fascistes.

Le temps, la durée sont introduits comme éléments dialectiques grâce au mouvement de caméra qui permet, par exemple, de suivre des fascistes sortant d'un bal en 1946, les mêmes fascistes poursuivant leur marche dans la même rue, à la séquence suivante, sans solution de continuité, six ans plus tard, en 1952, au moment des élections qui donnèrent la majorité au rassemblement héllénique du maréchal Papagos. Aucun commentaire. Le spectateur comprend sans peine que ce sont les mêmes qui furent fascistes en 1946 et supporters de Papagos en 1952.

La tragédie grecque est insérée naturellement dans cette fresque historique grâce à la troupe des comédiens qui participent, à leur niveau, au théâtre de l'histoire. Ils jouent pendant ces treize années une pièces populaire du 19e siècle **« Golfo la Bergère »**, une sorte de Roméo et Juliette dans la montagne. La pièce est sans cesse interrompue, brisée par le bruit des avions, l'arrivée de la police, les manifestations, les combats. Les comédiens incarnent, au sens propre du mot, le passé du peuple grec, passé réel ou passé mythique, en reproduisant le drame familial des Atrides. L'actrice principale, c'est Electre, antifasciste ; son frère, c'est Oreste, maquisard communiste. La mère d'Electre et son amant — Egisthe — seront abattus par Oreste sur l'instigation d'Electre. La scène est politique à tous les niveaux puisque les rapports entre les comédiens sont déterminés par leur rôle, non pas dans la pièce qu'ils interprètent, mais dans l'histoire de leur temps.

Cet admirable film est ponctué de chansons populaires et de chants politiques qui racontent les faits et les commentent. On trouve là encore une référence à Jancso, mais la musique et le chant sont mieux insérés dans le déroulement des événements, moins artificiellement.

Une grande leçon d'histoire brechtienne, telle est l'œuvre considérable de Théo Angelopoulos.

R.D.

L'Etat et les entreprises Qui dirige l'économie ?

Un fondement majeur d'une stratégie politique socialiste se trouve dans une analyse correcte de l'évolution des structures économiques. Cette vérité de base de la méthode marxiste prend une grande importance aujourd'hui avec l'apparition d'appréciations diverses au sein de la gauche sur les causes de la crise et le rôle qu'y jouent les firmes multinationales.

Ce qui est au fond en cause, c'est la place et les moyens d'action de l'Etat face à l'évolution structurelle des unités de production que sont les entreprises. Et c'est parce que ce débat a des conséquences immédiates sur la stratégie politique à suivre que « Faire » y consacre ce dossier. Celui-ci comprend d'abord une analyse générale du rôle respectif de l'Etat et des entreprises dans l'économie française actuelle puis un certain nombre de fiches explicatives, détaillant quelques thèmes plus précis : le capitalisme monopoliste d'Etat (CME) les moyens d'intervention de l'Etat et leur mesure financière, des exemples sectoriels de relations entre l'Etat et les entreprises.

Les statistiques qui accompagnent ce dossier mesurent les liens de l'Etat avec les entreprises en France. Ces liens s'établissent par de multiples voies et représentent un transfert financier substanciel, surtout si l'on considère qu'il est concentré en faveur de quelques secteurs et entreprises.

Les études réalisées sur ce thème sont très rares. Elles posent à la fois des problèmes de rétention de l'information et des problèmes méthodologiques d'élaboration de statistiques globales homogènes (c'est-à-dire des statistiques permettant de traduire en un seul chiffre significatif toutes les diverses interventions de l'Etat). C'est pourquoi la place de l'Etat dans l'économie est plus souvent appréciée par la mesure de son budget que par celle de ses relations avec les entreprises. Or il est clair qu'il s'agit d'une vue partielle de la question car le rôle de l'Etat ne dépend pas seulement du montant de son budget mais aussi, bien sûr, de ce à quoi il l'emploie. C'est donc à une



La lutte contre les monopoles est-elle suffisante ?

réflexion sur tous les aspects de l'interférence entre l'action de l'Etat et celle des entreprises à laquelle il faut s'attacher. Pourquoi une telle réflexion ? Ne serait-elle qu'un débat entre économistes, sans portée politique ? Toute la controverse actuelle autour du concept de Capitalisme Monopoliste d'Etat (CME) développé en France par le Parti Communiste au milieu de la décennie soixante, montre le contraire. Selon le PC, « avec le CME, c'est l'Etat qui intervient toujours plus directement et systématiquement pour permettre aux monopoles de relever leurs profits » (1). Cette analyse justifie la stratégie selon laquelle, le pouvoir appartenant aux monopoles et aux gouvernements qui les représentent au niveau de l'Etat, c'est un front antimonopoliste qu'il faut constituer pour prendre le pouvoir. Elle implique également que l'action de la classe ouvrière parvenue au pouvoir sera facilitée par l'existence dès aujourd'hui de liens de dépendance étroits entre l'Etat et les « monopoles ». En bonne logique, le PC fait ainsi reposer sa stratégie politique sur son analyse des structures économiques (voir fiche n° 1). Or les statistiques dont on dispose aujourd'hui rendent l'analyse extrêmement délicate. Si l'on considère en effet l'évolution des transferts Etat-Industrie sur la dernière période dont les résultats soient connus, on obtient une stabilité, voire une certaine régression depuis 1968, de la masse relative de ces transferts. Cette statistique essentielle infirme donc l'hypothèse d'une dépendance croissante des entreprises vis-à-vis de l'Etat (voir fiche n° 3). Mais s'arrêter à cette seule statistique serait insuffisant car elle ne rend compte que des transferts économiques de l'Etat vers les entreprises. Or il faut également retenir l'évolution de la prise en charge des dépenses sociales

liées au fonctionnement de l'économie ; un récent article de Jacques Attali (2) a montré qu'on assiste à une socialisation du travail par le transfert au budget social de la nation de charges normalement imputables au fonctionnement de l'entreprise, comme, par exemple, les fonds d'aide aux chômeurs.

Régression

Il faut donc tempérer la constatation que le lien économique entre l'Etat et l'entreprise a tendance à régresser par celle que le lien social a tendance à se renforcer. On objectera bien sûr que cette nouvelle prise en charge des dépenses sociales représente pour l'Etat un surcroît d'engagements financiers et donc, une forme d'allègement des charges des entreprises. Cette objection est juste *à condition de ne pas oublier au passage la transformation fondamentale du rôle de l'Etat qu'elle entraîne*. Car la minoration du rôle économique de l'Etat et la majoration de son rôle social s'analysent très clairement comme une régression de son pouvoir économique sur le territoire national. Cette régression s'opère au bénéfice d'une fonction d'assistance sociale qui aide, certes, les entreprises à maintenir, voire à augmenter leur taux de profit (3), mais qui diminue le pouvoir d'intervention de l'Etat sur l'orientation de la production des entreprises.

Cette divergence croissante des pouvoirs économiques de l'Etat et de l'entreprise se conçoit fort bien à partir du cadre théorique marxiste. Le processus d'accumulation du capital n'a en effet pas de limites nationales tandis que le pouvoir économique de l'Etat a par nature les limites de son champ d'action politique qui est le champ national. Par conséquent, il arrive un moment — et nous vivons actuellement cette mutation — où le capital acquiert une dimension, c'est-à-dire un pouvoir, multinational, qui le fait échapper en partie aux règles et à l'emprise du pouvoir politique national. L'analyse des relations entre l'Etat et les entreprises rejoint ici celle de la crise présente du capitalisme puisque cette crise est pour une grande part une crise de l'Etat-Nation. On assiste en effet aujourd'hui à une régression économique d'un certain nombre de régions à l'intérieur des limites d'une nation ou d'un continent tandis que d'autres se développent rapidement : les régions de l'industrie traditionnelle anglaise sont en faillite tandis que la côte atlantique brésilienne et l'industrie iranienne partent en flèche.



Les multinationales : nouveaux monstres sacrés.

Mutation

Le capital se réorganise donc en se concentrant et en s'implantant là où les chances de dégager du profit sont les meilleures. Dans cette nouvelle mutation du capitalisme, qui provoque la crise en certains points du globe et le développement ailleurs, les frontières nationales perdent de leurs forces : la dynamique irrésistible du capitalisme qui a provoqué au cours des siècles derniers la fin de l'ère des provinces pour donner naissance aux nations se poursuit aujourd'hui par le dépassement de la nation vers un nouvel ordre régional mondial.

Eclatement

Si l'avenir des relations Etat-entreprises est bien celui-ci, il faudra réviser les schémas nés de la situation économique de l'après-guerre. On a connu alors une phase de reconstruction de l'économie, très largement financée par l'Etat et appuyée sur la puissance des entreprises nationalisées ; puis, ce fut la période gaulliste de développement harmonisé de l'économie nationale et du pouvoir politique national. C'est à cette période-là que pourrait correspondre une certaine forme de capitalisme d'Etat au sens où les intérêts de l'Etat et ceux des entreprises évoluant dans le même cadre territorial étaient convergents. Mais déjà le développement du Marché commun ouvrait la voie à une nouvelle phase. Avec la fin de la décen-

(1) Jean Fabre, secrétaire de la section économique du Comité Central du PCF. « La crise ». Editions Sociales, mai 1975.

(2) Socialisation du travail. **Le Monde** du 11 octobre 1975.

(3) Voir note page suivante.



La lutte de classe doit s'adapter à l'évolution de la bourgeoisie.

nie soixante, cette situation se désagrège, d'abord par la privatisation croissante d'un certain nombre d'entreprises contrôlées à l'origine par la puissance publique. Elle se désagrège ensuite par l'éclatement du cadre économique national ; au niveau politique lui correspond en France un pouvoir qui, de Pompidou à Giscard, est de plus en plus compréhensif à l'égard des intérêts capitalistes multinationaux. Cet éclatement est au départ l'œuvre de firmes dont la majorité des capitaux a une origine nationale affirmée ; les liens avec la nation « maternelle » restent donc forts. Mais la logique même du multinationalisme va dans le sens de la distension de ces liens. On ne voit pas en effet pourquoi, dans le cadre de l'analyse marxiste du développement du capital, celui-ci resterait soumis aux décisions d'une politique nationale alors que son assise économique objective ne connaît plus ce cadre territorial restrictif.

Imagine-t-on aujourd'hui une entreprise française ayant son siège social à Lyon être liée par les décisions du Conseil général du Rhône ? De même, pendant l'hiver 1973, lors de la « crise » du pétrole, les grandes multinationales de ce secteur, les majors, se sont trouvés en conflit d'intérêt avec l'Etat National Américain dont elles étaient pour la plupart issues lors de leur création.

Le front de classe

Telle est donc la tendance historique des rapports entre l'Etat national et les entreprises. Elle ne signifie pas, bien sûr ,que ces rapports sont d'ores et déjà rompus ! Au contraire, ils restent dans la majorité des cas très étroits sur le plan économique. De plus, il ne faut pas oublier le rôle proprement politique que l'Etat joue, au service des entreprises nationales et multinationales. Grâce à tout son appareil de contrôle social, l'Etat continue d'imposer à la nation la politique et l'idéologie qui servent le mieux les intérêts de la fraction dominante de la bourgeoisie. Le seul changement, mais il est décisif, par rapport au passé, est que cette fraction dominante est en train de devenir la bourgeoisie internationale.

C'est pourquoi la lutte de classe menée par le mouvement socialiste contre la bourgeoisie doit s'adapter à l'évolution des assises objectives de celle-ci. En particulier, la lutte contre la domination d'un certain nombre d'entreprises doit s'attaquer à la dynamique même de leur développement, c'est-à-dire se fixer des objectifs anticapitalistes. Le front de classe anticapitaliste est ainsi la réponse politique actuelle à l'évolution des rapports entre l'Etat et les entreprises.

Jacques GALLUS.

(4) Il faudrait compléter cette réflexion par une analyse de l'évolution du taux de profit des entreprises. On sait que la théorie marxiste conclue à une baisse **tendancielle** de ce taux ; ce qui n'est pas contradictoire avec les alternances de hausse et de baisse dans la moyenne période, depuis 1954. Cf. Article de Ch. Phéline « Répartition primaire des revenus du capital » 1954-1973 - Statistiques et études financières 1975-19.

L'ÉTAT ET L'INDUSTRIE DANS LE DOMAINE NUCLÉAIRE

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'énergie nucléaire n'apparaissait que comme une activité scientifique pouvant avoir des applications militaires. C'est donc un organisme public, le Commissariat à l'Energie Atomique (C.E.A.) qui en a été chargé.

A partir de 1956, c'est-à-dire quand on a commencé d'envisager la production d'électricité d'origine nucléaire, et surtout à partir de 1958, quand on a mis en place un important programme militaire et électronucléaire, toutes les acitivtés rentables ont été peu à peu transférées au secteur privé.

1) *Pour la construction des centrales* (qui représente à peu près 2/3 de l'ensemble) les premières unité (Chinon 1, 2 et 3, Saint-Laurent-des-Eaux 1 et 2, Le Bugey 1 et 2) ont été construites selon la technique mise au point par le C.E.A. (c'est la filière graphite-gaz) selon un schéma compliqué dans lequel E.D.F. était son propre architecte industriel. La construction était assurée par des entreprises privées, qui en tiraient des profits conséquents. Du moins la maîtrise de l'opération restait-elle entre les mains du secteur public.

En 1969, le gouvernement a décidé d'abandonner la technique graphite-gaz au profit de celle qui avait été mise au point par la firme américaine Westinghouse et selon une licence exploitée en France par Framatome (qui signifie Société franco-américaine pour l'énergie atomique). Depuis cette date, E.D.F. ne joue plus aucun rôle, pas plus que le C.E.A., dans la construction des centrales : elle n'est que le client d'une firme dont la majorité appartient au groupe du baron belge Empain, lui-même gros actionnaire de Westinghouse, et dont Westinghouse détient actuellement 45 % du capital.

Au mois d'août 1975, le gouvernement a autorisé le C.E.A. à prendre une part dans le capital de cette société, mais on sait aujourd'hui que cette part sera inférieure à la minorité de blocage. Si bien que les techniques du C.E.A. (en particulier sur la sécurité des centrales) pourront bénéficier à Framatome, sans que le C.E.A. ait son mot à dire sur les orientations les plus importantes de la firme.

Pour la construction des centrales nucléaires, E.D.F. est aujourd'hui entièrement tributaire d'une seule firme, qui n'est elle-même qu'une antenne du groupe Westinghouse. C'est au Conseil d'Administration de Westinghouse que se décide la politique d'équipement d'E.D.F. : Framatome vient déjà de demander une hausse de 35 % des prix qu'elle avait annoncés l'an dernier. On ne voit pas comment E.D.F. pourrait la refuser.

2) *Pour le cycle du combustible* (1/3 du programme), l'asservissement du secteur public aux intérêts privés a été encore plus net. Depuis au moins 10 ans, on sait que jusqu'en 1977-1978, la production d'uranium dans le monde sera supérieure à la consommation et que la tendance se retournera à cette époque. Depuis 10 ans au moins, le C.E.A. a mené une politique destinée à jouer un rôle anticyclique et à garantir l'approvisionnement à long terme du pays (prospection de nouveaux gisements, maintien d'une production qui n'est pas immédiatement nécessaire, stockage). Cette politique coûte cher, et bien entendu, les groupes privés en laissent la charge à l'Etat.

Mais voici qu'apparaît « le bout du tunnel », l'époque où le commerce de l'uranium va devenir hautement rentable : alors il n'est plus question que les bénéfices de la politique menée depuis si longtemps soient laissés à l'Etat. Tout est en place pour que d'ici un an ou deux, le profit aille aux grands groupes privés.

La première étape, c'est (là aussi depuis août 1975) la privatisation des activités de « production » du C.E.A., qui constitue à cet effet une société dont les capitaux sont pour l'instant publics. Mais il est bien clair que dans deux ans au plus tard, quand le marché de l'uranium sera un marché de « vendeurs », le capital sera racheté par des gorupes privés. Le groupe Péchiney et I. Metal (Rothschild - Pétroles d'Aquitaine) annoncent d'ailleurs déjà leurs ambitions.

Il ne s'agit pas, bien sûr, de défendre le secteur public pour lui-même : l'attitude des sociétés pétrolières (Elf Erap, Compagnie Française des Pétroles) qui se sont toujours comportées exactement comme les grands groupes pétroliers multinationaux, bien que leur capital en majorité contrôlé par l'Etat, prouve qu'une politique capitaliste peut très bien être menée par des entreprises publiques. Mais cette « privatisation » de l'énergie nucléaire soulève toute une série de questions :

1) Est-il normal que des investissements, des recherches, d'un montant considérable, soient faits par l'Etat et qu'ensuite leur résultat soit exploité par des groupes privés pour leur seul profit ?

2) Déjà l'Etat, en France, s'était laissé enfermer pour son approvisionnement en pétrole, par un cartel de producteurs. L'énergie nucléaire, mise en œuvre par le secteur public, pouvait être un moyen d'échapper à ce cartel. Bien au contraire, les gouvernements successifs de la Ve République se sont ingéniés à remettre les décisions, dans ce domaine, entre les mains d'un autre groupe dominant.

3) Jusqu'ici, les installations nucléaires ont été construites selon des normes assurant une grande sécurité. Qui peut garantir que ces normes seront toujours observées quand le seul impératif sera la recherche du profit ?

4) Comme toujours, l'intégration d'un secteur d'activité dans la stratégie d'un grand groupe multinational comporte le risque que les différentes étapes de la production soient scindées entre plusieurs unités situées dans des pays différents. Qui peut garantir que cela ne se produira pas dans le secteur nucléaire et que, venant au pouvoir, la gauche pourrait reprendre entièrement le contrôle de cette activité ?

5) Comme toujours la concentration d'une activité sous la houlette d'un groupe multinational comporte des compressions d'effectifs, des licenciements. Les travailleurs du C.E.A. savent bien qu'ils risquent d'en être de même cette fois.

6) Le prix du pétrole est fixé par le cartel des 7 « majors », celui des centrales nucléaires va l'être par le groupe Westinghouse. Quels pourront être les choix d'E.D.F. ?

QU'EST CE QUE LE C.M.E. ?

I - Le capitalisme monopoliste d'Etat, CME, fait l'objet du Traité Marxiste d'Economie Politique publié en 1971 aux Editions Sociales et auquel nous empruntons les définitions suivantes.

Le C.M.E. est défini par le P.C. comme la phase actuelle de l'impérialisme. Il en conserve donc les caractéristiques qui sont :

— le développement des **monopoles,**

— le développement du **capital financier** (interpénétration du capital industriel et du capital bancaire),

— l'**exportation** systématique des **capitaux.**

Mais depuis la Première Guerre mondiale, l'apparition du premier Etat socialiste et ses succès, l'accentuation de la lutte des classes nécessitèrent un élargissement de l'intervention de l'Etat qui permit, pour un temps, d'éviter la faillite d'une société fondée sur les rapports de production capitalistes.

En définitive, les traits distinctifs du CME comme « totalité organique » sont « le financement public, le secteur public, la consommation d'Etat, la planification monopoliste, la militarisation de l'économie, la contrainte idéologique et politique, le regroupement des forces réactionnaires, les tendances à l'autoritarisme politique. »

Le point-clé de cette théorie, ce sont les rapports entre les monopoles et l'Etat : pour le Traité : « Il n'y a ni fusion, ni séparation, mais étroite interaction, chacun ayant à la fois un rôle propre et un même but ».

Telle est la théorie du C.M.E. développée par le P.C.F. Il faut énoncer maintenant les critiques de cette théorie et de ses conséquences politiques.

II. - Les critiques de la théorie du C.M.E. :

— les communistes surestiment la coupure entre la « bourgeoisie monopoliste » et toutes les autres classes ou couches « antimonopolistes », y compris bourgeoises : « tout en renforçant sa puissance, la bourgeoisie monopoliste tend aussi à s'isoler de plus en plus. La domination étendue qu'elle exerce sur l'ensemble de la nation dresse objectivement contre elle, de plus en plus largement, toutes les autres couches sociales ».

Selon eux, la base sociale objective du régime serait très étroite et ce dernier ne réussirait à masquer ce fait **que** par un renforcement du rôle idéologique de l'Etat et de ses tendances autoritaires

— En parlant d'un « complexe unique Etat-monopoles », ils sous-estiment la capacité de l'Etat capitaliste à arbitrer entre les différentes fractions de la bourgeoisie, pas seulement au profit direct et exclusif de la seule bourgeoisie monopoliste. Ils sous-estiment donc sa capacité à élargir objectivement la base de classe du régime en dégageant par sa politique les intérêts d'ensemble et à long terme de la bourgeoisie, même quand cela passe par la non satisfaction immédiate de certains intérêts des « monopoles ».

— Ils réduisent leur analyse de l'Etat capitaliste à celle de ses fonctions : ils ne font jamais l'analyse de sa structuration interne comme bureaucratie. Négligeant la réflexion esquissée par Marx (critique du droit politique Hégelien ; Editions sociales, 1975) ils ne montrent jamais dans la hiérarchie le fondement des rapports sociaux de l'appareil d'Etat et des grandes entreprises. Ils vont même parfois jusqu'à lui attribuer un caractère scientifique : la hiérarchie serait, elle aussi, une des bases objectives du socialisme, à condition que « l'Etat des monopoles » devienne l' « Etat démocratique ».

Ils n'analysent pas non plus le contenu et l'origine de classe de la bureaucratie d'Etat, ce qui leur évite de montrer son caractère très largement petit-bourgeois et son rôle très efficace d'intégration des différentes couches de la bourgeoisie.

— En parlant du C.M.E. comme de la « phase ultime du capitalisme », de « l'antichambre du socialisme », ils sous-estiment gravement la souplesse du capitalisme, sa capacité à récupérer sa crise à son propre profit. Car le capitalisme a toujours été en crise et a toujours su s'adapter pour les surmonter.

— Pour eux, plus les forces productives s'accroissent sous la forme du capital et plus l'intervention de l'Etat doit augmenter. Il y aurait également une progression dans ses formes d'intervention, le secteur public en étant la forme ultime, la « négation la plus avancée des formes monopolistes simples ». Outre la critique précédente, il faut noter au contraire que, pour Marx, l'intervention de l'Etat était le signe de la jeunesse du capitalisme, de son immaturité (cf. « Les fondements de la critique de l'économie politique»). Cette analyse réductrice du PC le conduit à sous-estimer le pouvoir croissant des firmes multinationales qui imposent leurs décisions dans un espace a-national, réduisant le pouvoir de contrôle des Etats nationaux et introduisant un élément de crise essentiel dans le capitalisme mondial.

III - La stratégie politique du P.C.F. s'articule de façon cohérente avec la théorie du C.M.E. Les critiques portent sur trois points :

— Les communistes surestiment la possibilité d'isoler idéologiquement et politiquement l'Etat et la bourgeoisie monopoliste par un vaste rassemblement antimonopoliste dont ils constitueraient l'avant-garde. Il s'agirait surtout pour ce front et son avant-garde de démasquer l'idéologie répressive et autoritaire de l'Etat des monopoles et de constituer une alliance de gouvernement sur un programme minimum pour que, tôt ou tard, l'isolement objectif de l'Etat et de la bourgeoisie monopoliste se traduise politiquement par son échec.

— En conséquence, ils sous-estiment l'importance politique actuelle de l'élaboration d'un projet de société qui corresponde à l'actualité du socialisme. Le contenu du Programme commun de 1972 leur paraît non seulement nécessaire, ce qui n'est pas contestable, mais aussi suffisant, ce qui l'est davantage. Car il correspond à leur conception, de la « démocratie avancée », première étape après la prise du pouvoir par la Gauche : il ne faudrait pas aller au-delà dès maintenant sous peine de risquer de faire éclater l'alliance entre les forces démocratiques.

C'est parce que le Parti Socialiste a une conception différente qu'il précisait, il y a un an, aux Assises du Socialisme, que le « Front de classe spontanément défensif, antimonopoliste, doit, par clarification de ses objectifs politiques à court et à long terme, devenir offensif, anticapitaliste (Livre des Assises, p. 39).

Philippe Brachet.

LES MOYENS D'ACTION

Nature des opérations	Moyens d'action
● Opérations sur biens et services	● Dotations et participation en capital ● Marchés publics passés par l'Etat, les collectivités locales et les entreprises publiques.
● Opération de redistribution	● Subventions de l'Etat aux entreprises publiques et privées. ● Avances remboursables. ● Avances remboursables. ● Fiscalité directe (impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux).
● Opération de crédit	● Prêts du F.D.E.S. (Fonds de Développement Economique et Social). ● Concours à long terme du Crédit National. ● Prêts des S.D.R. (Sociétés de Développement Régional). ● Emission d'emprunts obligataires garantis sur le marché financier. ● Marchés garantis par la COFACE (Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur).

A ces interventions économiques directes des pouvoirs publics s'ajoutent des actions de **réglementation** de l'activité économique : réglementation du crédit, réglementation des prix et de la concurrence, etc.

LES SECTEURS AIDÉS

● **Les dotations et participations en capital** dans le secteur public ont augmenté au cours de la période étudiée (1962-1972) parallèlement à la croissance de la valeur ajoutée. Deux secteurs en ont beaucoup profité : l'automobile, avec près de 1,4 milliard de francs de participation de l'Etat au capital de la Régie Renault pendant cette période ; et la chimie par la création en 1967 de l'Entreprise minière et chimique (0,8 milliard de dotation entre 1967 et 1972).

● **Les marchés publics** ont accaparés pour 80 % par quatre secteurs : le Bâtiment - Travaux publics, l'industrie électrique, la construction navale et l'aéronautique - Armement. De plus, la taille des marchés tend à devenir de plus en plus grande : en 1975, les marchés de plus de 5 millions de francs représentaient plus de la moitié du montant financier total.

● Les subventions de l'Etat sont allées en 1972 pour 80 % au secteur public. Les secteurs les plus aidés ont été : l'industrie, 32 % du total des subvention (mais ce pourcentage est très inférieur à la part de la valeur ajoutée de l'industrie dans la valeur ajoutée totale qui est supérieure à 50 %) ; les transports, 20 % ; le commerce 17 %.

Source : Economie et Statistique - Avril 1975.

L'INFORMATIQUE : UN EXEMPLE DE L'ÉVOLUTION DES RELATIONS ÉTAT-ENTREPRISES

Née il y a à peine vingt ans, l'informatique compte désormais parmi les industries les plus importantes, en chiffre d'affaires et en personnel employé. Son taux de croissance annuel est encore de 15 à 20 % et un certain nombre d'experts prédisent qu'elle sera en 1985 la première industrie mondiale.

Mais l'attention portée à ce secteur nouveau, en pleine expansion, ne vient pas seulement de son poids industriel. Comme l'aéronautique et le nucléaire, l'informatique est une industrie de pointe consacrant quelque 20 % de son chiffre d'affaires à la recherche et au développement et ayant des retombées essentielles sur de nombreux autres secteurs : machines - outils, télécommunications, mécanique générale, etc.

Enfin (et là elle apparaît profondément originale, même par rapport aux autres secteurs de pointe), elle n'apporte pas seulement un nouveau potentiel industriel, mais un outil social dont la maîtrise conduit à modifier radicalement les données de nombreuses activités humaines : en témoignent les possibilités introduites dans le diagnostic médical, dans l'enseignement, dans la planification économique, par l'usage des ordinateurs. On pourrait multiplier les exemples.

Pour toutes ces raisons, il était normal et inévitable que l'Etat soit amené à s'intéresser de près à l'informatique. L'exemple a été donné par les Etats-Unis où les principaux producteurs : I.B.M., mais aussi Control DATA, Honeywell Bull, Univac, ont reçu des sommes considérables du gouvernement sous la forme de contrats d'études. A l'heure actuellee, 60 % du budget de recherches d'I.B.M. est encore alimenté par cette voie.

A peu près en même temps que le Japon, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, la France s'est lancée dans le soutien de son industrie nationale.

Ce fut le Plan Calcul, en 1966, intervenant quelque temps après le refus américain de laisser Control DATA exporter vers la France un ordinateur de grande puissance destiné à la force de frappe militaire ; mais aussi après que le gouvernement ait laissé racheter la Société Française BULL par les capitaux américains.

Il n'est pas nécessaire de revenir en détail sur les avatars du Plan Calcul, dont la grande presse a longuement parlé. Mais, la courte histoire de la C.I.I. (Compagnie Internationale de l'Informatique) inspire trois constatations, qui révèlent bien les difficultés d'une pratique nationale dans le contexte libéral :

1) Malgré une aide de l'Etat de 2 milliards environ, entre 1967 et 1974, la C.I.I. n'a pas réussi véritablement à « décoller ». Le gouvernement, représenté en la matière par l'éphémère Délégation à l'Informatique (supprimée l'an dernier), n'a jamais réussi à imposer à ses propres administrations et aux entreprises publiques une politique d'achat systématique du matériel national. Récemment encore, la S.N.C.F. a passé un énorme marché pour la réalisation de son système de réservation électronique, avec des constructeurs étrangers.

2) Les deux partenaires privés de l'Etat dans la C.I.I., C.G.E. et Thomson, semblent ne jamais avoir cru à cette « aventure nationale ». Faisant eux-mêmes une mise de fonds extrêmement modeste (quelques 200 millions de participation au capital), ils semblent avoir largement bénéficié des contrats d'études passés à la C.I.I. Mais, quand il s'est agi d'assurer le développement de cette dernière, ils n'ont pu se mettre d'accord sur les objectifs, au point d'en arriver à un véritable contentieux. Associés pour recueillir la manne publique, C.G.E. et Thomson avaient en réalité des stratégies industrielles concurrentes, et entraient en compétition notamment pour l'attribution des marchés liés aux télécommunications.

3) Les tentatives d'élargissement de la politique nationale à une politique européenne n'ont jamais été menée sérieusement. Les accords UNIDATA, passés en janvier 1973 entre la C.I.I., SIEMENS et PHILIPS, après avoir été approuvés du bout des lèvres par le gouvernement, se sont heurtés

ÉVOLUTION 1962-1972 DES TRANSFERTS ÉTAT-INDUSTRIE

— Les chiffres de la colonne « Total des transferts » correspondent à la somme des effets sur les comptes des entreprises des différents moyens d'intervention de l'Etat. Autrement dit, ils mesurent la somme des aides de toutes sortes que les entreprises reçoivent de l'Etat.

Notes :

— « Etat » est entendu ici au sens large, c'est-à-dire recouvrant à la fois l'action de l'Etat central et celle des collectivités locales.

— « Industrie » est également entendu au sens large d'entreprises non financières des secteurs non-agricoles.

— La Valeur Ajoutée d'un secteur est la différence entre la valeur de sa production et celle des biens et services qu'il a dû consommer pour obtenir cette production. C'est donc bien la valeur « ajoutée » par ce secteur grâce à son activité.

Source : Le Pors et Prunet : Les transferts entre l'Etat et l'industrie - Economie et Statistiques - Avril 1975.



Le démantèlement de la C.I.I. : un choix politique.

à un véritable sabotage de la part de M. Ambroise Roux, président de la C.G.E., qui dès l'origine, a manifesté publiquement qu'il désapprouvait ces accords. Il ne faut pas oublier à cet égard que SIEMENS est un concurrent très direct de la C.G.E. sur de nombreux marchés.

On sait qu'après une période de tâtonnements et d'hésitations qui a duré plus d'un an, le nouveau président de la République a annoncé en avril dernier un changement de cap de 180 degrés : démantèlement de la C.I.I., création d'une nouvelle société C.I.I. - C.H.B. par association avec le deuxième constructeur américain, HONEYWELL.

Malgré les efforts du gouvernement pour démontrer que cette opération préservait l'indépendance nationale (les intérêts français dans la nouvelle société seront majoritaire à 53 %) tout en créant un potentiel susceptible d'affronter la concurrence extérieure, la quasi-unanimité des commentateurs ne s'y sont pas trompés : il s'agit bien d'une renonciation à toute velléité de politique nationale en la matière. Il suffit pour s'en convaincre de constater que la société-mère américaine sera majoritaire au comité technique chargé de définir la politique de recherche et la ligne de produits.

S'agit-il d'une erreur d'appréciation sur les chances respectives de la solution adoptée et de la solution UNDATA ? C'est ce qu'ont tenté de soutenir notamment Debré et Peyrefitte qui, à l'intérieur même de la majorité, ont critiqué la décision, en soulignant que la reconversion du potentiel C.I.I. coûtera très cher et que la pérénité de l'engagement d'Honeywell dans l'informatique n'est même pas garantie. Sans doute cette critique est-elle justifiée. Mais le vrai problème n'est pas là : il est dans le fait que ce débat a été tranché, non en fonction des impératifs d'indépendance nationale, mais bien des stratégies industrielles des groupes privés. Après de vifs affrontements avec Thomson, la C.G.E. a su faire prévaloir auprès des pouvoirs publics des intérêts qui la mettaient en concurrence directe avec SIEMENS. Il n'était pas question dès lors de coopération européenne.

Au contraire, la C.G.E. voyait dans l'association avec un partenaire américain la possibilité de se débarrasser de l'essentiel du risque financier que représentait le Plan Calcul. Restait à convaincre ce partenaire et pour cela lui apporter une dot attrayante, qui serait évidemment demandée à l'Etat français. C'est ce qui a été fait et obtenu sous la forme d'une subvention de 1,2 milliard de francs et d'une garantie de marché de 3,5 milliards, étalées sur 4 ans, sans qu'aucune contrepartie réelle soit exigée de la part des pouvoirs publics. Il est intéressant de noter à cet égard, que les négociations franco-américaines n'ont pas été menées par le ministère de l'Industrie, mais directement par la C.G.E. Ainsi apparaît le sens profond de la nouvelle orientation, révélatrice de l'influence prépondérante des groupes privés sur la stratégie industrielle de l'Etat.

Année	Total des transferts (A) (millions de F courants)	Valeur ajoutée des secteurs non agricoles (B) (millions de F courants)	Rapport A/B - %
1962	9 105	274 896	3,3
1963	8 650	308 656	2,8
1964	10 011	346 618	2,9
1965	11 239	371 386	2,9
1966	11 598	405 069	2,8
1967	12 711	435 909	2,9
1968	16 929	477 006	3,5
1969	15 914	558 866	2,8
1970	15 247	622 122	2,4
1971	21 929	690 822	3,2
1972	20 343	772 788	2,6

dialogue avec nos lecteurs

Ma surprise fut grande en lisant l'article signé Antoine Blanca dans le n° 1 (oct. 75) de « Faire » — article traitant de la gauche espagnole (...)

Le silence total sur l'Union Syndicale Ouvrière (U.S.O.) me paraît étrange. Cette organisation syndicale née en 1960, se définit depuis sa naissance pour le socialisme démocratique, la planification démocratique de l'économie et pour l'autogestion comme unique moyen pour que la classe ouvrière soit le sujet et non l'objet des transformations sociales.

Je dis étrange non seulement parce que l'U.S.O. est reconnue par le groupe ouvrier du B.I.T., est affiliée à divers secrétariats professionnels de l'industrie (S.P.I.), est implantée dans toutes les régions espagnoles ; elle est présente dans la majorité des grandes entreprises de tous les secteurs et son influence au sein de la classe ouvrière a été démontrée lors des importantes luttes des dernières années ainsi que sa forte pénétration lors des dernières élections syndicales.

En ce qui concerne les groupes politiques se réclamant du socialisme, le tableau est incomplet du fait de nombreuses omissions.

Il y a plus d'un an s'est créée la Conférence Socialiste Ibérique (C.S.I.) qui regroupait en plus du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (P.S.O.E.), le Mouvement Socialiste de Catalogne (M.S.OC.), le Parti Socialiste Galicien (P.S.G.), le Parti Socialiste du Pays de Valencia (P.S.P.V.) et l'U.S.O. Le Parti Socialiste Français le sait bien puisque la première réunion eut lieu dans « sa maison » à Paris.

Plus tard à la C.S.I. se joignait Reconstruction Socialiste (R.S.), mouvement qui regroupe en son sein un groupe de militants socialistes autogestionnaires présents dans plusieurs provinces espagnoles.

Deux thèses furent débattues au sein de cette Conférence : Reconstruction du mouvement socialiste et définition en commun d'un projet socialiste **ou** Réinstauration de vieux sigles autour desquels on ferait l'unité. Il est significatif que seul le P.S.O.E. défendait la deuxième thèse, et il s'exclut lui-même de la C.S.I. lorsque fut décidé que les décisions seraient prises à la majorité et que l'objectif était la Fédération des Partis Socialistes de Catalogne, Valence, Galicie, Pays Basque et le Parti Socialiste du reste de la Péninsule.

En Catalogne l'union de tous les groupes socialistes est déjà faite — y compris le M.S.C. — au sein de la Convergence Socialiste de Catalogne (C.S.O.). Ce même projet est en discussion entre les socialistes galiciens. L'apparition du Parti Socialiste Basque est imminente, fruit d'une lente et difficile discussion entre les différents groupes socialistes d'Euskadi.

Dans la discussion de ce projet il faut aussi noter la présence de l'Alliance Socialiste d'Andalousie (A.S.A.), groupe de socialistes présents dans plusieurs provinces andalouses, et le Parti Socialiste Populaire (P.S.P.).

Dans cette fédération de Partis Socialistes, l'U.S.O. est logiquement exclue — de part sa configuration syndicale — mais elle participe et participera aux discussions et à la recherche de la C.S.I. L'élaboration du socialisme dans la Péninsule Ibérique étant la tâche de tous les hommes et groupes qui se réclament du socialisme sans exclusive.

RAIMON,
délégué extérieur
de l'U.S.O.

Mon ambition en rédigeant un article sur l'opposition de gauche en Espagne était, du fait des impératifs de la pagination, limitée. Cela explique que je me sois attardé sur les deux grandes coordinations se manifestant à l'échelle nationale : la Plateforme de Convergence démocratique et la Junte. Mais la réalité des organisations autonomistes, basque et catalane n'a pas été, il s'en faut, passée sous silence. Il est souhaitable toutefois de souligner l'effort d'implantation du socialisme en Catalogne qui s'est concrétisé par la création d'un parti socialiste catalan. De même l'influence parmi les travailleurs de l'U.S.O. (Union Syndicale Ouvrière) est-elle perceptible dans certaines régions : elle se réclame d'une démarche autogestionnaire et du socialisme démocratique. Il serait vain par contre de parler des différentes « alliances socialistes (Castille, Andalousie, etc...) dont on se demande en vain quelles réalités elles recouvrent.

Antoine BLANCA.

Au cœur des recherches et des débats de la gauche, tirant les leçons des luttes et donnant des informations inédites sur les expériences entreprises, "FAIRE" est un instrument indispensable pour tous les partisans du socialisme auto gestionnaire.

Pour recevoir régulièrement "FAIRE" ABONNEZ-VOUS DES AUJOURD'HUI.
Vous bénéficierez de notre tarif spécial de lancement :
80 F pour 12 numéros au lieu de 120 F.

BULLETIN D'ABONNEMENT

A remplir et à envoyer accompagné de votre règlement à :

faire

48, rue Sainte-Anne 75002 PARIS.

Je désire m'abonner à " FAIRE " et recevoir les 12 prochains numéros au prix spécial de lancement : 80 F seulement au lieu de 120 F.

Nom _____

_____

Adresse _____

_____

Code postal |_|_|_|_|_|

Ville _____

_____

Ci-joint mon règlement par :
- ☐ chèque bancaire
- ☐ mandat-lettre
- ☐ virement postal (3 volets)

} à l'ordre de "FAIRE"

BULLETIN D'ABONNEMENT

A remplir et à envoyer accompagné de votre règlement à :

faire

48, rue Sainte-Anne 75002 PARIS.

Je désire m'abonner à " FAIRE " et recevoir les 12 prochains numéros au prix spécial de lancement : 80 F seulement au lieu de 120 F.

Nom _____

_____

Adresse _____

_____

Code postal |_|_|_|_|_|

Ville _____

_____

Ci-joint mon règlement par :
- ☐ chèque bancaire
- ☐ mandat-lettre
- ☐ virement postal (3 volets)

} à l'ordre de "FAIRE"

ABONNEZ-VOUS OU ABONNEZ UN AMI IL VOUS SUFFIT DE REMPLIR ET DE NOUS RETOURNER LES BULLETINS CI-DESSOUS

Avec la volonté d'éviter le "ronron" des revues traditionnelles, **"faire"** vous invite à participer à l'élaboration de ses sommaires.

Je souhaite que soient abordés dans **"faire"** les sujets suivants :

faire

48, rue Sainte-Anne 75002 PARIS.

Avec la volonté d'éviter le "ronron" des revues traditionnelles, **"faire"** vous invite à participer à l'élaboration de ses sommaires.

Je souhaite que soient abordés dans **"faire"** les sujets suivants :

faire

48, rue Sainte-Anne 75002 PARIS.

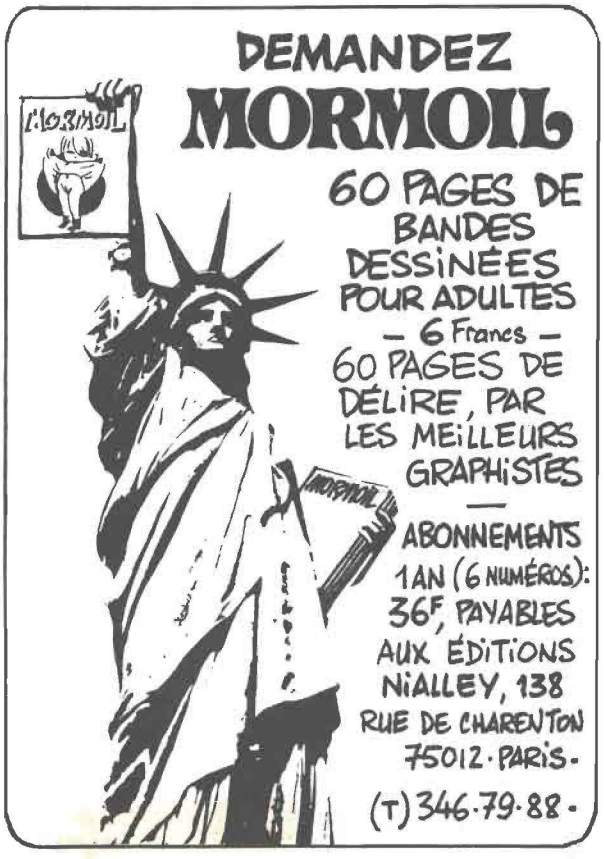
Georges Montaron Quoi qu'il en coûte

Stock

- Des « fortifs » à la Résistance
- Les clandestins de la J.O.C.
- « Peuple, te voilà libre ! »
- J'entre à Témoignage chrétien
- Les points chauds de la guerre froide
- Ce que je crois sur Pierre Mendès France
- Algérie : Guy Mollet choisit la répression
- De Gaulle II : les petits côtés de la grandeur
- La longue marche de François Mitterrand
- « Chrétiens, rompez avec la droite »
- Les « sales guerres »
- La Palestine au cœur
- Rogne au Vatican, grogne chez les évêques
- Vatican II : portes ouvertes au printemps
- Mes lecteurs m'émerveillent
- Chrétiens pour le socialisme

360 pages - Prix : 35 F

En vente chez tous les libraires et à
la librairie TC, 49 Fg Poissonnière, 75009 PARIS



CHAQUE VENDREDI

L'unité

L'HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE

avec la chronique de François Mitterrand

---

combat socialiste

Le mensuel du Parti Socialiste au service des luttes des travailleurs